



FuturWest

le futur est notre passion

*le futur est notre passion
le futur est notre passion
notre passion
le futur est notre passion*



SOMMAIRE

Nouvelles du Groupe Futuroouest	03
Envoi n°01 : La forêt européenne	04
Cogito n°01 : L'autre Monde est déjà dans celui-ci	5
Cogito n°02 : Analyse complémentaire de Gogito	14
Mémoires du futur	63
Bibliographie, Web...	66

Le futur n'est pas la poubelle du présent

Plusieurs textes de réflexion de fond sont en préparation dans l'entourage du Groupe Futuroouest, notamment via son Institut de Recherches Prospectives. Les lecteurs habituels de la revue FuturWest ont pu se rendre compte que nous accueillons dans nos colonnes des points de vue très divers, y compris sur des sujets ou des concepts avec lesquels nous ne sommes pas forcément d'accord.

Le pluralisme et les vrais débats sont à ce prix ... et bienvenus.

Si vous êtes intéressé(e) par une proposition d'article, contactez-nous contact@futuroouest.com

La revue futurWest est une publication du Groupe FUTUROUEST
Éditée par Futuroouest Sarl, propriétaire de la marque FuturWest au capital de 40000€
SIRET : 409 769 908 00016 - 3, Boulevard Cosmao Dumanoir 56100 Lorient
Tél. 33 (0)7 64 10 52 77 / Fax 33 (0)2 97 64 43 71

Direction de la Publication : liam.fauchard@futuroouest.com / Conception graphique : eloanne29@gmail.com
ISSN 1633 1060 / Dépôt légal : 1er trimestre 2017

Conférences

- **Jeudi 09 Mars 2017 à Lorient - Franck DELALANDE (Vénétis)**
L'avenir du travail : formes, organisations, statuts...
- **Avril 2017, à Rennes**
L'économie symbiotique

Publications

« *Destins bretons* »

Hommage posthume à Loeiz Laurent, premier Président de FUTUROUEST
Recherches (Asso) - L'Harmattan 2016 – 160 pages

- « *Samuel Beckett ou l'horizon sans fin* » - **Liam FAUCHARD**
Éditions Ed2A 2016 – 100 pages (www.editions2a.com)
- « *2030 : Mutations des relations sociales* »
Liam FAUCHARD – Gérard GUIGOURES – Jean PIANEL
L'Harmattan 2014 – 200 pages
- « *Démocratie participative : progrès ou illusions ?* »
Liam FAUCHARD & Philippe MOCELLIN – L'Harmattan 2012 – 280 pages

Formations à venir

- Initiation à La Démarche Prospective : vendredi 24 mars 2017 à LORIENT

Index

- Index des Cogito
- Index des NDL par auteurs
- Index des NDL par thèmes

www.futuroouest.com [*Publications*]

Agenda

- Se reporter au site www.futuroouest.com

« Il n'y a pas de vin naturel ; il n'y a pas de froment naturel. Le pain et le vin sont un produit du génie de l'homme. La nature elle-même est un merveilleux artifice humain. »

J. Jaurès

Nous pourrions ajouter qu'il n'existe pas de nos jours de « forêt naturel » aisément visitable. Quiconque a eu à essarter, tailler, recéper... un jardin, un petit bois, des massifs, voire une petite forêt... le sait parfaitement : cela demande du travail, beaucoup de travail, sinon la « bonne nature » reprend vite ses comportements et remet en désordre – pour nous, en ordre pour elle – taillis inexpugnables, friches, chardons, ronces...etc...

Le dressage des éléments naturels a permis à l'Homme de pérenniser son existence sur la Planète où il est apparu. Dans l'Histoire, ce sont des progressions pas à pas de civilisation, donc d'apprentissage et de dressage, qui ont permis de passer de l'état de nature et de violence immature à l'état de droit et de maîtrise de la violence.

L'Union Européenne et son lent processus de construction et d'améliorations graduelles y ressemble. La forêt européenne était violente, brute, repoussante ; il a fallu l'ingéniosité de femmes et d'hommes clairvoyants pour entreprendre de commencer à formater les friches résultantes de plusieurs siècles d'errements pour en faire un espace vivable de paix, de prospérité et de démocratie. La situation obtenue est imparfaite, il reste encore beaucoup de scories à éliminer, mais elles se trouvent maintenant moins dans les infrastructures que dans les esprits. Une forêt proprement essartée et reproductible devient agréable à vivre et à se renouveler en peu de temps ; **il en va autrement des formatages idéologiques qui nous encombrant les neurones.**

Les défis exaltants sont nombreux : pérenniser la paix – le socle indispensable – en évitant toute provocation envers tel ou tel ; prolonger les déterminants économiques comme le Marché Unique ou l'Euro ; améliorer les convergences des politiques sociales en s'inspirant des meilleurs ; approfondir les échanges de toute nature et la libre circulation des personnes et des idées ; harmoniser des politiques publiques...etc... Comme le dit le spationaute français Patrick Baudry « Ce qui est important, ce n'est pas la Terre que nous laisserons à nos enfants, mais les enfants que nous laisserons à la Terre ». Tous les dispositifs créés depuis plus de cinquante ans concourent à ce fait, que ce soit la liberté d'installation dans l'Etat-membre de son choix, que ce soit les programmes Erasmus, Leonardo et autres, que ce soit les mixités de plus en plus perceptibles...

Une forêt s'entretient. Notre communauté de destin aussi. Son mouvement peut apparaître parfois chaotique mais il n'en demeure pas moins motivant et captivant – il a un cap - ; de même que tout paysage doit être entretenu, nous devons faire œuvre de jardiniers au jour le jour pour parfaire ce que nos prédécesseurs clairvoyants ont entamé, même au prix d'échanges longs et parfois lassants. Manuel Castells [1] a une définition personnelle de l'UE : il l'appelle le « cartel de Bruxelles » qui avance pas à pas au prix d'inlassables négociations sans cessent remises sur le métier. Le résultat est spectaculaire ; les enquêtes internationales le montrent : notre UE fait envie à bien des parties de la Planète.

Liam FAUCHARD / FutureScan / Août 2016

[1] La société en réseaux, Fayard 1998.

« *Figure-toi des hommes dans une demeure souterraine, en forme de caverne, ayant sur toute sa largeur une entrée ouverte à la lumière; ces hommes sont là depuis leur enfance, les jambes et le cou enchaînés, de sorte qu'ils ne peuvent bouger ni voir ailleurs que devant eux, la chaîne les empêchant de tourner la tête; la lumière leur vient d'un feu allumé sur une hauteur, au loin derrière eux; entre le feu et les prisonniers passe une route élevée : imagine que le long de cette route est construit un petit mur, pareil aux cloisons que les montreurs de marionnettes dressent devant eux, et au-dessus desquelles ils font voir leurs merveilles. [...]*

Penses-tu que dans une telle situation ils aient jamais vu autre chose d'eux-mêmes et de leurs voisins que les ombres projetées par le feu sur la paroi de la caverne qui leur fait face ? [...] De tels hommes n'attribueront de réalité qu'aux ombres des objets fabriqués. »

Platon, La République, Livre VII ; 514-515

Jean-Michel SERVET
jean-michel.servet@graduateinstitute.ch

L'essai d'André Prone *Marché-Monde ou Écomunisme* (L'Harmattan, Collection Questions contemporaines, 2016) se situe hors des normes universitaires habituelles ; un peu à la manière de la poésie à laquelle s'adonne par ailleurs l'auteur, universitaire, ancien vice-président de l'université de Provence, géologue de l'Asie du Sud-Est, spécialiste des quartz et de la valorisation de la biomasse. Les idées y sont soutenues sans un appareil de notes et d'indications de sources bibliographiques faisant référence aux débats scientifiques opposant des hypothèses présentées de façon contradictoire alors que sur un blog il affirme que cet ouvrage, pour lequel il lui a été difficile de trouver un éditeur, « rassemble et complète dix ans de recherche sur les rapports marchands et les rapports sociaux »¹. En exergue figure une célèbre citation de Marx extraite du livre premier du *Capital*, selon laquelle : « *La richesse des sociétés dans lesquelles règne le capitalisme se présente comme une gigantesque accumulation de marchandises* ». Dans le corps du texte, frappent aussi l'abondance des références à certaines idées de Marx (qui lui s'appuyait sur une masse de citations et de références de source précises). Son retour me paraît bienvenue car Marx (pour ne pas parler d'Engels, Lénine ou Rosa Luxemburg) a largement « été laissé à la critique rongeuse des souris » après la chute du « socialisme réel » et l'hégémonie croissante du néolibéralisme. Depuis la crise de 2007-2008 il est relu notamment aux Etats-Unis ou en Allemagne. Mais beaucoup moins en France. Ce retour à l'un des maîtres à penser du siècle passé est positif, pour autant qu'il soit actualisé, car manque à l'esprit de notre temps une utopie pour imaginer une sortie de la reproduction du monde présent. Or, la lecture de Marx et l'espoir communiste qui lui est lié sont toujours capables de produire ce type de choc salutaire ; y compris, bien évidemment, par la répulsion que la seule évocation de son nom provoque chez ceux qui veulent défendre le monde tel qu'il est avec ses intérêts établis ; et pas seulement tant l'ignorance est

¹ - <http://www.legrandsoir.info/marche-monde-ou-ecomunisme.html>. 19 mai 2016. Je remercie Bernard Paranke (Kedge Business School Marseille) pour les échanges que nous avons eus à propos de l'actualité de la pensée de Karl Marx ; ainsi que Pierre Dockès (Université de Lyon 2) pour l'organisation avec Jean-Luc Gaffard et Marc Guillaume d'une session dans les 19^e Rencontres de l'Histoire à Blois (6 octobre 2016) sur Le bien commun, au cours de laquelle j'ai présenté quelques éléments de cette contribution. Merci aussi à Liam Fauchard qui m'a invité à lire et commenter l'ouvrage d'André Prone.

L'AUTRE MONDE... EST DÉJÀ DANS CELUI-CI

suite

devenue grande à son propos car l'histoire du XX^e siècle l'a fortement déprécié. Un retour à la pensée de Marx est incontestablement utile pour retrouver une idéologie déconstructive et reconstructive. Mais ce retour peut-il aujourd'hui avoir une efficacité, non seulement sans que soit dénoncé comme le fait André Prone la distance entre la pensée de Marx et ce qui a été présenté comme son application par des régimes prétendus « socialistes », mais surtout sans que soient départagées les parties vivantes de son œuvre de ses parties mortes ? Mais, pour cela, quel Marx faut-il/faudrait-il revisiter ? Celui scientifique du *Capital* qui croit possible de transposer à une science sociale en construction les méthodes attribuées à la physique, de la géologie, à la chimie ou à l'astronomie (sa théorie d'une mesure par la valeur travail me paraît appartenir à cette approche comme l'a été l'utilité rareté chez Léon Walras), ou celui des manuscrits de 1844, de la *Nouvelle Gazette rhénane*, de la critique du programme de Gotha, de l'analyse de la complexité des luttes de classes en France (après 1848 puis après 1871), ou encore des contributions au *New York Daily Tribune* pour lequel il suivait en tant que correspondant étranger, bien souvent avec l'aide d'Engels, l'évolution de monde vue de Londres² ; un labeur rémunéré qui a largement nourri les preuves érudites des notes du *Capital*, qui tient compte de la complexité du monde et qui s'appuie sur les connaissances parmi les plus avancées de leur temps et les informations que lui procuraient ses correspondants et ses visiteurs. Démarche indispensable d'actualisation des principes, y compris par la remise en cause de certains d'entre eux et pour produire des visions du monde actuel peut être plus adéquates aussi parce que fondées sur certaines connaissances du temps présent.

On peut regretter que cet autre Marx pèse peu de poids dans l'ouvrage d'André Prone. Il reprend surtout les croyances du Marx économiste. Parmi lesquelles : la théorie de l'exploitation sur la base de la théorie de la valeur travail (p. 100) ; acceptation sur cette base théorique de l'hypothèse d'une baisse tendancielle du taux de profit (p. 99) liée à l'augmentation de la composition organique du capital³ ; et rôle leader des exploités opprimés pour engager les transformations.

Le marché est surtout compris comme une force démoniaque sans saisir (à la suite des apports de Karl Polanyi et de la socio-économie contemporaine) qu'il existe de multiples formes d'échanges dans les sociétés humaines, impossibles à réduire à la seule concurrence⁴. À cela s'ajoute dans *Marché-Monde ou Écomunisme* une vision quasi fétichisée de l'esprit du capital : le capital pense, agit, combat, réprime, etc. Or dans *Le Capital* et d'autres écrits, Marx ne rejette-il pas la fétichisation des rapports sociaux ? Peut-être parle-t-on aujourd'hui ainsi du « capital » car des expressions plus directes comme « exploités » ou « classe exploitée » paraissent obsolètes tant les conséquences de l'exploitation et des inégalités socio-économiques sont visibles mais les « exploités » sont devenus un spectre quasi invisible. La lutte « contre la

2 - Voir les articles publiés par Marx entre 1852 et 1861 dans : <https://www.marxists.org/archive/marx/works/subject/newspapers/new-york-tribune.htm>

3 - Sans doute est-il utile de rappeler ici qu'une clef de la théorie marxiste de l'exploitation capitaliste (la production de la plus-value ou survaleur pl) se trouve dans la différence entre la valeur (estimée en quantité de travail socialement nécessaire à leur production) des marchandises produites par le travail productif des salariés pour les détenteurs des moyens de production et la valeur de la marchandise particulière qu'est leur force de travail (qui a pour valeur la quantité de travail inclus dans les marchandises nécessaires à sa reproduction, v) ; les machines étant considérées comme du travail mort qui ne fait que transmettre une part de leur valeur c (dans leur utilisation). La valeur totale d'une marchandise est dès lors définie comme la somme : $c + v + pl$. Le taux de profit est le rapport $pl/c + v$. Le taux d'exploitation est le rapport pl/v . La composition organique du capital est le rapport : c/v . Du fait de l'industrialisation avec l'emploi de machine, c s'accroît par rapport à v et le rapport $pl/c + v$, autrement dit le taux de profit baisse. Sur cette base est construite une théorie de la réalisation de la plus-value au cours de laquelle des secteurs dits « improductifs » ou « non productifs » captent une partie de la plus-value engendrée par le travail salarié.

4 - Isabelle Hillenkamp, Jean-Michel Servet, ed., 2015, *Le marché autrement. Marchés réels et marché fantasmé*, Paris, Garnier.

L'AUTRE MONDE... EST DÉJÀ DANS CELUI-CI

suite

pauvreté » ou « contre le réchauffement climatique » sont aujourd'hui tout autant engagées (quand elles le sont...) sans véritables ennemis désignés.

L'auteur reproduit aussi une vision économiste de l'évolution des sociétés, en particulier en affirmant la croyance, tout particulièrement à propos des « primitifs », en une rareté objective et naturelle (p. 22-23, 50) et la possibilité de progrès pour y répondre, sans saisir le caractère subjectif de cette rareté et la poursuite sans fin d'une satisfaction de besoins que la production même des biens et services engendre⁵.

Cette reprise à la lettre des thèses économiques de Marx induit plusieurs limites, en particulier une vision tronquée des formes actuelles de la financiarisation, même si celle-ci est reconnue dans certaines de ses spécificités (p. 124 *sq.*). Il existe une différence majeure entre les formes contemporaines d'accumulation financière et les phases d'accumulation financière spéculative antérieures à l'« accumulation primitive » (par l'expropriation des petits paysans et producteurs indépendants) et à l'avènement du capitalisme à dominante salariale : la proportion et la répartition du surplus global ainsi créé et capté. Or pour citer Hegel repris par Marx : les différences quantitatives produisent des différences qualitatives. L'exploitation contemporaine par la finance et ses acolytes techniques informatiques et juridiques, situés au cœur de l'interdépendance des activités humaines et captant le surplus né de leur mutualisation, devient massive par rapport aux ponctions traditionnelles exercées par l'exploitation salariale dans un cadre productif ou par les rentes foncières ; exploitation directe du travail qui a caractérisé le capitalisme tel qu'il est défini par Marx. Elle ne disparaît pas se trouve englobée dans celle produite par la financiarisation. La théorie de l'exploitation salariale mériterait donc un sérieux dépoussiérage et une transformation, du fait que le coût humain direct de fabrication d'un produit industriel ne constitue plus qu'une tout petite partie de son prix de vente finale et des modes parallèles de création et d'extraction du surplus financier.

La victoire du néolibéralisme au cours des deux dernières décennies du 20^e siècle s'est accomplie avec ou plutôt grâce à l'intensification de cette financiarisation jusqu'aux fondements des sociétés humaines, suscitant une disproportion abyssinale entre les activités dite « réelle » de production et celles de la finance. L'idée a été répandue que les hausses de prix avaient été maîtrisées, voire que l'on était entré dans une phase de déflation alors que si l'on intègre la hausse du prix des actifs financiers et fonciers, on assiste plutôt à une lutte entre groupes sociaux menée notamment grâce à cette modification des prix relatifs dont les groupes liés à la finance profite.

Le problème est qu'aujourd'hui ceux qui alimentent les ponctions du « capital » ne le font pas nécessairement directement dans un rapport salarial d'emploi. L'exploitation salariale occupe, en termes relatifs, une part décroissante dans les processus de création, d'extraction et de transmission du surplus, grâce aux rouages financiers et à des droits de propriété nouveaux. Ceux-ci assurent dans la chaîne de valeurs monétaires des transferts massifs notamment en faveur des groupes financiers, de leurs supports techniques (juridiques et informatiques) et des branches financières d'entreprises de production de matières premières, de leur transformation en biens de consommations intermédiaires et finales et de firmes commerciales et de services. L'opposition apparaît floue entre les secteurs industriels et commerciaux et le secteur financier,

5 - Paul-Marie Boulanger, 2016, « Besoin », in : Dominique Bourg, Alain Papaux (ed.), *Dictionnaire de la pensée écologique*, Paris, Puf, p. 71-74. André Prone se situe dans la problématique économiste des besoins à laquelle il est possible d'opposer celle des désirs. Le besoin situe l'être humain face à la rareté de la nature alors que le désir intègre la personne humaine dans des rapports sociaux.

tant leurs imbrications sont devenues étroites⁶. Ce qui n'exclut pas des tensions fortes entre des groupes d'intérêt en lutte pour le contrôle d'espaces économique-financiers. Les ressources financièrement gérées proviennent de l'endettement notamment des ménages, des entreprises et des États, de la redistribution des retraites, de la gestion des risques de toute sorte, de change, climatique, de l'assurance des biens, de la protection santé, etc. La formation et la captation d'une survaleur (monétaire) naissant de la mutualisation des activités humaines s'accompagnent d'un processus d'expropriation des institutions collectives publiques promues dans les pays les plus « avancés » durant les Trente glorieuses. Cette financiarisation a positionné les activités financières au cœur de l'interdépendance des activités humaines aux différents échelons de leur création et de leur réalisation⁷. Ce nouveau système économique et social, encore sans nom, apparaît comme un empire de la liquidité⁸. Il a aussi été rendu possible par la privatisation, au profit des banques commerciales, de la création monétaire jusque-là sous contrôle public, par le développement de nouveaux droits privés de propriété portant notamment sur des biens et services dont le coût marginal de production est décroissant, initiant ainsi un nouveau mouvement d'*enclosures*, en particulier pour des produits matériels et immatériels apparus avec les réseaux d'informations. Or, ce sont des productions (à la différence des biens manufacturés sur lesquels Marx a construit sa démonstration de l'exploitation salariale), dont le coût marginal de production est décroissant ; d'où le rôle essentiel des droits de propriété pour les contrôler, les coûts des droits de propriété étant imputés aux divers utilisateurs dans la chaîne de financement, production, diffusion et consommation. Mentionnons enfin le rôle actif des États vis à vis des marchés pour systématiser la concurrence des intérêts privés et l'individualisation des comportements à chacun de ses échelons de la production à la consommation.

Ce système économique, social, politique et idéologique a engendré un après-capitalisme. Il a commencé, sans qu'on en ait pleinement conscience parce que nos catégories sont celles de l'opposition salariat/capital. Cela ne signifie pas que les formes anciennes d'exploitation des ouvriers et ouvrières à travers des processus productifs aient disparu : les pays dits « émergents » et en développement en donnent de nombreux exemples, avec des conditions de travail en particulier dans la production textile, la confection, chimique ou sidérurgique, le désossage des bateaux, pouvant rappeler la violence des plus sombres heures du XIX^e siècle européen et du travail forcé dans les colonies. On peut aussi invoquer une diminution du coût de reproduction des forces de travail grâce à l'utilisation d'une main d'œuvre à bas coûts dans des pays en développement ou émergents. Tout cela fait qu'il est possible d'affirmer que la théorie marxiste de la production et de la réalisation de la plus-value reste pertinente. Mais là n'est pas plus l'essentiel. L'après-capitalisme a commencé.

L'affirmer ne signifie pas que les pays à hauts revenus par tête représentent le meilleur et le plus juste des mondes actuellement possibles. C'est un nouveau mode d'exploitation comme le féodalisme, l'esclavagisme, le despotisme asiatique ou le capitalisme salarial ont pu l'être. Ce modèle économique actuel dominé par la financiarisation se révèle inefficace pour le plus grand nombre à satisfaire au Nord comme au Sud les besoins et les désirs engendrés et à répandre les forces d'une nouvelle croissance conciliant durabilité environnementale et bien-être social. Ce changement s'est traduit, dans de nombreux domaines, par une forte régression du pouvoir relatif de négociation des salariés face aux détenteurs du capital, en particulier dans

6 - Isabelle Chambost, 2013, « De la finance au travail. Sur les traces des dispositifs de financiarisation », *La Nouvelle Revue du travail*, n°3, 27 p.

7 - Gaël Giraud, 2014, *Illusion financière. Des subprimes à la transition écologique*, Paris, Ed. de l'Atelier ; 2013, *Vingt propositions pour réformer le capitalisme*, Paris, Flammarion.

8 - J.-M. Servet, 2012, « Genève dans l'empire de la liquidité », in : Abdelmalki Lahsen, Allegret Jean-Pierre et al. (éd.), *Développements récents en économie et finances internationales. Mélanges en l'honneur de René Sandretto*, Paris, Armand Colin, p. 169-178.

de nombreux pays pour ce qui est de la protection sociale⁹. La quasi généralisation du salariat dans les pays qualifiés de « plus avancés » a changé la donne par rapport au temps de Marx quand l'on pouvait beaucoup plus facilement opposer le travail au capital et quand il a pu être donné au premier et au second des positions sociales et politiques parfaitement identifiées. D'où d'ailleurs cette recherche d'André Prone pour critiquer l'expression « classe moyenne » et évaluer le nombre de « travailleurs » (p. 115-120). Faut-il pour autant revenir à la détermination des classes grâce au concept d'exploitation en terme de valeur travail de la « force de travail » ? Et peut-on croire que ce système sera suffisamment devenu insupportable aux « exploités » (selon la définition qui vient d'en être donnée) et inique aux yeux du plus grand nombre, pour qu'ils se donnent les moyens (matériels, politiques et moraux) de le renverser avec des moyens anciens. André Prone souligne bien les processus d'aliénation en l'illustrant notamment par la diffusion des paraboles de téléviseurs dans les quartiers et villages très pauvres du Laos (p. 198 sq.).

Les jeux financiers créent sans cesse une survaleur monétaire appropriée (en lien notamment avec la couverture solvable de risques). Les spéculations sur les matières premières (plutôt que la gestion de stocks régulateurs) en sont une des composantes¹⁰. Le clivage productif/improductif (essentiel dans *Le Capital* de Marx) a perdu beaucoup de sa pertinence pour caractériser un procès de création de la valeur et par là d'exploitation. Il est certes possible de le révéler ici ou là mais il s'agit de plus en plus dans ces cas de formes résiduelles de l'ancien système dominant.

Au lieu de situer le conflit potentiel entre exploités et exploités principalement et essentiellement dans l'exploitation salariale et quasi-salariale par les détenteurs du capital, processus selon lequel a été clivé le « capitalisme » par et à la suite de Marx, on peut faire l'hypothèse que le contexte des sociétés contemporaines et par conséquent les formes, les nécessités de ce qui pourraient être les lieux et les objets des révoltes et colères contemporaines ont changé fondamentalement parce que le mode d'extraction du surplus et ses formes (au sens de ses principes fondamentaux de fonctionnement) ont subi une profonde mutation à partir des années 1980. Par extraction du surplus, comprenons que les dominants peuvent tout à fait légalement et légitimement capter et accumuler sous leur contrôle une partie des richesses additionnelles engendrées par la mutualisation des activités humaines (fussent-elles des richesses devenues de plus en plus quasi-immatérielles du fait du poids croissant des services et de la démultiplication des titres financiers). Cette mutualisation des activités humaines (notamment à échelon global) passe aujourd'hui par leur financiarisation qui réalise leur interdépendance. Cette hypothèse englobe et dépasse celle de l'exploitation salariale. La victoire du néolibéralisme au cours des deux dernières décennies du xx^e siècle s'est accomplie grâce à la forte intensification de cette financiarisation. Elle a positionné les activités financières comme élément clef de l'interdépendance des activités humaines aux différents échelons de leur réalisation¹¹. Elle a aussi été rendue possible par la privatisation au profit des banques commerciales, de la création monétaire jusque-là sous contrôle public, par le développement de nouveaux droits privés de propriété portant notamment sur des biens et services dont le coût marginal de production est décroissant, initiant ainsi un nouveau mouvement d'*enclosures*, en particulier de produits matériels et immatériels apparus avec et développés par les réseaux d'informations. Mentionnons enfin le rôle des États vis à vis des marchés pour systématiser la concurrence des intérêts privés et l'individualisation des comportements. L'État ne limite plus les effets dévastateurs de la concurrence. Il est mis au service de celle-ci.

9 - Patrick Saint-Sever, 2013, « L'été 14 : du déficit du pacte trumanien au rollback de l'Etat providence, la patrie en danger », *Sécurité globale*, n° 25-26.

10 - J.-M. Servet, 2012, « Genève dans l'empire de la liquidité », *op. cit.* note 8.

11 - Gaël Giraud, *op. cit.* en note 7.

L'AUTRE MONDE... EST DÉJÀ DANS CELUI-CI

suite

Poursuivons cette hypothèse d'une rupture historique ayant initié une sortie du capitalisme pour penser positivement un au-delà de l'actuel au-delà. Intégrer les modes contemporains de financiarisation est essentiel pour élaborer de nouvelles formes de résistance et de lutte contre cet après capitalisme émergent¹². Si l'on suit l'hypothèse selon laquelle la crise de 2007-2008 est la première du nouveau système économique graduellement mis en place au cours des dernières décennies¹³, il faut être capable de produire des réponses qui renouvellent les formes de lutte et d'opposition nées au cours du développement du salariat industriel et de la concentration de ce type de travailleurs, avec alliance avec les quasi salariés que sont devenus les petits producteurs agricoles.

Prenons l'exemple de la lutte contre le privilège de seigneurage capté par le secteur financier (et ainsi indirectement par ses acolytes techniques), qui provoque une inadéquation entre le rythme de production de liquidités et les besoins des économies en ce domaine. Des projets politiques visent à mettre un terme à ce privilège des banques à travers les propositions d'une monnaie pleine, gagée, positive, etc. Ces propositions sont en débat aujourd'hui notamment au Royaume-Uni, en Islande et en Suisse. Il s'agit de répondre de façon adéquate aux besoins de liquidités des économies ; de retrouver un contrôle collectif sur cette création et pour certains d'alimenter sans déficit budgétaire, sous des formes diverses un revenu minimum d'existence (plutôt que de voir les banques centrales soutenir les banques commerciales sans beaucoup de succès jusqu'ici en matière de « reprise économique » et mettre les dettes publiques à la seule merci des marchés financiers). L'essor des monnaies complémentaires territorialisées constitue une autre forme de réponse à micro-échelle. Celui-ci pouvant atteindre un niveau régional voire national en cas d'intensification de la crise du système néolibéral. Cette proposition peut d'ailleurs être associée à celle du soutien aux investissements consommant peu ou pas de carbone¹⁴.

Pour avancer dans la réflexion, à côté d'un Marx dépoussiéré des scories de l'économisme, sans doute serait-il utile de (re)lire Pierre Leroux, Robert Owen, Pierre-Joseph Proudhon et les penseurs du *guild socialism* ou de l'austro-marxisme, que Marx et ses épigones avaient trop vite jetés dans les poubelles de l'histoire des idées et des inventions sociales. Ces lectures permettraient de repenser certaines dimensions du collectif et notamment des modes mutualistes de production, de consommation, d'échange et de financement ; qui peuvent permettre de reconsidérer le partage mais aussi l'échange. Sans oublier une relecture d'Adam Smith afin de bien saisir la différence essentielle existant entre son libéralisme économique et le néolibéralisme contemporain. Un Adam Smith pensant utile des interventions publiques en tant que telles (et pas seulement au service des marchés) et beaucoup moins satisfait de la domination des maîtres exploitant la main d'œuvre que ce qu'on en a le plus souvent retenu. Une nouveauté se situe souvent aussi dans une relecture des écrits passés avec un regard neuf.

La critique du marché par André Prone, qui néglige ou ignore les apports contemporains de la socio-économie permettant de comprendre le processus de construction sociale des

¹² - Je développe l'argument dans : « Solutions liquides. Résistances dans l'après-capitalisme », *Esprit*, n° mars-avril 2016.

¹³ - À l'appui de cette thèse voir notamment les publications de James K. Galbraith. Merci à Solène Morvant-Roux (Unige) d'avoir attiré notre attention sur ces travaux. Dans le même sens : Jean-Michel Servet, 2010, *Le Grand Renversement*, Paris, DDB.

¹⁴ - Elle se trouve résumée : dans Michel Aglietta en collaboration avec Pepita Ould Ahmed et Jean-François Ponsot, 2016, *La monnaie entre dettes et souveraineté*, Paris, Odile Jacob p. 201-204. Pour une analyse de cette proposition en relation avec l'organisation monétaire, voir Jérôme Blanc, 2015, « Transition écologique de l'économie et monnaies locales. Discussion à partir des propositions de Michel Aglietta », in : Christophe Fourel, Jean-Philippe Magnen, Nicolas Meunier (ed.), *D'autres monnaies pour une nouvelle prospérité*, Lormont, Le Bord de l'eau, p. 233-249.

L'AUTRE MONDE... EST DÉJÀ DANS CELUI-CI

suite

marchés et la multiplicité des formes d'échange, en particulier à la lumière des écrits de Karl Polanyi, engendre dans *Marché-Monde ou Écomunisme* un rejet sommaire des pratiques solidaires de l'économie (p. 153-156, 233). Il s'agit d'un préjugé puisqu'il ne mène pas une analyse scientifique de ces dispositifs, pas plus que celle des principes de réciprocité et d'autosuffisance. Or ils organisent les formes traditionnelles de la solidarité et pourraient servir de fondement théorique à de nouvelles pratiques de partage qu'André Prone même appelle de ses vœux. Il les rassemble sous le terme *écomunisme* (p. 193 sq.), tout en restant à des éléments très généraux de définition (« le progrès vraiment utile à l'homme, l'égale différence, l'apprentissage du partage » p. 224). Or, en économie dite « solidaire », les modes de fixation des prix ne sont pas systématiquement soumis au principe de concurrence et les effets de la propriété privée sont nuls ou limités¹⁵, contrairement à la vision sommaire qu'en présente André Prone. Prenons l'exemple des groupes de consommateurs qui décident d'appuyer des productions locales « bio » et les circuits courts de distribution. Parce qu'ils passent contrat avec une ferme qui leur livre chaque semaine un panier de fruits et légumes, ne joue plus seulement la qualité particulière du produit (en l'occurrence être un produit bio de proximité). Disparaît l'incitation à travers le prix payé par le consommateur pour acquérir tel produit plutôt que tel autre puisque le consommateur ne choisit pas de ce qu'il reçoit. Il accepte de subir les contraintes saisonnières et les aléas climatiques afin de soutenir l'agriculture locale et de diminuer l'empreinte écologique du transport des produits. Ce coût qui dépasse le seul prix monétaire constitue aussi une mise en pratique des principes d'autosatisfaction et de réciprocité.

Si l'hypothèse qui a été formulée sur une entrée dans l'après capitalisme, est acceptée, nous nous situons, comme à la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècle, face aux balbutiements d'un ordre économique et social nouveau et en opposition avec celui-ci en présence de nouvelles formes de résistances et d'alternatives en construction¹⁶. De nouvelles solidarités aussi dans les unes et dans les autres. Leur nécessité est plus forte aujourd'hui encore car le néolibéralisme promeut des interdépendances mécaniques à travers la concurrence des intérêts privés avec le soutien des États pour mettre en place ce nouveau modèle de société. Au début du XIX^e siècle en Angleterre, la destruction des machines par les salariés révélait l'absence d'autres moyens de manifester la défense d'intérêts immédiats et une incompréhension du devenir des formes d'exploitation. Aujourd'hui, comme au début du XIX^e siècle, les dominés ne peuvent que constater une large inefficacité des combats conservant les formes du passé. Nous nous trouvons donc face aux balbutiements de luttes et de solidarités efficaces.

Faute de solidarités internationales des travailleurs d'une même entreprise mondialisée, d'autant plus difficiles à réaliser que l'on se trouve en présence de jeux de filiales et de sous-traitants multiples mis en concurrence, avec des productions éclatées dans un vaste archipel mondialisé où les firmes jouent à l'optimisation fiscale dans la fixation de leurs prix et l'implantation de leurs activités, l'autonomie de l'usine occupée, où les travailleurs contrôlent la production et son écoulement¹⁷, est devenue de plus en plus illusoire ; d'où aussi le peu de reprise d'entreprises sous forme coopérative. Chaque unité ne correspond qu'à un infime maillon d'une chaîne de

¹⁵ - Ceci est bien illustré dans le film *Demain* de Cyril Dion et Mélanie Laurent diffusé à partir de 2015 [<https://www.demain-lefilm.com/>].

¹⁶ - *La vaste nébuleuse des organisations non gouvernementales, pour la plupart prestataires de services destinés à rendre supportable la misère du monde (quelle que soit leur utilité pratique et leur bienfaisance), ne s'attaque pas aux racines du mal. Ce qui peut être considéré comme une belle œuvre, elle le pallie, sauf quand ces organisations fournissent des biens et services dont les populations sont des co-producteurs et non seulement associés à leur distribution.* Bernard Hours et Monique Selim, *L'enchantement de la société civile globale*, Paris, L'Harmattan, 2014.

¹⁷ - *Difficile de ne pas rappeler ici la lutte des ouvriers fabriquant et vendant les montres Lip à Besançon en 1973.*

L'AUTRE MONDE... EST DÉJÀ DANS CELUI-CI

suite

production globalisée, qui permet aux dominants d'opposer les espaces locaux et nationaux de production les uns contre les autres et d'en tirer profit. Les groupes financiero-industriels peuvent pratiquer, grâce à la globalisation des activités, une large péréquation des risques à l'échelon planétaire, en s'affrontant ou en s'alliant, selon les circonstances. Les représentants élus des partis dits traditionnellement « de gauche » apparaissent pour l'essentiel comme les gestionnaires d'une transition présentée par eux comme inéluctable, voire à terme positive ; une adaptation aux normes du néolibéralisme, en particulier pour ce qui est des marchés financiers – fussent-ils « encadrés » – et de l'emploi de salariés aux statuts de plus en plus précarisés. La principale différence avec les politiques dits « de droite » ou « centriste » étant la rapidité et les modalités de ce qui leur paraît, aux uns et aux autres, comme une évolution générale nécessaire et favorable à tous. D'où une très large défection de leurs électeurs traditionnels, en particulier au sein des générations les plus jeunes, soumis à ce « TINA » (*there is no alternative*). Est-ce à dire que rien ne se passe ?

Dans les pays où étaient apparues les formes modernes du salariat se distinguant de la coopération dans les guildes d'Ancien Régime, s'inventent, largement en dehors des lieux du dialogue social et des confrontations des intérêts du capital et du travail auxquels les institutions du capitalisme avaient abouti, de nouvelles formes et des espaces inédits de ce qui peut à bien y réfléchir constituer de nouveaux combats, aux objets multiples et éclatés. André Prone les sous-estime, voire les méprise, du fait d'une posture idéologique affichée comme étant radicalement opposé au marché (celui-ci étant assimilé dans ses formes contemporaines au capitalisme). Ils concernent les circuits courts de consommation, le commerce équitable, des coopératives d'habitat, des modes de financement solidaire, des monnaies locales, des mouvements de recyclages, de l'éco-tourisme, des productions culturelles, des ressources informatiques partagées, des médecines alternatives, etc. Leurs inscriptions territoriales (à différents niveaux avec un primat actuel au local) et leur dimension environnementale sont généralement fortes. Ils peuvent s'étendre à de multiples champs, en particulier quand ils revendiquent la reconnaissance et la gestion de communs. Dans cette nébuleuse (dont il convient sans cesse de distinguer le bon grain de l'ivraie¹⁸) me paraît, au contraire d'André Prone, se construire positivement l'avenir et s'exprimer des processus d'apprentissage d'autres façons d'agir et de penser. Non sans raisons, André Prone récuse la problématique de « grand soir » et reconnaît la nécessité d'actions multiples (p. 240). Mais sa critique à l'emporte-pièce des pratiques solidaires de l'économie, dont je viens de donner quelques exemples, l'empêche de découvrir que ce mouvement peut être considéré comme déjà engagé dans ce qu'on peut considérer comme des « petits matins ».

La privatisation de l'émission monétaire par les banques commerciales est un exemple d'*enclosure* du fait de l'accaparement et de la restriction de la liquidité (dont la production est alors pensée par les contestataires comme devant constituer elle aussi un commun). Le mouvement de revendication de communs se dresse en ce domaine contre l'État mis au service des banques et contre la domination de la production de liquidités par des intérêts particuliers (ceux des banques commerciales qui prétendent défendre l'intérêt général en alimentant la production monétaire via le crédit et se faisant des drainages spéculatifs). L'opposition à cette privatisation au profit de groupes d'intérêts particuliers se fait à travers les propositions de monnaie pleine ou gagée, déjà évoquée, pour retrouver une confiance collective dans la monnaie et les relations de financement. Ces mouvements sont une revendication pour changer le fonctionnement du système monétaire et financier afin qu'il réponde aux besoins du plus grand nombre. A l'inverse

18 - J.-M. Servet, 2014, *De nouvelles formes de partage : La solidarité au-delà de l'économie collaborative*, Paris, Institut Veblen, [<http://www.veblen-institute.org/De-nouvelles-formes-de-partage-la>] ; Marlyne Sahakian, Jean-Michel Servet, 2016, « *Separating the wheat from the chaff: sharing versus self-interest in crowdfunding* » (en collaboration avec) in: Assadi Djamchid (ed.) *Strategic Managerial Approaches to Crowdfunding Online*, Hershey Pennsylvania, IGI Global [à paraître].

L'AUTRE MONDE... EST DÉJÀ DANS CELUI-CI

suite

de la privatisation monétaire, les diverses communautés émettant et gérant des monnaies locales complémentaires (incluant celles des monnaies locales gagées, fondantes ou non et celles des systèmes d'échange locaux) correspondent à la reconnaissance d'un commun inscrit dans la communauté de vie d'un territoire. Par rapport à la monnaie nationale ou plurinationale, c'est bien une forme de détachement et de fractionnement. Mais il s'agit là d'une auto-exclusion positive, car elle permet de retrouver sur une base locale un commun dans le champ monétaire et financier. La somme des initiatives de ce type pourrait satisfaire le besoin de liquidités dans un système que la concurrence des intérêts privés commerciaux a monétairement asphyxié. Les articulations entre les différents mouvements, leurs échanges permanents d'idées et de ressources les éloignent du sectarisme et du chauvinisme local dont, sans fondement, ils sont accusés.

Les contestations et les projets dépassent ainsi largement un positionnement vis à vis du seul travail. Ils se situent dans des espaces et à des niveaux différents. Ils n'apparaissent pas seulement comme des luttes pour s'opposer. Ils constituent des co-constructions de façons nouvelles de vivre, d'échanger, d'occuper un espace ensemble. Leur renvoi dans de multiples domaines à la question des communs (à caractère globaux et locaux) est particulièrement emblématique de cette volonté de faire ensemble tant par une redéfinition des droits de propriété, d'accès et d'usage, que par une nouvelle articulation du politique, de la morale et de l'économique. Ces communs sont distingués des biens collectifs publics par la volonté de définir par un processus de subsidiarité ascendante leurs règles de gestion¹⁹.

La critique d'André Prone à l'encontre de ces multiples projets et initiatives n'a rien d'original. Il est courant de les entendre fustigés, comme « n'allant pas assez loin », comme étant des compromis, pour ne pas dire des compromissions et en tant que telles nuisibles à l'objectif final d'un changement social et politique qui devrait être plus radical et davantage épuré des scories du vieux monde. Une caractéristique commune à l'ensemble des projets réunis sous des appellations telles que « économie solidaire », « pratiques solidaires de l'économie », « économie humaine », « autre économie » ou « économie populaire » est en effet de ne pas s'opposer au marché d'une manière fondamentaliste ou frontale. C'est ce qui les fait dénoncer comme des compromis plus ou moins vite récupérables et récupérés. Et ce qui les fait rejeter par André Prone. Mais on peut parler à leur propos d'une utilisation²⁰ du marché (mais qui n'est pas alors confondu avec le principe de concurrence). Ces projets se présentent alors comme des « solutions ». Le terme dérive du latin classique « *solutio* », que l'on peut traduire par dissolution ou désagrégation et qui est apparenté à *solvere*, ayant le sens de détacher, délier, lever l'ancre. Il faut se détacher du présent, en partir. Cette prise de distance est une condition évidente pour « aller de l'avant » et comprendre le futur déjà présent. Toutefois, pour être largement acceptée, cette rupture ne peut être qu'exceptionnellement totale. Elle conserve beaucoup d'éléments du passé, qui peuvent longtemps obscurcir sa dimension contestatrice et de rupture ; et faire passer les compromis nécessaires à la massification et l'intensification du mouvement pour des compromissions. Puisqu'André Prone est aussi peintre et poète, notons qu'on attribue bien souvent à Paul Éluard une citation qui exprime cette idée : « *Un autre monde est possible. Mais il est dans celui-ci* ».

19 - Jean-Michel Servet, 2015 « La finance et la monnaie comme un "commun" », Notes de l'Institut Veblen, mai, 10 p. http://www.veblen-institute.org/IMG/pdf/jm_servet_monnaie_et_finance_comme_un_commun.pdf

20 - Au sens où « utiliser » c'est rendre utile.

André Prone¹ (Edition L'Harmattan)

Hervé THOUEMENT – herve.thouement@univ-brest.fr

Le livre d'André Prone, « Marché-Monde ou écomunisme », se divise en trois parties de longueur inégale. La première partie, intitulée « *Le marché-monde* », est composée de cinq chapitres, le tout représentant 151 pages ; la seconde, « *Plaidoyer pour la reconquête du partage* » ne comprend qu'un seul chapitre de 23 pages ; la troisième, « *L'écomunisme* », deux chapitres, soit 52 pages. Il s'agit d'un livre qui, au premier abord, apparaît déconcertant, difficile à appréhender. Une lecture attentive du préambule permet d'en comprendre plus aisément la problématique. Je propose au lecteur de parcourir d'abord l'ouvrage avec lui, puis d'extraire de cette lecture quelques remarques critiques. Bien entendu tout lecteur ayant déjà lu le livre peut aborder directement la seconde partie.

Présentation du livre

La première partie, *Le marché-monde*, établit en quelque sorte un diagnostic sur le monde contemporain, sur le « marché-monde », en s'appuyant sur une analyse historique qui se réclame de l'œuvre de Marx. Néanmoins l'approche historique par stades que l'on retrouve classiquement dans la théorie du matérialiste historique de Marx, le séquençage « féodalisme, économie de petite production marchande, capitalisme », n'apparaît plus à la surface du propos. Et c'est là que réside la principale difficulté pour entrer dans le livre. Aussi la compréhension des deux premiers chapitres est-elle capitale pour saisir l'ensemble de la démarche de l'ouvrage.

Le premier chapitre, ayant pour intitulé « *De l'aube de l'humanité à la civilisation de l'ordre* », est de nature philosophique et nous prépare à la lecture de la seconde partie, portant sur le partage, en posant la question fondamentale : « *Comment peut-on être égal et différent ?* ». Y répondre nécessite de chercher ce qui fonde l'unité de l'espèce humaine. Le trait d'égalité marquant de l'humanité, nous dit André Prone, est l'interrogation universelle sur son devenir. Néanmoins il n'en découle pas une « interrogative convergence métaphysique » sur l'égalité d'un tel devenir étant donné la pluralité des réponses (religions, athéisme, etc.). Cependant existe une quête subliminale pour toutes sortes de progrès, d'abord la création d'outils et bien plus tard, celle des objets d'échange. Il est ainsi un autre trait marquant des sociétés humaines : « l'obscur fétichisme de la marchandisation socialisée ». Par ailleurs à chaque étape historique s'est ouverte à l'homme la vivifiante diversité des contingences terrestres et si, en conséquence, l'homme, en explorateur accompli, a déployé peu à peu la pluralité de ses talents, aussi prégnante sur son développement fut sa quête d'un au-delà à travers son imaginaire audacieux. Parce qu'ils ont cru à la perfection et à leur perfection, les hommes, en imaginant Dieu, s'identifient à lui et croient reconnaître dans l'autre l'imparfait. Ce qui amène certains biologistes des comportements à penser que les rapports entre les êtres vivants ne sont que des rapports de force. Tant que la diversité humaine ne sera pas perçue comme la part de l'autre en nous et réciproquement, aucun changement dans notre conflit quasi instinctif avec la différence ne sera durablement accompli. L'altérité, à travers l'échange, devient sa différence vitale et son égalité. *Mais l'univers a ouvert la dimension des possibles.* À l'orée de l'humanité, homo sapiens n'échange pas que ses sourires, sa gestuelle, sa sexualité, etc., mais partage aussi sa nourriture : le partage du bien commun (fruit de la chasse et de la pêche) est à la fois don et nécessité car la survie du groupe est engagée. La conscience primitive de l'homme construit sa socialisation à partir de l'autre. Néanmoins l'échange entre les hommes au cours des siècles a perdu son essence profonde parce qu'il y a abandon pur et simple de la reconnaissance de la différence en l'autre

¹ - Sur la quatrième de couverture du livre, André Prone est présenté par l'éditeur comme environnementaliste, poète, essayiste et militant. Le poète Belge Paul Van Melle en dresse le portrait : « Un Darwin de la poésie » sur <http://www.editions-harmattan.fr/index.asp?navig=auteurs&obj=artiste&no=4350>.

comme vitale égalité : en transformant l'échange (qui est don) en valeur, l'homme s'est mutilé car l'altérité, comparée au produit de sa récolte ou de son travail, n'est plus perçue comme l'essence de son égale différence, mais comme l'opportunité d'une valeur d'échange. En milieu fermé et hostile (forêt tropicale par exemple), cette altérité s'entretient parce que la survie du groupe est en jeu et il n'y a pas de hiérarchie. En milieu ouvert, accueillant et varié, les rapports sociaux sont plus hiérarchisés : la pastoralité et l'agriculture sont les leviers à partir desquels l'homme transforme non seulement son rapport à la nature mais son rapport à l'autre. Le facteur fondamental de cette transformation vient que désormais la nourriture vitale que l'homme à présent récolte n'est plus seulement la nourriture d'échange collectif que la nature fournit, mais devient, par l'effet de la culture, un produit.

Se posent dès lors les questions de la valeur, du commerce et de l'ordre civilisateur. En dehors d'être une valeur numérique, la *valeur* en soi n'existe pas : elle n'est que le produit de la création d'un homme qui, imaginant la valeur marchande, a perdu en la créant la profondeur de son humanité. Aussi est-ce bien le temps de travail socialement nécessaire qui détermine la valeur, et toutes les marchandises ne sont que le résultat du travail d'un homme déshumanisé malgré lui. Au fil du temps l'omniprésence de la valeur économique va s'étendre à toutes choses et son contenu philosophique systématiquement écarté par les économistes classiques (« idéologie, je vous oublie un peu »). Le *commerce* est et sera toujours la marque de l'asservissement de l'homme à un marché. Par le commerce, qui au départ se situe à la frontière des communautés singulières, l'homme n'accède pas seulement à la possession des biens, mais à leur accumulation. Plus se développe l'organisation sociale et sa maîtrise partielle sur les éléments naturels, plus l'homme primitif prend conscience de ses peurs. À la tête d'une société hiérarchisée, le chef est aussi touché. Il n'a alors d'autre choix pour se libérer de ses angoisses que d'inventer de nouveaux intercesseurs : rituels et divinités. Aussi Chef, Rite, Devin, Argent, tous les ambassadeurs du pouvoir, étaient déjà nommés quand l'ordre civilisateur advint. L'homme eut recours au chef de l'ordre pour gouverner, au rite de l'ordination pour administrer les sacrements de l'ordre, à l'ordre divin pour élever les temples et à l'ordre de l'argent pour accréditer la valeur des biens. La *civilisation*, terme d'origine française et créé entre 1756 et 1766, commence quand les sociétés ont acquis les moyens dysharmoniques de la subordination du faible au fort, quand guidé par son esprit mercantile et son savoir, l'homme peut classifier sa socialité. Ainsi la civilisation ne serait que le continuum de la suprématie du chef sur le guerrier, puis celle du chef et du guerrier sur l'esclave et l'acceptation par tous du rituel et du divin guérisseurs d'angoisses.

La présentation du second chapitre, « *Du temps des créations au temps de l'expansion* » sera plus rapide bien qu'il soit le plus long de l'ouvrage (69 pages). Sa principale difficulté vient qu'il prend à contre-pied la chronologie historique traditionnelle, le séquençage par époque de l'historien : Préhistoire, Protohistoire, Antiquité, Moyen-âge, Temps moderne, Époque contemporaine. Se succèdent à présent 7 temps différents, comprenant de multiples informations, couvrant l'ensemble de la planète. La nouvelle chronologie commence par le « *temps des créations* », celui des chefs-d'œuvre monumentaux et des déités qui les accompagnent, de l'Asie au Moyen-Orient et de l'Occident au Nouveau Monde. Puis vient le « *temps des annonces* », marqué par quatre événements majeurs : le temple de Salomon, la naissance du bouddhisme, les doctrines de Lao-tseu et de Confucius et la naissance de la chrétienté. Quelques siècles plus tard, s'y ajoute l'islam. Le temps des déités fait ainsi place au temps des religions révélées. Lui succède le « *temps des objections* » s'opposant aux affirmations et aux dogmes en cours. C'est le temps des schismes dans les religions révélées (pour la chrétienté, le schisme d'Occident au tournant du 15^e siècle, puis au siècle suivant, la Réforme) tandis que parallèlement l'émergence de la pensée logique invite à la rationalité (Copernic, Galilée, Newton, mais aussi Kant, Voltaire, Diderot). Le « *temps des révolutions* », bien connu et sur lequel nous ne nous étendrons pas, commence avec la révolution française et sera suivie par les révolutions russe, chinoise, etc. Le

« *temps des exterminations* », d'une temporalité très réduite, un demi-siècle, compte pas moins de deux guerres mondiales, quatre autres liées à la décolonisation, trois génocides, l'utilisation de la bombe atomique. Ainsi les guerres au XX^e siècle, de 1914 à 1962, représentent à elles-seules 100 millions de morts et de blessés. Par quel mécanisme sociétal en est-on arrivé à l'indicible horreur de cette humanité ? Les guerres et leur corollaire, l'extermination, sont le résultat du marchandisage des sociétés par lequel passe la mise en concurrence économique, territoriale et culturelle, que le capitalisme exacerbe par son exploitation de classe. Se succèdent ensuite les « *temps des libérations et de l'expansion* », le premier renvoie aux mouvements pour se libérer du joug colonial ou fasciste et, dans une moindre mesure, aux mouvements sociaux et sociétaux soixante-huitards et féministes des années 1970. Le second, à la fin du XX^e siècle et à l'orée du XXI^e siècle, qui devait, selon les dires du capital, ouvrir une ère d'abondance et de paix, la « fin de l'histoire », n'a apporté en fait que désolations et calamités (crises économiques et montée des inégalités, guerres du Koweït, d'Irak, etc.).

Le troisième chapitre, « *Déclin et temps de la crise généralisée* » est un chapitre de transition qui permet d'achever ce diagnostic historique et d'expliquer la nécessaire rupture avec le capitalisme. Huit changements fondamentaux accélèrent le déclin du capitalisme : l'appropriation des classes dangereuses c'est-à-dire des classes prolétaires ; le regroupement des forces productives dans d'immenses métropoles et la déruralisation ; l'endettement public et le démantèlement des services publics ; les dégâts engendrés par le pillage des ressources naturelles des pays du tiers monde et l'abandon de l'agriculture de subsistance au bénéfice d'autres cultures ; le dérèglement des équilibres naturels ; l'effort de guerre sans précédent des USA et de l'OTAN ; l'endettement des ménages ; la déculturation de masse et l'apologie de l'individualisme. Ces différents facteurs génèrent le « temps de la crise généralisée ». L'auteur recourt ici (page 99) à la théorie de la baisse tendancielle du taux profit développé par Marx dans le livre III du Capital.

Le chapitre IV, « *Cruauté, dureté et limites des ruses du capital* », long de 36 pages, décrit les différentes « ruses » employées historiquement par le capital pour retarder ce mécanisme de baisse tendancielle du taux de profit général des économies. On y retrouve le colonialisme ; la barbarie ; le taylorisme-fordisme-keynésianisme ; la formation de classes prétendues moyennes ; le crédit-endettement-financiarisation ; l'ethnicisation ; l'accaparement des terres - les enjeux énergétiques et environnementaux ; la nouvelle gouvernance mondiale.

Bouclant cette première partie, le chapitre V, intitulé « *La subordination moderne au progrès marchand régressif* », explique le mécanisme économique, social et politique par lequel s'enracine encore la vigueur des idées néo-libérales huit ans après la crise financière de 2008. *Le progrès marchand régressif vient de loin*. Les quatre ordres principaux des sociétés pré-antiques, antiques et moyenâgeuses : Chef, Rituel, Devin, Monnaie, déjà à l'œuvre avant que l'empire civilisateur marchand ne vint, ont déjà fait l'objet d'un long développement dans le premier chapitre « De l'aube de l'humanité à la civilisation de l'ordre ». En conséquence l'analyse reste centrée sur le dernier épisode de la société marchande, lequel commence avec la révolution industrielle de la fin du XVIII^e siècle et conduit à la société de consommation. L'auteur s'appuie sur l'histoire du modèle américain de consommation de masse, à la fois comme phénomène national aux États Unis, mais aussi comme élément de diffusion transhistorique d'une culture-monde et de pratiques matérielles et culturelles de masse à l'échelle du globe. En découle *une marchandisation absolue* perçue comme le stade ultime du déclin de capital, ce qui lui fait dire que *le capitalisme n'est pas la fin de l'histoire*.

S'achève ainsi le long diagnostic historique du capitalisme : « tout ce que nous avons écrit jusqu'ici sur le marché-monde et le capital ne résulte pas d'une vague intuition ou d'un fonctionnement mal compris du système, mais d'une analyse historique, économique et politique, qui est tout le contraire d'une forme vague et dont le champ d'expérimentation n'est autre que la réalité elle-même ».

La deuxième partie, « Plaidoyer pour la reconquête du partage », fait transition entre le « marché-monde » et « l'écomunisme ». Question centrale ici : « pourquoi serait-il plus utile à l'Homme d'être concurrent que solidaire ? Comme certaines sociétés tribales nous le restituent, le partage fait partie de notre nature profonde alors que le commerce mobilise l'apprentissage. Autrement dit, la solidarité que l'on peut associer au partage est innée, alors que le commerce, conçu comme moteur de la concurrence humaine, n'est qu'un artefact civilisationnel. Il existe *un antagonisme entre concurrence et partage*. S'appuyer sur un support universel, ce que l'on nomme monnaie, pour soutenir l'échange n'est pas techniquement condamnable et ne s'oppose en rien à la conversion de la force du partage en « bonheur ». Ce qui demeure contestable, c'est sa capitalisation (le phénomène d'accumulation). La triste réalité de la concurrence (et donc de la capitalisation) revient à insister sur trois objectifs principaux : dominer, contraindre, profiter. Le partage, quant à lui, enraciné dans l'être lui-même, n'a pas à naître d'un apprentissage. Notre instinct attend simplement qu'on en cultive la grandeur. Pourtant l'inventaire de l'apport de l'esprit de partage à l'humanité est fort long ; droits de l'homme, mutualisme, syndicalisme, école publique, services de santé, droit au logement, droit du travail, libertés publiques... (page 175). Qu'est-ce que le partage ? C'est une vie qui doute, qui critique, qui admet, qui conçoit, qui nie, qui aime, qui n'aime pas, qui se moque, qui plaisante, qui se cultive, qui crée, qui respecte la différence... une vie exaltante, puissante, honnête et juste, en harmonie avec la nature et tous les êtres vivants.

Jusqu'à présent le combat de classe pour renverser le capitalisme s'appuyait sur deux stratégies majeures : la lutte armée et les élections. Chacune à sa façon est parvenue à prendre le pouvoir, mais aucune n'a réussi à le conserver durablement et moins encore à changer le cours des bases capitalistiques de la société. La troisième solution, *l'inter-pouvoir comme outil de la mise en œuvre du partage*, est le plus sûr moyen pour faire adhérer le peuple à l'idéal révolutionnaire et n'est autre que la mise en œuvre, à l'intérieur de l'économie de marché, des paradigmes de partage passant outre les contradictions et les contraintes que ne manqueront pas de faire peser sur lui le capital gouvernant. En somme, l'idée de l'inter-pouvoir n'est autre que celle d'une utopie émergente implantée au cœur même du système concurrentiel qui la rejette et la motive. La laïcité pourrait en être le principe organisateur et pacificateur. Cette stratégie débouche sur une *Révolution maîtrisée* qui n'est ni attachée à la notion de « grand soir » ni à celle de réforme, mais qui est la concrétude transformante de l'homme au cœur même des contradictions capitalistiques qui l'exhortent.

La troisième partie, l'écomunisme, pose les bases d'une nouvelle société, reposant sur le partage. Elle comprend deux chapitres. Le premier explique « pourquoi l'auteur a créé le concept et le mot d'Écomunisme ». L'écomunisme est un néologisme composé de trois éléments : le préfixe « éco », tiré du grec ancien « oïkos », signifie « maison » ; la racine latine « munus » (le devoir, la fonction), elle-même issue de la racine indo-européenne « mei », qui évoque l'« échange » (référence aux échanges de biens et de services dans une société selon les lois et les règles établies) ; et le suffixe « isme », qui renvoie à « doctrine ».

L'écomunisme se définit ainsi comme : « la terre de la mise en commun des biens et services et du développement de chacun par apprentissage d'un éco-partage non marchand, respectueux de nos égales différences et de la nature, conduisant l'humanité vers une société pacifique sans appareil d'État et garante des libertés humaines ». Cette philosophie côtoie la

pensée de Marx et s'essaie à en prolonger le développement en s'appuyant sur de nouveaux concepts idéologiques dont « l'enjeu-parabole ²», séduction « pour le sujet du désir » qui doit toucher toutes les classes sociales, est la nouvelle ruse du capitalisme pour maintenir au mieux la plus-value. Aujourd'hui existe un foisonnement d'expérimentations, de luttes ouvrières localisées, de nombreux mouvements revendicatifs, de petits groupes organisés agissant un peu partout autour d'une sorte de communisme utopique. À force d'accumulation, le capitalisme est venu à tout contrôler, à maîtriser financièrement, politiquement et idéologiquement le monde. Il s'ingénie à standardiser notre conduite, à orienter nos actes dans leurs plus intimes replis. Voilà pourquoi il est urgent d'échafauder les bases d'une alternative écomuniste ouvrant la voie à la révolution maîtrisée. Pour autant, il ne s'agit pas comme le disait Marx « de préparer des recettes de cuisine pour les marmites de l'avenir ». Cette démarche se veut fraternelle, bourgeonnante et ouverte « au faire ensemble » tout en évitant que l'exigence de la lutte de classe pour la désaliénation des hommes ne conduise à corrompre ou à détruire la liberté.

Fondement et mise œuvre de l'écomunisme (deuxième chapitre).

L'écomunisme ne prétend pas à l'universalisme et doit être compris comme une étape nécessaire pour atteindre la nouvelle phase historique libératrice que parvient encore à contenir le capitalisme prédateur. L'idée selon laquelle le destin naturel de l'homme serait celui d'une espèce animale condamnée à vivre dans la compétition ou le darwinisme social est écartée. Le communisme primitif nous montre que l'homme peut parfaitement vivre au-dessus de sa condition animale et qu'il n'est nullement gouverné par des pulsions de mort, de possession ou de domination. L'écomunisme veut dépasser la version marxiste-léniniste du concept de communisme qui a fait le choix du parti unique autour du chef et celui quasi-exclusif de la production, négligeant d'autres facteurs qui ne relèvent pas de la seule possession du capital économique. Ce qui s'est traduit par une gouvernance dictatoriale étatique qui n'associe pas directement les travailleurs à la construction de la société nouvelle et qui tend à générer un nivellement de l'homme à travers un égalitarisme formel.

L'écomunisme se veut nouvelle praxis éthique et libératrice 1) en respectant la diversité des courants révolutionnaires ; 2) en s'appuyant sur l'égalité et la singularité de chacun dans la coopération constructive qui le relie positivement à tous ; 3) en mettant en œuvre dès le départ l'apprentissage du partage libérateur ; 4) en valorisant l'esprit de laïcité dans la construction d'une pluralité citoyenne ; 5) en surmontant les limites du volontarisme et de l'étatisme autour de nouvelles solidarités à construire ; 6) en contribuant sans délai à la préservation des équilibres biosphériques à la base des états naturels de la planète ; 7) en s'appuyant sur les éléments du peuple les plus aguerris, mais sans en faire une avant-garde, pour créer une force dynamique et consciente nécessaire à l'émergence d'une action de masse susceptible d'accélérer la fin du capital. Avec la démocratie impérative comme boussole des forces sociales³, cette version post-moderne d'un changement de paradigme révolutionnaire ouvre grande la porte d'un nouvel épisode politique confortant toutes les forces d'auto-organisation collective, capables de libérer le peuple des contraintes intérieures et extérieures du Capital-État. Cela suppose l'appropriation collective des moyens de production et d'échange et la recherche de nouveaux moyens d'élaboration d'une rationalité économique et sociale fondée sur une autogestion planifiée et participative des besoins.

Cette longue histoire de la dégénérescence humaine à travers les sociétés marchandes et capitalistes est pour nous une épreuve de vérité. Elle concerne la société globale. Et nous

*2 - Il est tout à la fois diversion et temporisation consumériste, objet du désir et satisfaction partielle du désir, esthétisation de la consommation libidinale et ludique, marginalisation du procès de travail, illusion individuelle et orientation du mode de consommation. Il est le type même d'une norme aliénante qui donne à croire à la nécessité de la restriction pour le travailleur et à l'abondance pour la minorité bourgeoise. L'auteur s'appuie ici sur les travaux de Michel Clouscard, notamment sur son livre *Le frivole et le sérieux*.*

3

savons que la vraie vie est ailleurs. Marx, et sur un autre plan Clouscard, nous ont permis de comprendre les réalités à la source des déboires socio-économiques les plus radicaux, grâce aux concepts de « plus-value » et d'« idéologie du désir ». La social-démocratie nous a démontré l'impossible transformation du système capitaliste par la réforme et combien il est périlleux d'« amadouer » le Grand Capital. Avec l'écologie politique, c'est encore une autre histoire. Éclairceuse des réels problèmes environnementaux et sociétaux, elle est présentement engluée dans une idéologie, pour parler court, qui ramène tout à « l'univers » et peu à l'action contre le Grand Capital qui en est le premier responsable. Quant à ceux que les médias présentent comme la gauche radicale, ils proposent seulement d'aménager le capitalisme à la marge. Travailler à l'émergence parmi les peuples d'une nouvelle pratique de classe contre le capital : voilà le fond du vrai combat révolutionnaire aujourd'hui.

Quels sont les fondements concrets de l'écomunisme ? L'écomunisme est la recherche du progrès utile à la satisfaction des vrais besoins de l'homme par le respect de son égale différence et l'apprentissage du partage. Dix idées forces pour le définir :

L'évolution est inéluctable mais pas le progrès. L'évolution est un compromis entre la mécanique implacable de la répétition du patrimoine génétique et l'environnement, voilà pourquoi l'évolution du vivant ne recoupe pas spontanément la notion de progrès. D'autre part, sciences et techniques entre les mains du capital peuvent se développer en une sorte de croissance accumulative qui s'inscrit dans une logique de concurrence et de profit, condamnée à la seule nouveauté qui n'est que progression technique et non progrès véritablement utile à l'homme. Le progrès ne peut s'exprimer qu'à travers un mouvement collectif qui l'engage vers un dessein réellement humain.

L'idéal du bonheur ne peut advenir dans un monde mercantile et concurrent. Libéré de la société de classes et d'un ordre fondé sur la recherche exclusive du profit, l'homme ne se cantonne plus aux seules contingences économiques et matérielles, mais aspire à forger un progrès transcendant ouvert sur la culture, la connaissance du vivant et la réalité cosmique. Il part à la découverte d'un monde dans lequel il a plus à gagner à être mieux ensemble qu'à avoir plus, seulement pour soi.

La pensée marxiste est incontournable, mais sa compréhension erronée et sa mauvaise interprétation, réduites aux seules activités économiques, ont montré leurs limites pour nous sortir du capitalisme

Les contradictions des divers courants révolutionnaires doivent être surmontées si l'on veut sortir du capitalisme.

Les expériences révolutionnaires nous montrent les limites du volontarisme, de l'éducation et les contraintes de l'étatisme pour changer la société.

Il faut s'appuyer sur l'égale différence coopérative pour refonder la société humaine.

Pour atteindre cette société, sans classe et sans État, garante des libertés humaines, l'apprentissage du partage est incontournable.

Pour construire la pluralité citoyenne d'une société dans classe et sans État, il faut que grandisse l'esprit de laïcité.

Il ne peut y avoir de développement harmonieux des sociétés sans la préservation des équilibres biosphériques qui régissent les états naturels de la planète.

Pour aller vers la révolution maîtrisée, l'appui du peuple aguerri est nécessaire

L'auteur termine ce chapitre en s'intéressant aux divers processus conduisant à la société écomuniste.

LECTURE CRITIQUE à travers quelques remarques

1) Préalablement, il est bon de rappeler qu'on ne peut percer l'essence du capitalisme sans résoudre l'énigme du « problème de la valeur » : les prix sont généralement appréhendés par les économistes comme « le système d'information » assurant la cohérence (ou l'incohérence) de l'économie de marché, sachant que la macroéconomie, simple boîte noire, n'est ici d'aucune aide. La difficulté vient du fait que nous avons à notre disposition trois théories différentes, lesquelles trouvent leur origine dans le 19^e siècle : en respectant l'ordre chronologique, la théorie classique des « prix de production », développée principalement par D. Ricardo (1817) et actualisée à la fin des années 1960 par les travaux de l'économiste italien P. Sraffa, le fondateur du courant néo-ricardien contemporain ; la théorie de la valeur de Marx que l'on trouve principalement dans les Livres I (paru en 1867) et III (édité après sa mort) du Capital, cet auteur étant souvent considéré comme le dernier grand classique ; enfin l'approche néo-classique de l'Équilibre Économique Général élaborée par L. Walras (1873) et qui repose sur les lois de l'offre et de la demande, elles-mêmes déterminées par les comportements rationnels des consommateurs et des producteurs. Cette dernière approche est aujourd'hui adoptée par la plupart des économistes⁴.

En simplifiant, on peut dire qu'André Prone aborde le capitalisme en s'appuyant sur l'analyse marxiste traditionnelle⁵ tout en ayant par ailleurs un regard très critique sur l'expérience communiste menée au 20^e siècle. Ce qui le conduit, dans son diagnostic historique, à n'insister que sur la « face noire » du capitalisme. Lorsqu'il décrit « *le temps des exterminations* », les « *ruses du capital* » ou encore « *l'idéologie du désir de la consommation de masse* », il renvoie, on ne peut le nier, à une réalité historique. Néanmoins, il en oublie les nombreux aspects positifs : l'accès à la santé, à l'éducation, à la culture, à la mobilité, à la technologie, à la liberté, etc. Apport positif qui ne concerne pour l'instant, il est vrai, qu'une partie de l'humanité, mais qui a vocation à s'étendre à l'ensemble de la planète avec le processus de globalisation, si du moins se met en place progressivement une gouvernance régionale, puis mondiale⁶. Ce sont ces deux facettes concomitantes du capitalisme que le titre de mon ouvrage⁷, « *Le capitalisme : une absurdité créatrice ?* », essaie de traduire et d'expliquer. Il me faut concéder que la lecture particulière que je fais du livre d'André Prone s'effectue à l'aune de cet ouvrage paru en 2010.

2) Ma seconde remarque porte sur le séquençage historique retenu. L'évolution diachronique proposée, allant du « *temps des créations* » au « *temps de l'expansion* », est non seulement originale, mais aussi innovante dans la mesure où elle rationalise d'une certaine façon l'histoire de cette facette noire du capitalisme. Ce qui n'a jamais été réellement fait à

4 - Pour plus de précision, je renvoie ici aux échanges que j'ai eus avec Liam Fauchard sur le thème « *Économie et Science : un couple impossible ?* » dans le n°49 de la revue *Futurwest* (p. 18-22) ou encore à l'Épilogue de mon livre « *Le capitalisme : une absurdité créatrice ?* », p. 333-337. Ces analyses développées à l'aune de la théorie de la complexité montrent que ces trois approches appréhendent en fait une partie de ce système d'information : les prix des néo-classiques correspondent à de l'information circulante, les prix des néo-ricardiens, à de l'information-structure et à de l'information-structurante, enfin les valeurs (intégrant la plus-value) de Marx précisent le fondement de la valeur et non plus sa « forme », et correspondent à des quantités de travail, ces dernières étant perçues comme une fraction de l'énergie solaire captée par les végétaux, transmise ensuite le long de la chaîne alimentaire et irriguant in fine le système économique. D'où une représentation imagée du capitalisme sous la forme d'une fusée à trois étages.

5 - Son concept de CMMC (*Capitalisme Monopoliste Mondial en Crise généralisée*) est issu des travaux de Paul Boccara (1974) sur le *Capitalisme Monopoliste d'État*.

6 - Pour une justification de ce point de vue, cf. toujours le n°49 de la revue *Futurwest*, p. 25-27.

7 - La référence exacte de l'ouvrage : « *Le capitalisme, une absurdité créatrice ? (Une théorie néo-ricardienne et systémique de l'histoire du capitalisme)* », 390 pages, 2010, Presses Universitaires de Rennes, collection *Économie et société*.

ma connaissance et dont je souhaitais la réalisation dans mon livre⁸. Néanmoins en occultant sciemment les éléments positifs apportés par le capitalisme, André Prone ne peut pas en faire une théorie rationnelle et complète de l'évolution. Aujourd'hui, qu'il s'agisse des recherches sur la matière ou sur le vivant, on retrouve au cœur des problématiques scientifiques le concept d'évolution. Il s'agit chaque fois de retrouver le chemin de la complexité, en procédant étape par étape, en allant du plus simple au plus complexe. Approche conceptualisée notamment par Edgar Morin dans son œuvre majeure, *La Méthode*. Il se trouve que Marx est le premier à appliquer ce principe aux sciences humaines, à construire une théorie de l'histoire, le fameux matérialisme historique. Schumpeter, dans son ouvrage *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, y voit d'ailleurs là le principal apport⁹ de l'auteur du *Capital* à l'économie politique. C'est en s'intéressant à l'œuvre d'Épicure, dans sa dissertation doctorale¹⁰, qu'il en vient à concevoir l'univers et donc les sociétés humaines en termes d'évolution. Quand on refait le chemin parcouru par Marx dans ses études historiques, en s'appuyant sur les travaux les plus contemporains, on s'aperçoit que le plus difficile pour une société humaine est de générer un surplus, car elle y trouve non seulement une sécurité pour ses approvisionnements, mais encore un degré de liberté pour y créer de la nouveauté, de la complexité. Il a fallu attendre longtemps pour que l'homme puisse générer un tel surplus régulièrement. Sur les 70 à 80 milliards d'hommes ayant vécu sur la terre, près de 90% étaient des chasseurs-cueilleurs, 6% ont connu l'agriculture et 5% l'ère industrielle¹¹. Contrairement à ce que pense André Prone, l'invention, récente sur l'échelle du temps, de l'agriculture, est une étape clé de l'évolution vers la complexité. L'économiste dès lors tout comme le biologiste ou l'astrophysicien doit repérer les progrès réalisés à chaque étape, préciser les paliers de l'évolution. Ce que nous avons fait dans l'ouvrage cité précédemment et dont le lecteur peut retrouver quelques éléments dans le numéro 49 de la revue *Futurwest*.

3) L'auteur, ancien membre du Parti Communiste, s'en tient en matière d'économie politique, à des positions marxistes traditionnelles, ignorant (volontairement ?) les travaux de certains économistes mathématiciens ou encore ceux de l'École française de la Régulation. Ainsi, au centre de sa problématique pour établir le diagnostic historique (Le temps de la crise généralisée, p. 98), il s'appuie sur « la loi de la baisse tendancielle du taux de profit » de Marx¹², loi qui, pour être fondée, suppose résolu le problème de « la transformation des valeurs en prix de production ». Il s'agit là d'un problème ancien de l'économie politique soulevé dès 1896 par l'économiste autrichien Böhm-Bawerk. Ce problème sera notamment retravaillé, de façon indépendante, dans les années 1970 par deux économistes mathématiciens et marxisants,

8 - « Comme Janus le dieu romain, l'expansion du capitalisme revêt un double visage : pour reprendre la fameuse image de Schumpeter, il est à la fois créateur et destructeur. Si on prend comme point de comparaison la situation qui prévalait avant la révolution industrielle, le côté « pile » révèle depuis un progrès technique et social évident, le côté « face », des drames constants : précarité et pressions incessantes sur les salariés, destruction des anciennes activités, hiérarchisation des nations, inégalités, mal être, etc. Cette dernière dimension qui est au cœur de l'œuvre de Marx doit être intégrée dans toute maquette retraçant l'histoire du capitalisme », *ibid.*, page 61.

9 - Ce qui n'est pas le cas de la théorie marxienne de la valeur qui, selon lui, ne présente aucun intérêt.

10 - « La différence de la philosophie de la nature chez Démocrite et chez Épicure ». Dès l'instant où on pose l'hypothèse qu'à l'origine de l'univers n'existent que des particules élémentaires (les atomes pour Démocrite et Épicure), on ne peut concevoir le monde qu'en termes d'évolution.

11 - E. Angelier, *Introduction à l'écologie*, p. 149, Éditions TEC & DOC, 2002.

12 - « La tendance à la baisse du taux de profit proposée par Marx est une des lois des plus significatives, pour ne pas dire la plus importante du legs théorique marxien », « *Marché-monde ou écomunisme* », p. 100. Ajoutons que cette idée de loi existe chez Ricardo et Marx s'en inspire à l'évidence. Ricardo repose sa loi sur la « contrainte agricole », laquelle devient centrale dès qu'une économie se met en croissance, ce qui s'est produit en Angleterre au moment de la révolution industrielle : pour répondre à la croissance du secteur manufacturier, la mise en culture de terres de moins en moins fertiles génère une rente différentielle qui augmente et, comme les salaires dans le processus s'établissent au minimum vital, l'ajustement se fait sur le taux de profit. La loi de Marx est centrée sur la « contrainte sociale » et, in fine, sur « la plus-value » ; contrainte sociale très sensible dans les deux premiers tiers du 19^e siècle, la situation des ouvriers anglais s'améliorant ensuite comme le découvriront les ouvriers français lors de l'exposition universelle de Londres en 1862.

M. Morishima et A. Brody. Sans rentrer dans les détails, ces deux auteurs mettent en évidence deux résultats : 1) Il existe un principe de dualité entre les structures marxistes de prix (prix de production et système des valeurs) et les structures de flux de quantités correspondantes ; dualité nettement pressentie par l'auteur du Capital. Dès lors, dans le cas de la structure des prix de production, il y a égalité entre R , le taux de profit général de l'économie et G , le taux de croissance maximum, compte tenu de l'état de la technique¹³. Cela signifie que les prix et le taux de profit R permettent d'organiser indirectement l'agencement des flux de biens et de services dans une économie. Le système des prix apparaît ainsi comme un système d'information bien pratique servant à piloter l'organisation de la division du travail lorsque celle-ci se complexifie. 2) Il est démontré qu'il n'y a plus de transformation synchronique des valeurs en prix de production comme le pensait Marx et que la loi de la baisse tendancielle du taux de profit n'est plus confirmée. Néanmoins existe toujours une liaison entre les deux systèmes : le taux général de profit R ne peut être positif que si le taux de plus-value l'est également (théorème marxien fondamental de Morishima).

Par ailleurs, contrairement à ce que pense André Prone, le capitalisme n'est pas voué à la crise généralisée, l'effondrement qu'il annonce n'est pas pour demain. Il est au contraire tout à fait capable de générer des états stables ainsi que le démontrent les travaux empiriques de l'école de la régulation portant sur la période des Trente Glorieuses : il suffit d'adopter les bons compromis institutionnels relevant notamment du domaine non marchand (les formes de concurrence, de la monnaie, de l'État et de rapport salarial), mécanisme déjà présenté dans le n°49 de *Futurwest*, pp 25-26, et sur lequel je ne reviens pas.

4) Si le concept de « marché-monde » est bien au cœur de sa problématique, à aucun moment il n'en définit les contours sur le plan économique. Il insiste bien sur les évolutions simultanées des différentes parties de la planète lors des temps de la « création », des « annonces » et, dans une moindre mesure, des « objections », mais ne dit rien sur le phénomène de globalisation des marchés et ne précise pas le caractère spécifique de la globalisation contemporaine. Dès lors il ne perçoit pas les enjeux contemporains permettant au capitalisme de renouer avec l'état stable, à travers d'abord une gouvernance régionale, puis mondiale (cf. le numéro 49, p.26-27 sachant qu'existe un traitement plus précis de cette question dans l'Épilogue de mon livre déjà évoqué).

5) Il présente très clairement les différents principes de l'économie du partage qu'il appelle de ses vœux. Néanmoins il reste très flou sur son organisation concrète et donc son fonctionnement au quotidien. L'objectif étant d'éradiquer le capitalisme et donc toutes les catégories marchandes (profit, monnaie, prix, etc.), il fait dès lors référence à une éventuelle planification. En ce cas, nous nous retrouvons comme en 1928 en Union soviétique, mais avec l'obligation d'assurer la survie de 7 milliards de personnes. André Prone n'a pas une idée précise de la complexité d'une économie et il n'y a pas mille façons d'organiser une planification strictement non marchande, même si aujourd'hui on a à notre disposition de nouveaux outils tels que les TIC. Très vite on retrouvera les travers de l'économie soviétique et ses dysfonctionnements. Les principes généraux initiaux disparaîtront rapidement et dès lors la société se transformera en une économie reposant sur le statut et toutes les conséquences qui l'accompagnent. Ce qui a été très bien analysé par Hayek dans son petit livre « La route de la servitude », paru en 1943.

6) Néanmoins, il existe une autre piste pour construire cette économie du partage et André Prone y fait également référence, mais indirectement à travers son concept de « l'inter-

¹³ - On retrouve en fait le modèle de croissance homothétique de Von Neumann.

pouvoir¹⁴ comme outil de la mise en œuvre du partage». En réalité, dans sa conception, il n'y a pas de rupture brutale avec le capitalisme comme nous l'avons évoqué dans le scénario précédent (point n°5).

Cette économie du partage se met en place progressivement grâce à cette longue période de transition et, nous le pensons, c'est bien cette trajectoire que le capitalisme devrait épouser. Nous ne sommes pas très loin du scénario idéal de « *l'hyperdémocratie* »¹⁵ imaginé par J. Attali dans son ouvrage « *Une brève histoire de l'avenir* ». Le long cheminement pour y parvenir, en fait un siècle pavé de conflits planétaires, de catastrophes naturelles, de drames de tous ordres, finit par générer une « *économie de l'altruisme* » où les membres de la « *classe créative* »¹⁶ composée des entrepreneurs, inventeurs, artistes, financiers, dirigeants politiques, jusque-là au service de l'ordre marchand, se transforment en « *transhumains* », soucieux de l'intérêt général et animant des « *entreprises relationnelles* », c'est-à-dire des entreprises dont la finalité sera d'améliorer le monde et où le profit ne sera qu'une contrainte de survie. Cette économie de l'altruisme n'élimine pas l'économie de marché, mais s'y juxtapose. Il est possible de théoriser cette nouvelle structuration du capitalisme, ce que ne fait pas J. Attali, en s'appuyant sur la théorie néo-ricardienne des prix. Les deux composantes s'équilibrent : on pourrait très bien imaginer que la première, l'économie de marché, corresponde au secteur fondamental¹⁷ conceptualisé par P. Sraffa dans son livre « *Production de marchandises par des marchandises* », dont la mission serait toujours de générer le produit net le plus élevé, condition nécessaire pour continuer d'insérer toute la population globale dans le réseau annuel des flux physiques, et que la seconde, l'économie de l'altruisme, se développe dans le secteur non fondamental, faiblement soumis aux impératifs de la rentabilité, et qui mettrait à disposition de la population des services gratuits de distraction, de relation, de santé, d'éducation etc. , principales composantes de « *l'économie relationnelle* ». L'impôt peut ainsi moduler la trajectoire du capitalisme, d'autant qu'aujourd'hui celui-ci représente une part importante du produit net et que cette part peut encore être accrue dans la mesure où cet acteur participe au partage des gains de productivité réalisés chaque année. L'impôt dès à présent « nourrit » déjà un tiers secteur, celui de l'économie sociale et solidaire, prémices de l'économie de partage envisagée par André Prone. On pourrait alors considérer, en t+n, le secteur fondamental comme un secteur au service de l'économie relationnelle. Il peut y avoir ainsi cohérence entre l'efficacité et une égalité dans la différence.



14 - « *l'idée de l'inter-pouvoir n'est autre que celle d'une utopie émergente implantée au coeur même du système concurrentiel qui la rejette et la motive* ».

15 - *Ce scénario s'inscrit lui-même dans un séquençage couvrant le XXIe siècle : l'hyperempire => l'hyperconflit => l'hyperdémocratie. Notons qu'André Prone, dans son livre, critique paradoxalement J. Attali, mais pour d'autres raisons.*

16 - *Cette « classe créative » se substitue à présent aux « éléments du peuple les plus aguerris » d'André Prone.*

17 - *classiques, notamment Adam Smith, pensaient que l'économie se divisait en deux composantes : un secteur productif et un secteur improductif, ce dernier ne dégageant pas la norme de profit en vigueur. Cette approche a été retravaillée par P. Sraffa à travers sa théorie de « l'étalon invariant des valeurs ». Le système productif, qu'il dénomme secteur fondamental, est délimité chez lui par les « marchandises fondamentales », c'est-à-dire l'ensemble des marchandises qui entrent directement ou indirectement dans les autres marchandises. Ces productions contribuent à déterminer le produit net R, c'est-à-dire le taux de profit le plus élevé susceptible d'être dégagé par l'état de la technique. Dès lors ce secteur fondamental peut entretenir un second secteur, le secteur non fondamental (on retrouve le secteur improductif de Smith), à condition d'adopter un taux de profit effectif moindre ($r < R$). Dans ce secteur non fondamental, on retrouve non seulement toutes les activités non marchandes nécessaires au fonctionnement du secteur fondamental (les infrastructures routières par exemple), mais aussi celles relevant de l'économie sociale et solidaire (ne dégageant pas ou peu de profit) ou encore les productions de biens de luxe dont les taux de profit sont plus élevés ($r' > r$). Pour approfondir cet aspect, cf. le chapitre 7, Hervé Thouément, 2010.*

Nous les côtoyons au quotidien, de notre cuisine jusqu'aux bords des routes... et même dans les médias. Que l'on nous parle de la nécessité de trier-recycler, de trafics transfrontaliers, ou de déchets dangereux. Mais savons-nous ce que sont réellement les déchets ? Savons-nous que même les étoiles en produisent ? Que la vie est impossible sans eux ?

Bien avant nous, certains animaux sociaux géraient soigneusement leurs déchets. Érigés en monument par les hommes il y a 5000 ans, aujourd'hui nous ne savons plus qu'en faire.

Pourtant, dans les yeux de la science, les déchets sont de la matière et rien d'autre. Comme toute matière, ils portent en eux tous les potentiels, des menaces comme des opportunités : nous pouvons en faire du poison ou du terreau de vie. Et nous pourrions bien, à l'instar de nos ancêtres du Mésolithique, en venir nous aussi à sanctuariser cette matière, qui sera bientôt devenue beaucoup trop précieuse pour être simplement ... jetée.

Christian DUQUENNOI

Les déchets : du Big Bang à nos jours

Quae – 2015 – 170 pages

Pour créer de l'ordre quelque part, il faut créer du désordre ailleurs.

Ce constat érigé en principe par la Physique, la Thermodynamique et l'Astrophysique, est une donnée de base de la vie dans l'Univers, dans une étoile, sur une planète...etc... Mais peut-il s'appliquer aux comportements sociétaux de nature psychosociologiques, par exemple ?

En droit français de l'environnement, la notion de déchet obéit à une définition précise : est considéré comme déchet « *tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit, ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon* » - Art. L541-1.

En matière littéraire, nous trouvons Sherlock Holmes qui n'hésite pas à fouiller les poubelles pour recueillir des indices permettant de solutionner ses enquêtes ; ainsi débute l'aventure de la rudologie, en français, de la *garbology, in english*.

A la fin des années 1980, le rudologue Jean Gouthier établit quatre catégories de poubelles :

- **Les poubelles de l'abondance** des beaux quartiers de la haute société. Elles recèlent, outre les emballages de produits de luxe, les témoignages des événements politiques et culturels et une presse diversifiée ;
- **Les poubelles du choix** possible des quartiers d'habitat individuel aisé de la classe moyenne. Elles sont caractérisées par les témoins de la consommation abondante de fruits et légumes variés et de produits carnés frais.
- **Les poubelles du nécessaire** des grands immeubles locatifs de la classe populaire. On y trouve les traces de la consommation de masse (barquettes de viande, emballage de plats préparés...), peu de traces de produits frais et peu de journaux.
- **Les poubelles de l'indispensable**, des faibles revenus et des démunis, situés essentiellement en zones rurales. La quantité de déchets était assez faible et l'alimentation y laissait peu de traces.

Que peut nous apprendre de la thermodynamique sur nos déchets, sur les déchets de nos sociétés ? La thermodynamique hors équilibre de Prigogine nous dit tout d'abord que, pour se maintenir, toute structure dissipative doit importer de la ressource et exporter du déchet. Dès que la structure est privée de ressources ou ne peut plus exporter ses déchets, elle retourne à l'équilibre thermodynamique, c'est-à-dire qu'elle disparaît en tant que structure, elle se désorganise, elle se dissout dans le désordre qu'il l'entoure. La matière et l'énergie qui la

constituaient se dispersent, la structure meurt. **Pour résumer, une structure qui ne produit pas de déchet, énergétique ou matériel, ça n'existe pas.** Et cela vaut aussi bien pour les étoiles que pour les microbes, les animaux ou les groupes humain.

Rappel : En France, sur la totalité des # 800 Mt de déchets produits chaque année, les ordures ménagères en représentent ... 3% !

L'auteur nous entraîne à la découverte de la première crise des déchets : **la catastrophe de l'oxygène.** Vers - 2,5 Gans, les cyanobactéries produisent tellement d'oxygène qu'il ne peut plus être en totalité fixé par les minéraux de l'océan comme c'était le cas auparavant. C'est une véritable catastrophe écologique : les micro-organismes de l'époque sont strictement anaérobies, c'est-à-dire que l'oxygène est pour eux hautement toxique !

Plus loin, P.48, un très beau schéma illustre les étapes suivies depuis la naissance de la Terre jusqu'au Crétacé, longue période rythmée par les six grandes extinctions recensées... **sans la moindre présence humaine, faut-il le préciser.**

L'auteur en vient ensuite à notre époque pour constater une accentuation de la production de déchets qu'il attribue de manière exagérée à « l'ère industrielle ». En effet, s'il est indéniable que nous en voyons encore les restes, comme les terrils, il n'est que de contempler le « *Monte Testaccio* », appelé aussi « la huitième colline de Rome » où sont entassés les tessons de 25 millions d'amphores, pour disculper l'industrie *stricto sensu*. En revanche, tout en constatant le fait, l'auteur n'accorde pas d'importance notoire à la croissance démographique connue... grâce aux déchets de l'ère industrielle ; concentration (densification) inconsidérée, à l'origine des pollutions urbaines connues de nos jours.

Dans les derniers chapitres, CD offre un panorama des méthodes de recyclage, de compostage, de méthanisation, d'économie circulaire, comme à Kalundborg au Danemark ; mais la question liée à la physique reste entière : puisqu'il ne peut pas y avoir de vie sans déchets, comment ferons-nous avec 10 ou 12 milliards de Terriens ?

Renvois :

- Frédéric KAPLAN, *La métamorphose des objets* – FW N°36.
- Benoît RITTAUD, *Le mythe climatique* – FW N°37.
- Stéphane SARRADE, *La chimie d'une planète durable* – FW N°43.
- Alan WEISMAN, *Jusqu'où pourrons-nous être trop nombreux ?* – FW N°53.
- Pierre-Noël GIRAUD, *Economie des matières premières* – FW N°58.

PhS

Nos générations sont les premières à pouvoir espérer que l'on saura bientôt expliquer comment fonctionne notre esprit. Déjà, nous connaissons beaucoup de choses sur la géographie intérieure de notre occiput, nous commençons à entrevoir comment ses différentes constellations travaillent ensemble pour produire la conscience, et certains imaginent la manière d'augmenter nos capacités et de dépasser les frontières de l'humain.

C'est ainsi en termes nouveaux que la question du corps et de l'esprit se pose. Savoir comment notre pensée s'articule et se traduit en actes nous guérira-t-il de nos passions destructrices ? La science du cerveau règlera-t-elle la question de l'être, ce que nombre de neuroscientifiques semblent considérer comme une évidence ?

Ce livre n'est pas un ouvrage de science mais de philosophie. Il s'adresse à tous ceux qui sont curieux de savoir ce que la connaissance du fonctionnement du cerveau va changer dans l'existence. De ce parcours émerge l'horizon d'un nouvel humanisme.

Valérie CHAROLLES

Les qualités de l'Homme (Manifeste)

Fayard – 2016 – 160 pages

Petit livre, réflexion majeure.

A propos de l'amour, VC nous invite à des passions libérées. Dans le Monde d'avant le 20^e siècle, la zone de chalandise amoureuse pour les paysans s'étend sur quelques villages et ne dépasse pas les limites du canton en dehors des exodes provoqués par la faim. Plus tard, mobilité aidant, le brassage prend corps, et l'application de la règle non écrite et millénaire de parité de patrimoines ou des positions entre époux devient impossible.

Nous sommes les premiers pour qui, grâce à la contraception, l'acte sexuel est délié des contraintes de l'enfantement ; nous sommes en capacité de pratiquer la sexualité sans crainte que cet acte ne produise des conséquences jusqu'à notre mort.

L'auteur aborde ensuite des passions récemment apparues, comme la consommation et le travail sans fin. Elle argue que les ruses de la société de consommation sont subtiles, jouant plus sur les désirs que sur les besoins (largement satisfaits) ; pour elle, c'est en réalité la paresse, immense paresse intellectuelle, qui permet à la société de consommation avancée de prospérer. De même, dans le monde du travail, nous serions bien plus heureux si nous ne laissions pas les dirigeants choisir le mode de travail des autres sur le modèle du leur – au demeurant rarement efficient.

Sur le sentiment religieux, le propos paraît bien naïf quand elle dédouane l'inquisition catholique comme ne faisant pas partie du message christique, comme elle considère aussi que c'est le cas de nos jours à propos du Coran. Hélas, il n'en est rien, les dogmes inventés s'appliquent dans leur violence irrépressible. [Cf. la NDJ du livre du poète syrien ADONIS « Violence et Islam » - *FuturWest* N°58.]

Plus loin, Valérie Charolles engage une analyse de la divergence entre Descartes et Damasio : dualité ou confusion entre corps et esprit. **Le cœur du débat** se noue sur ce sujet et pour VC c'est un vrai débat de pouvoir : si en effet, tout se résume à des corps alors, quand les neurosciences auront expliqué comment fonctionne le cerveau, elles auront tout expliqué de notre conscience, pensée, vie intérieure. Il ne restera rien en dehors de leur champ. Si, en revanche, l'hypothèse cartésienne est la bonne, alors, une fois que les neurosciences auront

entièrement réalisées leur programme de recherche, il restera encore quelque chose qui leur échappera de la vie de l'esprit.

Dans un chapitre « *La descendance de Darwin* », VC explique que le choix dans la sphère de la liberté n'est en effet pas le choix qui s'impose à nous mais le choix en préférence : ce n'est pas le choix de manger ou pas, mais le choix de manger ceci ou cela. Nous ne pouvons pas faire comme s'il n'existait que des choix contraints, comme si la liberté était toujours sous-tendue par une trajectoire qui détermine inexorablement son cours. C'est parfaitement contradictoire avec l'expérience vécue et le déroulement des événements historiques. **L'intérêt de la vie** c'est en effet que nos préférences peuvent être continuellement ajustées, c'est-à-dire que nos critères pour choisir un café plutôt qu'un autre peuvent changer.

Ainsi, les toutes nouvelles découvertes des neurosciences ne relèguent pas au rang de croyance dépassée le savoir si ancien que nous avons accumulé du fait qu'il existe en nous une forme de liberté, et même diverses formes de liberté, que nous avons certes parfois du mal à manier mais qui n'en constituent pas moins un espace de référence pour la direction de nos vies.

La redécouverte de l'esprit = Le fait que la stimulation d'une zone du cerveau modifie nos comportements ou que des lésions peuvent entraver notre jugement ne prouve pas que la liberté est une illusion, mais uniquement qu'elle peut être manipulée et altérée.

Dans la troisième partie du livre, l'auteur propose **cinq règles pour la direction de la vie** :

- Nous serions bien inspirés de régler notre conduite sur notre comportement en matière de sexualité et d'amour plutôt que sur celui que nous adoptons dans le travail et la consommation.
- Il n'y a pas une unique manière de bien se conduire.
- L'indignation et la révolte contre un ordre injuste établi sont toujours légitimes.
- Deux principes sont nécessaires pour mener une vie juste : prendre au sérieux l'homme en autrui et le libre arbitre de l'homme.
- La sphère du pouvoir mérité d'être réduite au maximum.

Renvois :

- Henri ATLAN, *Le vivant post-génomique* – FW N°41.
- Antonio DAMASIO, *L'erreur de Descartes (la raison des émotions)* – FW N°42.
- Bernard CLAVERIE, *L'homme augmenté (Néotechnologies)* – FW N°43.
- George STEINER, *Poésie de la pensée* – FW N°47.
- Mark HUNYADI, *La tyrannie des modes de vie* – FW N°57.
- Jean-Claude CARRIERE, *Croyance* – FW N°57.
- François CLARAC, *Du neurone aux neurosciences cognitives* – FW N°57.

LF

Cet ouvrage met en évidence trois dimensions majeures de la compréhension du déroulement de l'histoire : L'intentionnalité marchande qui est le ciment de la civilisation de l'ordre (chef, rite, devin, argent) et l'avènement du capitalisme, son stade final ; L'opposition irréductible entre l'esprit de concurrence et l'esprit de partage à reconquérir, laquelle se trouve au cœur du combat anticapitaliste ; L'échec des pseudo-communismes qui nous invite à mettre en œuvre de nouveaux paradigmes révolutionnaires mais aussi une lutte des classes non séparable d'une praxis éthique et libératrice.

Pour ce faire, l'auteur prend en compte l'historicité classique en s'attachant à démontrer, depuis l'aube de l'humanité à nos jours, le caractère éminemment déterministe et parfois régressif de la construction des sociétés humaines qu'il déploie en une série de temps significatifs : temps des créations, des annonces, des objections, des révolutions, des exterminations, des libérations, de l'expansion, du déclin et de la crise généralisée. Tout cela va dans le sens signalé au départ d'une dominante marchande, fétichiste et concurrente, dont les actions perverses et destructrices des divers pouvoirs qui l'ont portée rendent d'autant plus crédible la nécessité de mettre en œuvre une autre politique, apte à nous conduire au Marché-Monde vers le post-capitalisme. Cette entité à construire, que l'auteur nomme Ecomunisme, tient compte des errements du marxisme-léninisme, et exprime avec justesse ses préceptes idéologiques et philosophiques : le progrès vraiment utile à l'homme, l'égalité de différence et l'apprentissage du partage, porteurs d'émancipation.

André PRONE

Marché-Monde ou Ecomunisme

L'Harmattan – 2016 – 250 pages

Le lecteur averti pourra zapper les pp.09 => 92.

Le lecteur entrant en connaissance du sujet y trouvera un résumé assez complet de l'évolution de l'économie-monde chère à Fernad Braudel.

Dans le chapitre « Déclin et temps de crise généralisée », AP reprend à son compte sans discernement les mantras médiatiques sur les pollutions généralisées, les ressources planétaires quasi-épuisées, le déclin des USA...etc...

« Cruauté, dureté et limites des ruses du capital » permet à l'auteur de stigmatiser la barbarie comme crime parachevé de la logique du capital en crise. Tout comme la crise est à l'intérieur de la société capitaliste, barbarie et guerres sont intégrées au cycle économique en tant que forme extrême de destruction de capital. Et qui dit forme extrême de destruction du capital, dit forme extrême d'organisation politique et étatique. La naissance et le développement des systèmes fasciste et nazi n'ont fait que répondre à cette redoutable attente.

Curieuse analyse, antinomique avec celle de Jeffrey Frieden, reprise dans le livre de Dani Rodrik cité infra. Pour JF, c'est par refus de l'intégration économique généralisée par le libre-échange mondial que des réactions se sont produites : sociales avec les régimes de nature soviétiques, nationalistes via les régimes autarciques fascistes en Europe, et via le nationalisme économique dans le monde en développement, comme au Japon.

Concernant la lutte des classes, pour AP toujours d'actualité, il développe le fait que le concept de « **classes moyennes** » cache en réalité le fossé bien réel qui se creuse chaque jour un peu plus entre les fractions productives et intellectuelles ou manuelles et une fraction très minoritaire de cadres supérieurs, privés ou publics, proches ou assimilables aux cadres

dirigeants qui bénéficient directement ou indirectement des retombées du capital (stock-options, actions, dividendes, primes d'intéressement, parachutes dorés, etc.) et dont les intérêts de classe divergent de ceux qui n'ont que leur salaire pour vivre. A savoir, ces travailleurs intellectuels ou manuels (enseignants, chercheurs, ingénieurs, agents de maîtrise, techniciens, employés...), que l'on nomme à tort classe moyenne, très souvent déclassifié par un patronat ou un Etat qui ne respectent pratiquement plus leurs qualifications ni leurs diplômes, tout en accroissant (pour certains) leur flexibilité et leur précarité et qui ont, de fait, des intérêts de classe qui les rapprochent de plus en plus de la classe ouvrière sans en avoir conscience.

Voilà pourquoi, par une nécessité des ruses de l'histoire, les classes moyennes sont nées dans l'esprit des classes dominantes et pourquoi en acceptant ce mythe, on contribue à anesthésier la conscience de classe déjà fragilisée par d'autres ruses du capital, tout aussi subtiles.....

La controverse avec les tenants d'un « retour au (vrai) capitalisme n'est pas épargnée par l'auteur : il fustige certains économistes qui affirment qu'une « mauvaise financiarisation » empêche le fonctionnement d'un « bon capitalisme », et qu'il conviendrait de se limiter à réguler le capitalisme.

La **financiarisation** n'est donc pas un facteur autonome de la crise économique, elle n'est que la contrepartie de la baisse de la part salariale et des investissements insuffisamment rentables pour le capital, afin d'accroître ou de maintenir son taux de profit. Non seulement l'économie mondialisée accentue ce mécanisme, mais le déséquilibre en est renforcé par le déficit abyssal des USA financé par le reste du Monde.

P.127, AP propose des suggestions comme « ruses du capitalisme » pour se maintenir. Ainsi des rivalités ethnoculturelles, voire raciales sommées d'être des ennemis du bien-être apportée par l'économie libérale ; construction d'un lien social national archaïque face aux avancées promises ; priorité donnée aux dogmes religieux... il a oublié le cas du « réchauffement climatique », bien pratique pour faire se calmer des revendications sociales... dérisoires face au défi du « sauvez la Planète ».

Avec « **La reconquête du partage** » [P.167], nous approchons des propositions finales. Profondeur et pérennité du partage sont d'autant plus concrètes qu'elles s'enracinent dans l'être lui-même. La solidarité que l'on peut associer au partage est innée, alors que le commerce, conçu comme moteur de la concurrence humaine, n'est qu'un artefact civilisationnel.

La réponse, chacun au fond de soi le sent bien, est avant tout culturelle et civilisationnelle. Le partage a progressivement été supplanté par le commerce dès lors que les produits de subsistance consommés par la majorité des individus n'étaient plus issus exclusivement du milieu naturel, mais résultaient, pour l'essentiel, d'une activité agricole, pastorale et industrielle. Les tenants du néo-conservatisme ou du courant réformiste ont beau tourner la question dans tous les sens, l'évidence des observations de ces faits est acquise : Homo oeconomicus est avant tout civilisationnel.

P.191, nous « entrons dans le dur » avec le grand chapitre « **L'Ecomunisme** », concept forgé par l'auteur qui s'appuie sur le préfixe « éco » tiré du grec ancien « oïkos », signifiant « maison », et d'une racine dérivée du substantif « numus », renvoyant au devoir, à l'office, à l'emploi, mais évoquant aussi « la fonction » ou « la tâche »... auquel s'ajoute le suffixe « isme » (dans le sens de doctrine).

L'écomunisme est la recherche du progrès utile à la satisfaction des vrais besoins de l'homme par le respect de son égale différence et l'apprentissage du partage.

Il entend être une réponse nouvelle aux enjeux de classe de la marchandisation absolue d'un capitalisme contemporain en crise généralisée et à la caricature de tous les pseudo-socialismes.

L'auteur n'esquive pas la question de l'apprentissage du partage (curieusement au demeurant puisqu'il a consacré de nombreuses pages à démontrer que la solidarité et le partage sont ... innés). Le partage qu'il entend mettre en œuvre n'est pas un acte de foi mais une fonction. Il est à la fois suppression de l'objectif de la propriété privée et de la concurrence marchande, avec leurs corollaires douloureux (la guerre, les injustices, l'exploitation humaine, l'aliénation sous toute ses formes), et surtout le passage sans lequel rien de vraiment humain ne peut être accompli ou celui à partir duquel se formalise l'idée de libération et de révolution.

P.235, le lecteur trouvera le détail des engagements proposés et que nous résumons simplement ici :

- sortir du capitalisme, vers une société émancipatrice, laïque, internationaliste...
- se réapproprier tous les moyens de production et d'échange,
- combattre le néofascisme, le racisme, la xénophobie, l'intolérance et l'atteinte à la liberté d'expression,
- contribuer à l'autodétermination des peuples et à la fraternité entre tous les hommes et les femmes...
- rejeter toutes les guerres, les subordinations, l'exploitation, tout asservissement...
- placer la dignité, le respect de la personne humaine, la culture, l'éducation, l'esprit de la raison et la démocratie impérative...
- construire une société nouvelle sans classe et sans Etat dans le développement de la pensée marxienne, fondée sur la recherche du progrès vraiment utile à l'homme, l'égalité, la différence et l'apprentissage du partage.

André Prone en appelle à une revivification de la **lutte des classes** ; pour conclure il affirme que le contexte idéologique, sociétal, politique, économique, social et productif, conditionne l'ampleur des luttes et les stratégies d'ajustement pour jeter les bases d'une révolution démocratique en des formes inusitées qu'il conviendra collectivement de retravailler.

Amen, suis-je tenté d'écrire ; car, comment fait-on, fera-t-on... ? L'auteur ne donne aucune boîte à outils.

Renvois

- Suzanne BERGER, *Made in Monde (Variétés économiques)* – FW N°20.
- Dani RODRIK, *Nation et Mondialisations / Les stratégies nationales de développement dans un monde globalisé* – FW N°36.
- Pascal SALIN, *Revenir au capitalisme pour éviter les crises* – FW N°37.
- Mark LEONARD, *Pourquoi l'Europe dominera le 21^e siècle* – FW N°41.
- Jacques BIDET, *L'Etat-Monde / Libéralisme, socialisme, communisme...* - FW N°50.
- Benoît RITTAUD, *La peur exponentielle* – FW N°57.
- Agnès SINAI, *Economie de l'après-croissance* – FW N°58.
- Alain BADIOU, *Quel communisme ?* – FW N°59.

LF

Notre civilisation de classe moyenne est à la croisée des chemins. Alors qu'elle définissait le projet des démocraties modernes, elle fait face à des défis majeurs. La recristallisation en masse des inégalités, la mobilité descendante, l'écrasement du pouvoir d'achat des salaires relativement aux prix des biens immobiliers, la paupérisation de cohortes entières de jeunes surdiplômés et la globalisation porteuse d'une montée aux extrêmes de la concurrence forment ensemble une spirale de déclassement aux effets potentiellement dévastateurs.

Les inégalités de classes et la fracture des générations se renforcent mutuellement : à raison de la dynamique de repatrimonialisation, les écarts au sein des nouvelles générations sont appelés à se radicaliser. Ce sont autant de phénomènes dissimulés sous le voile du déni, qui risquent de réduire à néant l'ambition de laisser à nos enfants un monde meilleur...

Louis CHAUVEL

La spirale du déclassement

Seuil – 2016 – 210 pages

Une fois n'est pas coutume, plutôt que de présenter une NDL personnelle, je propose deux présentations de l'ouvrage parues dans : A/ Le Télégramme du 08 Octobre 2016 – B/ Ouest-France du 14 Décembre 2016.

Néanmoins, j'ai exploré ce que pouvait bien signifier « classe moyenne ». Il en existe trois définitions :

- Selon les fonctions professionnelles : technicien, management intermédiaire, contremaîtres, artisans, indépendants ; soit environ 30 % de la population active en France.
- Un salaire compris entre 80 % et 120 % du revenu médian : 55 à 58 % des Français en feraient partie.
- Le sentiment personnel des intéressés : 68 à 70 % des Français se considèrent comme faisant partie des classes moyennes.

Malgré leurs « accroches » différentes, ces deux articles résument assez bien l'état des lieux. Les fractures générationnelles mises en évidence dans l'ouvrage sont une vérité qui dérange et à ce titre de nombreux « experts » se sont évertués à nier, dénier, voire dénigrer l'indéniable pour accepter l'inacceptable.

« Nous avons formé des générations de jeunes gens perdus dans un Monde sans repères... marquées par le constat d'un échec personnel, alors qu'il s'agit avant tout d'une spirale de déclassement systémique d'une société à la dérive. »

D'après l'auteur, les générations nées après 1970 ont un niveau de vie relatif inférieur de 20 % à celui des enfants du Baby-boom nés autour des années 1948. Et le diplôme ne garantit plus à un jeune une amélioration de son sort par rapport à celui de ses parents.

Dans les deux derniers chapitres, l'auteur replace cette menace de déclassement systémique dans la société française dans un environnement plus large, celui de la complexité d'un monde radicalement nouveau, celui de la Mondialisation.

« Depuis une décennie au moins, nous suivons une pente invisible, douce, et dont il est facile d'imaginer, pour partie, le prolongement. »

C'est une invitation à ceux qui sont intéressés par la réflexion prospective pour envisager d'autres scénarios qui permettraient d'éviter une dynamique d'effondrement qui conduirait à un déclassement civilisationnel.

LC donne quelques idées positives pour éviter que se réalise la « prévision » qu'il prête à Sénèque « *Le progrès veut du temps pour se développer ; la chute vient au pas de course* ». En particulier, il s'oppose à un certain égoïsme générationnel qui correspondrait à la boutade de Woody Allen « *Qu'ai-je à faire des générations futures ? Qu'ont-elles fait pour moi, d'abord ?* »

Encore l'auteur dans son ITW par Ouest-France.

Q/ La première urgence est de reconstruire la vérité, certes, et les médias s'y emploient, mais les dindes ne votent pas pour Noël. Les Français sont-ils prêts à tirer les conséquences d'un diagnostic sans concession ?

R/ *Il ne s'agit pas de dindons mais nous préférons nous mentir plutôt que d'affronter la vérité et nous sommes à la fois les victimes et les acteurs de ce mensonge social. Je crois malgré tout que la société française est prête à sortir du déni. (..) Mais il y a un risque de voir les classes populaires, fortement déstabilisées, mettre au pouvoir ce qu'il y a de plus pervers dans la société française. Face au cumul des déclassements, il est donc vital de résoudre le problème des retraites, de la santé et de l'éducation.*

Note de LF

Je n'ai pas lu le livre recensé ici par PQ. Néanmoins j'ai cru comprendre à ses propos oraux que l'auteur montre des indicateurs existants réellement, mais sans les contextualiser. Il fait visiblement abstraction des choix qui furent fait dans les années 1970-1980 :

- Décisions de la Trilatérale (Fin du fordisme).
- Insertion de l'économie française par les services dans la Mondialisation, avec comme conséquences : faible valeur ajoutée, faibles qualifications, faibles rémunérations...
- Accord implicite des dirigeants du G20 : la stagnation de la situation des classes moyennes occidentales durant le temps de rattrapage des classes moyennes des Pays émergents.

L'auteur de ses lignes affirme aussi que ses enfants et petits-enfants bénéficient d'un niveau de vie et de confort collectif dont il n'avait jamais rêvé dans sa jeunesse (santé, éducation, culture, mobilité...etc...). Il est né en 1947.

Renvois :

- Louis CHAUVEL, *Les classes moyennes à la dérive* – FW N°22.
- Gosta ESPING-ANDERSEN, *Trois leçons sur l'Etat-providence* – FW N°27.
- Julien DAMON, *Questions sociales : analyses anglo-saxonnes* – FW N°35.
- Günter PAULI, *Croissance sans limite (ZERI)* – FW N°36.
- Laure BELLOT, *La déconnexion des élites* – FW N°56.

PQ

Le tripartisme bouscule le jeu politique français, la gauche et la droite étant désormais talonnés par un Front National à 28 %. On prédisait un effondrement de la gauche, mais – première surprise – elle a fait jeu égal avec la droite au premier tour des élections départementales de 2015, puis l’a doublée aux élections régionales de la même année. Deuxième surprise : au second tour, le tripartisme provoque des duels d’une nature inédite. Grâce à une méthode statistique et cartographique nouvelle, Hervé Le Bras passe au crible les résultats électoraux des communes, des cantons et des régions. La formation de « fronts républicains » peut-elle perdurer dans ce nouveau contexte ? Quel est l’impact de la division de la gauche sur cette recomposition ? Quelle est la porosité entre la droite et l’extrême-droite ? Répondre à toutes ces questions, c’est comprendre les bouleversements politiques français depuis vingt ans. C’est aussi définir les termes de la prochaine élection présidentielle et des législatives qui l’accompagneront.

Hervé LE BRAS

Le nouvel ordre électoral

Seuil – 2016 – 140 pages

Quel livre décevant !

La quatrième de couverture du livre annonce une méthode statistique et cartographique nouvelle ; où-est-elle ?

Se référer aux cantons de la Troisième République, est-ce novateur ou révélateur d’une paresse d’analyse ? Les enquêtes (Cevipof et autres) montrent que pour 85 % des électeurs français, le canton n’a aucune signification concrète... même en milieu rural où il pourrait avoir « subsisté » dans les esprits... mais pas dans les faits.

Le plus stupéfiant réside dans les pourcentages présentés qui reposent uniquement sur les suffrages exprimés lors des ED-2015 et ER-2015, alors que l’auteur annonce lui-même que l’abstention est en moyenne de 35-40 % et culmine même à 50 % de temps à autre dans ces deux cas.

Il ne prend donc pas en compte ce que tout chercheur sérieux doit faire : le corps électoral total, c’est-à-dire, dans les Pays modernes qui pratiquent ainsi, toutes les personnes en âge de voter. En France : 48 millions de personnes de plus de 18 ans, dont 4 à 5 millions – apprécions la précision du Ministère de l’Intérieur – ne sont pas inscrites sur les listes électorales. Le fait de ne pas s’inscrire emporte des analyses particulières.

Autrement dit : comme produire des analyses pertinentes en tablant sur la moitié du corps électoral ?

Cela nous semble ou fumeux ou impossible.

Renvois :

- Jean-Marc FERRY, *La république crépusculaire* – FW N°37.
- Hervé LE BRAS, *Le mystère français (territoire et religion)* – FW .N°48
- Gérald BRONNER, *La démocratie des crédules* – FW N°48.
- Olivier CHRISTIN, *Une histoire du vote avant le suffrage universel* – FW N°54.

LF

La Russie fait peur. Un président américain n'hésita pas à parler de l'URSS comme d'un « empire du mal », et la crise ukrainienne a remis cette notion au goût du jour à propos, cette fois, de la Russie. On parle du « pouvoir de nuisance » du Pays alors que d'autres évoquent une « impuissance génétique » des Russes à la démocratie. La Russie de l'ère Poutine ne cesse d'inspirer la méfiance, et jamais son image n'a été aussi négative.

Or, dans le même temps, c'est la Russie elle-même qui a peur.

Vingt-cinq ans après la fin de l'URSS, le Pays, ses élites, sa société civile sont traversés par toute une série de hantises. Les ébranlements successifs traversés dans les années 1980-1990 ont remis en cause bien des certitudes acquises. Et, partagé entre des aspirations réformatrices et la crainte d'une société libérale, le Pays semble tenté par le repli dans un nouvel isolement.

Jean RADVANYI & Marlène LARUELLE

La Russie / Entre peurs et défis

Armand Colin – 2016 – 240 pages

Fort justement, le livre s'ouvre P.6 sur un poème très connu des poètes et des amis de la Russie.

*« On ne peut pas comprendre la Russie par la raison,
On ne peut pas la mesurer,
Elle a un caractère particulier,
En la Russie, on ne peut que croire. »*

Fiodor Tiouttchev

Un Russe sur cinq meurt des suites de sa consommation d'alcool, à quoi s'ajoute le statut peu enviable pour la Russie de leader mondial de la consommation d'héroïne (une place que le Pays partage avec l'Iran). Avec environ 70 tonnes consommées par an, soit près du quart de la consommation mondiale, la Russie compte, selon le service fédéral de lutte contre les drogues, plus de 8 millions de citoyens consommateurs de drogue.

La Russie est un Pays profondément transformé par les flux migratoires, ceux-ci générant des polémiques sur le déclin national. Entre 1991 et 2011, plus de 4 millions de personnes ont quitté la Russie, principalement pour l'Europe, Allemagne en tête suivie des USA, d'Israël et du Canada. Encore, entre 2013-2014, après un ralentissement, on constate de nouveau 122 000 et 186 000 départs. Ces émigrés sont souvent plus jeunes et diplômés que la moyenne des citoyens, contribuant ainsi à la « fuite des cerveaux » qui touche le Pays depuis la chute de l'URSS ; et qui connaît un rebond depuis le retour au pouvoir de Vladimir Poutine en 2012 et les perspectives assombries de « modernisation » du Pays.

Les années – notamment celles de la période Eltsine et du passage brutal d'une économie administrée à une économie de marché libérale – ont été marquées par des angoisses et des peurs. En 2013, le Centre Levada, notait que les peurs des sondés étaient par ordre décroissant la mort de leurs proches (52 %), la guerre ou les pogromes (38 %), de la vieillesse et de la maladie (34 %), de la pauvreté (30 %) et de la faim (20 %), ou encore de l'arbitraire du pouvoir (19 %). En 2014, 77 % avouent une crainte d'une nouvelle guerre mondiale, 71 % redoutent des catastrophes naturelles, et 49 % le durcissement du régime politique. La crise ukrainienne et la

crise économique de 2014 ont assombri les perspectives tant personnelles qu'envers le Pays (55 % craignent pour l'avenir de la Russie). Si les traumatismes principaux sont bien passés, la cohésion exceptionnelle de l'opinion publique autour de son Président ne peut masquer la fragmentation de la société russe en plusieurs réalités parallèles.

Le chapitre sur l'économie est nommé : un syndrome russe ?

Nous y trouvons le serpent de mer du « climat des affaires » et les velléités de lutte contre la corruption. La corruption et l'économie parallèle ont pris une telle ampleur qu'ils sont devenus un facteur de blocage : incertitudes qui pèsent sur la pérennité des entreprises, sur la sauvegarde des bénéficiaires, des droits de propriété ou des brevets ... entraînent une fuite des capitaux et des réticences sérieuses à investir dans des domaines sensibles. En 2013, selon les données de la Banque Mondiale, la Russie se situe au 6^e ou 7^e rang mondial pour son PIB (entre l'Allemagne et le Brésil), mais au 51^e rang mondial pour le PIB par tête d'habitant.

La Russie apparaît aussi comme un héraut des valeurs conservatrices, se mettant en posture critique vis-à-vis des mœurs occidentales considérées souvent comme dépravées. D'où l'importance pour Moscou de cultiver ses nouveaux alliés européens et de consolider des logiques de *soft power* qui lui garantissent des compagnons de route pour les décennies à venir. Ceux-ci sont pour l'instant situés à l'extrême droite et à l'extrême gauche du spectre politique, mais la Russie bénéficie également de soutiens dans des cercles d'affaires et des milieux plus centristes qui ré-émergeront dès que la crise ukrainienne aura perdu en acuité.

Les évolutions démographiques et territoriales vont amener des métamorphoses de la perception, par les citoyens russes eux-mêmes, du rapport entre Russes et non-Russes au sein de la Fédération, entre Moscou et sa masse sibérienne est extrême-orientale, de leur insertion dans l'espace européen.

Le jeu de balancier entre devenir une puissance de second rang rallié aux « intérêts occidentaux » ou le petit dernier de puissances émergentes, Chine et Inde en tête, nécessitera des révisions profondes de la vision qu'ont les Russes de leur place dans le Monde.

Renvois :

- Laure MANDEVILLE, *La reconquête russe* – FW N°32.
- Anne SALMON, *Les nouveaux empires* – FW N°40.
- Laurent TOUCHART, *La Russie et le changement climatique* – FW N°43.
- Pierre BUHLER, *La puissance au 21^e siècle* – FW N°43.
- Georgiy VOLOSHIN, *Le nouveau grand jeu en Asie centrale* – FW N°48.
- Régis GENTE, *Poutine et le Caucase* – FW N°51.
- Arnaud ZACHARIE, *Mondialisation : qui perd et qui gagne ?* – FW N°52.

LF

La globalisation est appréhendée ici comme le moment économique, politique, et idéologique- d'une séquence géopolitique des rapports sociaux.

L'auteur critique d'abord les ruptures que la globalisation actuelle introduit dans ces rapports. Les unes sont liées à une domination des rentes et de la valeur de l'argent, alors que d'autres sont davantage inscrites dans une histoire des impérialismes ou des colonisations. Leur rencontre est d'autant plus inédite qu'elle porte les prémises d'une «désoccidentalisation» du monde.

L'auteur brosse ensuite les perspectives d'une autre globalisation contre les politiques identitaires, ou celles qui prônent une compétitivité entre économies nationales. Il propose au contraire d'engager des chantiers transnationaux de coopération au service du développement durable et du bien commun, en privilégiant de vastes territoires comme l'espace méditerranéen.

Roland GUILLON

Pour une autre globalisation

L'Harmattan – 2015 - 245 pages

Pour parler de la globalisation, l'auteur se penche particulièrement sur trois types d'activités; les syndicales, les politiques et les artistiques. Prenant de la distance avec l'approche pour laquelle la globalisation déboucherait sur une homogénéisation sociale à l'échelle mondiale, il prône une étude multidimensionnelle car la globalisation n'élimine pas les formes anciennes des rapports sociaux.

Le processus de globalisation initié par les pouvoirs économiques et politiques entraîne une diffusion des modes de production et de consommation occidentaux mais favorise aussi l'expression de communautés non occidentales. Il est nécessaire de situer les règles et les rôles de ces trois activités et d'interroger leur valeur économique autant que morale et même symbolique pour l'activité artistique.

L'activité syndicale incarne les fonctions de représentation collective des forces de travail. Le mouvement syndical se heurte à des remises en cause des cadres nationaux dans la définition des règles du travail.

L'activité politique est définie par rapport à la conquête et à l'exercice du pouvoir de l'état. Les rapports entre le politique et l'économique évoluent entre un resserrement des liens au nom de l'intérêt général et un desserrement au nom du libre échange.

L'activité artistique est le support et le révélateur de l'imaginaire d'un groupe ou d'une société.

Pour l'auteur, les Etats perdent de leur souveraineté face aux pressions des pouvoirs économiques et financiers partisans du libre-échange.

Les droits fondamentaux du travail sont défendus par les syndicats mais aussi par des ONG qui utilisent d'autres moyens de pression.

En Europe, la sous-traitance comme l'externalisation court-circuitent la chaîne des droits. En Afrique, la guerre civile place des travailleurs dans des zones de non-droit hors de toute protection.

La «modernisation» des économies conduit les Etats à se défausser des activités rentables susceptibles d'être prise en charge par le marché. Dans les pays en développement les restrictions opérées sur l'emploi public, suivant les recommandations du FMI ont pour effet

de relancer les activités informelles avec leurs lots de réseaux mafieux. La rente prospère sur la base de prélèvements opérés sur l'exploitation des matières premières et des productions agricoles d'exportation qui nourrissent tout un pan du marché spéculatif.

Pour l'auteur, on assiste au reflux des formes de négociations collectives susceptibles de faire avancer les droits sociaux dans les pays du sud.

Face à la déréglementation mondiale, il est nécessaire d'intégrer de nouvelles manières de penser jusque dans la sphère des loisirs. Dans le domaine artistique, avec la valorisation du gain d'argent, le divertissement prend la place de la création.

S'appuyant sur deux concepts; les classes sociales et les communautés, le sociologue interroge les rapports entre l'individu et le collectif pour saisir les zones de tensions.

Les cinq pays membres permanents de l'ONU sont les principaux vendeurs d'armes du monde. La globalisation a favorisé les liens entre les fonds d'investissements privés et les activités militaro-industrielles. Cela représente une pénétration des intérêts économiques dans les agendas de souveraineté politique.

La globalisation soumet au marchandage et au régime de l'appropriation, des champs du vivant comme la biodiversité végétale ou la génétique animale et humaine. L'appropriation plus large de biens vitaux comme l'eau, les aliments est autant plus violentes qu'elle s'effectue en parallèle à une croissance et à une urbanisation de la population.

De plus, la responsabilité et la compétence sont soumises aux canons de la compétitivité. Le travail collectif, contré par des formes individualisantes de contrôle, n'est pas valorisé. Les rapports parlent de «capital humain» comme de «minerai» pour la viande. L'idée d'«employabilité» rend la personne responsable de son niveau de compétitivité.

La valeur d'usage d'un produit se réduit à sa valeur marchande, ce qui tend à aligner la conception d'un produit sur la projection de sa réussite commerciale.

Les sociétés civiles aujourd'hui sont traversées par des réseaux formels et informels mais aussi nationaux et transnationaux. On observe actuellement un reflux des formes d'identification de classe et une montée des formes communautaires ainsi qu'une diversification des modes de conflictualité. L'une comme l'autre sont le terrain de tensions pour chaque individu.

Les politiques de traitement local des demandeurs d'emploi, entreprises par les gouvernements de droite comme de gauche, en parlant d'ajustement et de coût, ont vidé les représentations de la vie économique de toute consistance politique. Le mouvement syndical propose de s'appuyer sur le «droit à l'emploi» pour contrer la prégnance des conceptions de compétitivité. Il cherche à défendre l'idée de participation à la définition des objectifs de l'entreprise et celle de cohésion sociale

Le sociologue doit tenir compte de la singularité artistique sans refouler les interactions qui la relie à la société. Le jazz des années 60 aux Etats Unis illustre cette fusion entre des composantes esthétiques et sociales, à la fois communautaires et cosmopolites. L'artiste se doit de transcender les canons dominants. Quelle place y tient la libre concurrence et la profitabilité financière ?

L'intérêt général est supposé être défendu par l'état mais la conception de celui-ci est variable, fonction de l'évolution des expressions identitaires et politiques. L'idéologie du service public inspirée de celle de l'intérêt général ou du bien commun est aujourd'hui liée à l'idéologie du marché et tend à mettre l'utilisateur en situation de client.

Pour l'auteur, les syndicats sont sensibles au développement durable et prennent en compte les registres aussi bien économique et politique qu'écologiques. Ils luttent contre l'externalisation des coûts résultants des dégâts ou des pollutions, sur la collectivité. Passant de la sécurité de l'emploi à la «flexisécurité» pour explorer la notion de risque, l'auteur fait référence aux idées de U. Beck sur l'importance grandissante de la dimension assurancielle et

donc de la responsabilité individuelle.

Le concept actuel de gouvernance pour parler de la manière de gérer l'entreprise étouffe l'idée de développement social et s'éloigne de l'idée de bien commun qui se transforme alors en régulation de la coexistence d'intérêts particuliers. De même en d'autres lieux, la mise en avant du micro crédit comme moyen de sortir de la pauvreté place les personnes dans des positions individuelles de responsabilité et fait l'impasse sur les rapports de production.

La montée de la pratique religieuse dans les pays de l'est d'Europe peut être comprise comme liée à une extension de la liberté d'expression mais aussi comme une compensation face aux bouleversements sociaux liés à l'introduction de la concurrence économique.

Comme pour les conceptions scientifiques qui sont passées de l'idée que la nature est un ordre à l'idée de diversité et de désordre, l'art contemporain a intégré la notion de chaos pour dynamiser une vision statique des harmonies et des rythmes. Cette rupture a été suscitée par l'ouverture de l'imagination à d'autres univers tel le monde scientifique ou les civilisations asiatiques, océaniques, africaines.

Des espaces de créativité autonome ont résisté aux pressions tant religieuses que politique ou économique. Actuellement, la globalisation financière exerce une pression intense à travers la diffusion des œuvres. Des réseaux existent entre les fonds financiers, les espaces d'exposition et les salles de ventes. Hong-Kong et Pékin se révèlent de nouvelles places du marché de l'art.

L'auteur espère une orientation vers une autre globalisation.

Il insiste sur l'importance de la création artistique comme vecteur d'expression symbolique des forces sociales. L'intérêt pour l'idée de capital social a permis de voir d'autres liens que les liens financiers, professionnels ou corporatistes. Il se retrouve aussi bien dans la famille, l'école, l'entreprise. Cette notion ne refoule pas les tensions entre capital et travail, mais permet d'envisager des rapports sociaux plus larges.

Dans le cadre de la globalisation, un modèle comme la cogestion qui comme en Allemagne permet des négociations entre employeurs et syndicats abordant des domaines comme l'emploi mais aussi le partage de la valeur ajoutée et les investissements, se trouve fortement remis en cause. De même le courant de l'autogestion d'actualité dans les années 70, a été largement submergé par la globalisation financière. Un avatar inspiré de la philosophie pragmatique et utopique est de vouloir resserrer la production et la distribution en vue de satisfaire des besoins collectifs sous forme d'échanges solidaires mais les formules proposées ont du mal à décoller d'un palier local.

La relation établie entre la recherche, le progrès technique et l'activité ne s'inscrit pas seulement dans une approche économique, elle participe à la philosophie de la société. La recherche du bien commun impliquerait de projeter ces questions de progrès technique et d'innovation à une échelle territoriale susceptible d'être efficace.

L'auteur évoque les diverses contorsions qu'effectue le parti socialiste français et les syndicats pour coller à une idéologie antérieure tout en se pliant aux dictats de l'économie transnationale. La situation des partis socialistes européens n'est guère plus brillante.

Ces évolutions aboutissent à polariser les vertus de l'action publique sur la recherche d'une pseudo-valeur qu'est la croissance et repoussent comme utopiques des objectifs comme la réduction des inégalités ou la transformation du travail.

Nombre d'entreprises privilégient la recherche-développement au détriment de la recherche fondamentale. L'état se retrouve seul pour financer cette dernière dans le cadre militaro-industriel. L'électronique militaire et le traitement de l'information sont les principales cibles de cette recherche.

Dans le domaine de la créativité artistique s'appuyant sur son étude du jazz des années 50-60, Roland Guillon pense qu'actuellement les échanges entre musiciens de jazz sont plus superficiels. On peut même parler de fausse hybridation comme certains traits d'une world music qui mêlent des inspirations diverses au gré des labels discographiques. L'auteur, sans vouloir présager de l'évolution de l'union européenne et de la zone euro, ne se satisfait pas d'une politique qui n'ouvre pas d'horizons, par exemple vers l'Orient ou l'Afrique. Pour lui les activités artistiques permettent de tester les rapports entre l'ouverture, le cosmopolitisme et l'approfondissement.

Face à un reflux de l'innovation au profit d'une vision marchande à court terme de la part des dirigeants européens, l'auteur s'intéresse à l'idée d'une très grande Europe qui inclut tous les pays riverains de la Méditerranée et qui se propose de favoriser des politiques de recherche fondamentale et de ré-industrialisations.

Pour l'auteur, l'action publique doit servir les droits et donc s'opposer aux activités informelles et leur financement. Elle doit aussi se pencher sur la consommation d'énergie et les pollutions qui découlent de l'industrie; elle doit rechercher la sécurité des produits ainsi qu'une nouvelle approche de leur durée de vie.

La formation donne lieu à des investissements de la part des fonds de pension, aux dépens du bien commun, en s'appuyant sur l'idée, en cette période de chômage de masse, de formations adaptées au marché. Comment concevoir des programmes de formation transnationaux alors que la compétitivité inter-Etats est à l'œuvre. L'auteur questionne l'idée selon laquelle les pays technologiquement avancés devraient tout faire pour conserver cette avance.

Il reprend le thème de l'unité historico géographique des rives de la Méditerranée et réfléchi aux formes de coopération scientifiques et technologiques à mettre en place pour faire par exemple face à la pollution de cette mer fermée. Il questionne les fonctions parfois opposées qu'occupent les diasporas, agent de développement autant qu'instrument d'ingérence.

Sortir du cadre national concerne aussi la création et nombre de musiciens contemporains ont dans le jazz pratiqué des ouvertures en la matière d'harmonie et de rythme avec toute la complexité qu'implique une innovation qui intègre des éléments extérieurs à un terreau qui reste vivant.¹⁸¹

L'auteur souhaite situer par une approche sociologique des rapports sociaux, la «désoccidentalisation» du monde dans le cadre de la globalisation financière et d'un mouvement de recul de l'hégémonie des États occidentaux, tenant compte de l'implosion du bloc soviétique, de l'effondrement de l'Irak et de la Syrie et du poids de l'OTAN. à son avis, l'énormité du poids de la globalisation en regard de celui de toute négociation avec les syndicats paraît sans appel. Une vision globale, en termes d'intérêt général ou de bien commun, souvent nationale est soumise à une échelle transnationale. Le modèle de l'état social est battu en brèche.

Pour lui, la sociologie doit s'ouvrir à la pluridisciplinarité, croisant ses valeurs avec celles de l'histoire, l'économie politique...

En conclusion, R Guillon propose d'essayer un autre type de globalisation plus en phase avec le bien commun, celui-ci ne correspondant pas à une homogénéisation mais devant créer de nouveaux espaces de coopération. Les acteurs de la globalisation et leurs relais politiques suscitent contre eux des formes de mobilisations hostiles. Les unes portent en elles les réactions de colère et de désespoir face au reflux de la valeur travail, tandis que d'autres revendiquent un retour à des valeurs ethniques ou religieuses intégristes. Les valeurs républicaines et sociales sont assimilées au creuset du libéralisme.

L'intervention publique dans une approche plus large devrait lancer de grands chantiers inter-états au service du bien commun et de la durabilité par exemple dans le bassin méditerranéen. Du levant au Sahel, la résurgence des valeurs les plus traditionnelles inspire des confrontations violentes contre les valeurs occidentales et le pouvoir local souvent relai de ces valeurs. Mais définir les valeurs du bien commun impliquent une lecture critique des droits de propriété et une attention à l'histoire en longue période.

L'auteur propose trois socles : la valeur travail, celle de l'éducation et celle d'une éthique de justice. Pour inventer de nouvelles perspectives, il espère une prise de conscience d'une partie des dirigeants et des créateurs avec l'apport consistant d'une mobilisation collective s'appuyant sur des aspirations. Instaurer et multiplier des coopérations dans une perspective cosmopolite lui paraît une nécessité.

Renvois :

- Dani RODRIK, *Nations et mondialisation* – FW N°36.
- Frédéric MARTEL, *Mainstream / Industries culturelles mondiales* – FW N°37.
- Mark LEONARD, *Pourquoi l'Europe dominera le 21^e siècle* – FW N°41.
- Edwin ZACCAI, *25 ans de Développement Durable, et après ?* – FW N°42.
- Gérard CHALLIAND, *Vers un nouvel ordre du Monde* – FW N°48.
- Alan WEISMAN, *Jusqu'où pourrons-nous être trop nombreux ?* – FW N°53.
- Franck BIANCHERI, *Crise mondiale – En route pour le Monde d'après* – FW N°55.

ALL

Quand et où le capitalisme est-il né ? Est-il le fruit de circonstances favorables ou a-t-il émergé grâce à la volonté des hommes ? Relève-t-il de la marche inéluctable vers un progrès inévitable ? Est-il forcément lié à l'Occident et à la démocratie ou peut-il s'épanouir ailleurs et sous d'autres formes ?

De l'Angleterre du 17^e siècle à la Chine du 21^e siècle, l'auteur retrace l'histoire de ce modèle devenu le fondement de nos sociétés modernes, source de changements et de renouvellements permanents, parfois restreints et prévisibles, parfois profonds et incontrôlés.

Elle s'attache à démontrer que le capitalisme est avant tout un phénomène culturel quand les économistes, avec leurs modèles mathématiques, l'entourent de l'aura mystique d'un mécanisme autonome. Il nous serait donc possible de modéliser ce formidable système de production de richesse pour qu'il soit au service des hommes et non au service de l'argent.

Joyce APPLEBY

Capitalisme : Histoire d'une révolution permanente

Piranha – 2016 – 525 pages

Ouvrage majeur !

Dès la page 24, le ton est donné, l'auteur appuyant les découvertes de Max Weber. Selon ce dernier le capitalisme moderne fut un sous-produit de La Réforme. Cette morale de l'effort allait se nicher dans tous les recoins de la société ordinaire, un utilisant le scalpel de la rationalité pour exciser les appendices de la religion papiste. Ce qui transforma les habitudes, c'est la moralité et la rationalité que les puritains introduisirent dans le monde du travail, conférant au travail une valeur religieuse que les aristocrates lui avaient refusée.

Parce que le capitalisme naquit en Angleterre avec la convergence d'améliorations de l'agriculture, d'explorations autour du Monde et de progrès scientifiques, le capitalisme est entré dans l'Histoire avec l'accent anglais et a suivi les traces conquérantes que l'Angleterre laissa sur la Planète au 18^e et 19^e siècles.

Pour JA, **le capitalisme est un système culturel** enraciné dans les pratiques économiques qui s'articulent autour de l'impératif de réaliser un bénéfice, pour les investisseurs privés. La recherche du profit encourage en général les méthodes de production efficaces : division du travail, économies d'échelle, spécialisation, expansion du marché des biens produits et, surtout, innovation. Parce que le capitalisme est un système culturel et pas seulement économique, il ne peut s'expliquer uniquement par des facteurs matériels.

Sur la question démographique qui se pose avec acuité de nos jours, l'auteur montre que vers le milieu du 17^e siècle, la population et les prix avaient cessé de grimper pour reprendre leur escalade après 1730. La population mondiale avait augmenté et diminué au cours de trois millénaires, mais à partir de cette date repère du milieu du 18^e siècle, elle n'a plus cessé d'augmenter jusqu'à nos jours...

Sur les facteurs de production, JA apporte des informations inédites, ou en tout cas peu répandues. Avec l'essor du capitalisme, deux réalités économiques majeures incitaient à découvrir des moyens de consommer moins de main-d'œuvre : des salaires élevés et le coût très bas du charbon. Il paraît contradictoire que les salaires aient pu être élevés alors qu'il y avait tant d'hommes et de femmes dont on n'avait plus besoin dans les champs. En Angleterre, pourtant, les travailleurs étaient payés bien plus que dans n'importe quel autre Pays d'Europe,

ou que n'importe où dans le Monde. Cela peut être attribué au nivellement de la croissance démographique au cours du 17^e siècle et à l'essor d'autres types d'emplois.

Pour l'auteure, ce n'est pas l'intelligence supérieure d'une civilisation qui mena à la révolution industrielle (qu'elle rebaptise fort opportunément « évolution » tant les étapes furent lentes, nombreuses, étalées dans le temps de plusieurs siècles), mais l'association favorable de la curiosité pour la technique, des possibilités économiques, et d'un environnement social incitatif. Il fallut que l'intelligence et le savoir opèrent dans une société qui les encourageait à s'appliquer aux processus de production. Il fallait aussi que les individus aient toute liberté de procéder à des expériences et que les autorités n'aient pas la pouvoir de détourner les esprits curieux de leurs domaines de recherche, ou de punir par la loi ou les préjugés ceux qui osaient des innovations pouvant perturber le travail traditionnel.

*En parlant de la conquête de l'Ouest aux USA, elle remet les pendules à l'heure. Certes la **Californie** est connue pour la Silicon Valley et ses champions des industries numériques ; cependant, sa verdoyante Vallée centrale reste encore aujourd'hui l'un des principaux exportateurs mondiaux de coton, de légumes, de bétail, de volaille, de noix et de fruits.*

Avec l'essor de l'industrie britannique, de nouveaux Pays entrèrent progressivement dans le mouvement ... jusqu'à concurrencer les pionniers. L'Angleterre avait lourdement investi dans son industrie textile de pointe, mais la réussite avait rendu timide sa classe entrepreneuriale. Les investisseurs anglais cherchaient des occasions ailleurs. Les USA et l'Allemagne en profitèrent. Ils purent s'introduire dans de nouveaux secteurs et puiser dans les réserves de capital en quête d'investissements prometteurs. La construction de la nation, importante pour les deux Pays tout au long du 19^e siècle, servit de catalyseur au développement économique. L'Amérique possédait un solide esprit d'entreprise et un vaste continent prêt à être cultivé. En Allemagne, une classe montante d'industriels était prête à intégrer la nation qu'avait fait naître les aristocratiques junkers. Les deux Pays étaient riches en ressources naturelles indispensables à la construction ferroviaire et à l'industrie lourde. Leurs habitants excellaient dans l'art de copier et d'adapter les inventions anglaises. Et surtout, ils se mirent à innover, en chimie, en électricité et en construction automobile. Rétrospectivement, il semblait prévisible qu'ils dépassent la Grande-Bretagne. L'économie britannique ne déclina pas ; elle perdit simplement sa position relative tout en conservant un degré élevé de productivité, comme les Néerlandais auparavant. **Pourquoi la France ne se joignit-elle pas à la fête ?** C'est un mystère.

Sur Karl Marx.

Celui-ci voulait bâtir une société sur la base des richesses capitalistes afin de nourrir l'ensemble de la société. Il n'avait pas prévu le danger qu'il y avait à unir pouvoir politique et pouvoir économique sous la forme de la propriété d'Etat. Cette forme ossifie les programmes et crée une classe dirigeante indifférente à la volonté populaire. Pourtant, la question abordée par Marx continue à se poser : comment faire en sorte que les richesses générées par le capitalisme améliorent les chances de tous, y compris pour le milliard du bas ?

Une révolution permanente, oui, mais pas irréfléchie.

Renvois :

- Valérie CHAROLLES, *Le libéralisme contre le capitalisme* – FW N°23.
- Günter PAULI, *Croissance sans limite* (ZERI) – FW N°36.
- Paul JORION, *Le capitalisme à l'agonie* – FW N°41.
- Aldous HUXLEY, *La science, la liberté, la paix* – FW N°48.
- Jacques BIDEET, *L'Etat-Monde / Libéralisme, socialisme, communisme...* - FW N°50.

LF

Info, intox ? Complot, rumeur ? La désinformation serait partout, et la vérité nulle part. Ces questions obsèdent nos sociétés où il semble qu'en ligne tous puissent s'exprimer et que rien ne doive rester caché. Pourtant la désinformation a une histoire. Elle s'exprime pendant la guerre froide et accompagne la mondialisation, avant que le Web et les réseaux sociaux ne lui ouvrent de nouveaux horizons.

En explorant les mécanismes de ce qui nous abuse et que nous refusons parfois de croire, des systèmes de pouvoir apparaissent et de nouvelles formes d'idéologie se manifestent. Quand la vérité des faits devient l'objet central de nos luttes, la désinformation est plus qu'une question morale : elle est un enjeu stratégique.

François-Bernard HuYghe

La désinformation, les armes du faux.

Armand Colin – 2016 - 190 pages

L'ouvrage de François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'IRIS cherche à déconstruire l'idée de désinformation en la situant dans son contexte d'apparition (la guerre froide), ses méthodes ou procédés, et ses usages, qu'ils soient profanes ou (géo)-politiques. La difficulté et l'ambition tiennent précisément dans ce pari de définir l'objet, vu du côté des stratégies de la guerre d'influence. Mais aujourd'hui la désinformation semble être partout. Au point de se voir assimiler selon les cas, au mensonge politique, à une présentation biaisée de la « réalité », des « évènements », voire une manipulation médiatique. Et ce, avant même que les réseaux sociaux et L'Internet n'amplifient le phénomène et la confusion entre ce qui est encore « crédible » au vu de la crédibilité même des sources et des émetteurs qui cherchent à « faire croire que... », par l'usage de preuves, qui peuvent s'avérer fausses à l'analyse ou après-coups. Ce qui incite les médias à mettre des contrefeux de « fact-checking » (cf *Les Décodeurs* du Monde ou la rubrique *Désintox* de Libération). La défiance généralisée vis-à-vis des médias comme des politiques n'aide pas à clarifier la situation, ni à faire émerger la « vérité ».

Pour François-Bernard Huyghe, « *la désinformation consiste à propager délibérément des informations fausses, prétendues de source neutre, pour influencer une opinion et affaiblir un camp* ». Il s'agit donc d'un projet économique, géopolitique ou idéologique au service d'un pouvoir, d'un Etat ou d'un camp dans le cas d'un conflit (guerrier ou non).

La désinformation suppose donc des méthodes, des dispositifs dans une configuration conflictuelle. La désinformation serait à situer entre le simple mensonge et la manipulation ; elle utilise les outils de la persuasion, de la rhétorique, de la propagande et de l'influence. Forte de ses 3 composantes (sémantique, rhétorique et médiologique), les promoteurs de la désinformation cherchent à modifier les rapports de pouvoir *via* des représentations volontairement faussées, grâce à des technologies de simulacre et des politiques de l'illusion pour « faire croire que ». La désinformation est à la fois une intention, un projet (assimilable à de la propagande) et un résultat espéré auprès de la cible ennemie dont on cherche l'affaiblissement moral.

L'histoire regorge de falsifications historiques, de fausses victoires (dont Marignan !) et ce, dans tous les régimes, avec des techniques rhétoriques éprouvées (renversement de la charge de la preuve, exagération des conséquences...). Apparue plus tard (en 1790) la propagande a pour objectif de faire adhérer ; elle sera théorisée grâce à l'usage des sondages et des médias de masse (cf *Le viol des foules* de Thackhotine paru en 1939).

Les conflits intègrent une dimension de guerre psychologique pour déstabiliser l'ennemi (annonce de faux lieux de débarquements lors de la seconde guerre mondiale), attribuer des massacres à l'ennemi (massacres de Katyn en Pologne en 1940) ou créer des tensions pour renverser des gouvernements. « *La vérité est la 1^{ère} victime de la guerre* », disait Churchill. La guerre de l'information tendra à attribuer la désinformation plutôt au bloc de l'Est lors de la guerre froide et plus tard à la chute du bloc soviétique et des régimes totalitaires de l'Est. Au risque de quelques bavures notoires, comme les charniers fictifs de Timisoara, de la fin de Ceausescu.

Plus récemment, l'opération « Tempête du désert » (1991) verra apparaître un nouveau type de guerre « propre » sans images et sans cadavres. Pas question de renouveler l'erreur du Viêt-Nam attribuée à la couverture des médias. Cette fois, le travail d'occultation sera peaufiné pour légitimer l'intervention armée devant la criminalité de l'ennemi. Les combattants seront accompagnés d'agences de relations publiques, appuyées de l'avis de « spin doctors ».

Chaque conflit devient le théâtre d'imputation de crimes, comme le conflit yougoslave attribué aux Serbes, auteurs de purification ethnique. La seconde guerre du Golfe (2004) donnera un autre exemple de falsification historique avec l'argument choc des armes de destruction massive attribuées à l'Irak pour justifier une nouvelle intervention et la chute du régime de Saddam Hussein... Le travail de désinformation en aval cumulera des photos satellites, de multiples rapports sur la présence d'armes chimiques et biologiques avec le soutien de groupes politiques, de centres de recherche, de think tanks et des médias. On connaît la suite...

Grâce au numérique et à L'Internet, les techniques d'illusion sont nombreuses et à portée de clic ou de souris à la fois sur les textes (copié/collé) et les images (Photoshop), au niveau de l'émission comme de la diffusion de désinformation à travers les réseaux sociaux. Les techniques d'illusion, de falsification, de cyber-attaques, de simulacres numériques, de plus en plus sophistiquées, entraînent par réaction des technologies de contournement, de libération, de défense et de vérification (chasse aux rumeurs ou *hoax*).

On assiste ainsi à démocratisation de la désinformation, mais aussi de la vérification et de la paranoïa complotiste... Les réseaux du faux ont leurs supporters, leurs usines à faux pour créer de faux « amis »/*friends* (likés), de faux « *followers* », de faux émetteurs (de faux), des simulacres d'information (faux comptes, algorithmes de faux). Conséquence : les réseaux sociaux peuvent à la fois être à l'origine d'intelligence collective ou de renforcement de communautés de plus en plus fermées, des « bulles » aveugles (« entre soi »), par solidarité victimaire. Il faut rajouter la guerre de l'attention pour être visible (référencement) et orienter le débat rhétorique et politique, avec l'appui des réseaux sociaux.

Les nouveaux pouvoirs contemporains et les conflits correspondants s'organisent autour de valeurs liées aux marchandises, mais aussi à l'(e-)réputation, et aux promesses qui appellent des croyances en leur réalisation. C'est là qu'interviennent les outils de la guerre économique offensive ou défensive (espionnage, sabotage, influence, corruption...). La communication fait place aux stratégies d'influence pouvant conduire à des stratégies manipulatrices de décrédibilisation de mouvements d'opinion et de production de « doute » (cf industrie du tabac). Les techniques de guerre sont basées sur les 4M de Régis Debray : le Message (convaincant), le Médium (à bonne portée), le Milieu (réceptif) et la Médiation (relais), sans chercher à restituer la réalité, mais en créant une nouvelle. Faut-il dès lors des instances, voire des Ministères de la Vérité pour se désintoxiquer des officines (dont certaines étrangères). La référence complotiste - et conspirationniste - est omniprésente.

Dans ce contexte, la contre-désinformation tend à se développer sur un modèle inquisiteur et moralisateur. Les théories de complot sont de plus en plus invoquées pour expliquer ou justifier des interprétations de la réalité ; elles représentent une menace pour la démocratie. Car les accusations de mensonges, d'interprétations erronées ou biaisées par la vision idéologique sont elles-mêmes paralysantes et incapacitantes, qu'elles viennent de la droite (peur de l'autre) ou de la gauche (peur du progrès et de la mondialisation). « *L'idéologie détermine autant la résistance aux faits qui la contredisent que leur interprétation comme tromperie* ». L'idéologie s'oppose ici au réel pour faire oublier les victimes (version de droite) ou dans une version falsifiée imposée aux masses pour les aliéner (version marxiste). L'auteur développe alors deux théories, celle du déni (celle des élites, bénéficiaires du système) et celle du délit (des opposants au système). L'auteur conclut : « *Que faire, sinon apprendre à reconnaître les méthodes et les constantes du faux, au prix de la méfiance et de l'effort ? Bienvenue dans le brouillard du réel* ».

L'ouvrage est riche dense, parfois confus, mais soulève de vraies questions dans un monde (politique et économique) soucieux de transparence et de responsabilité. Mais l'idéologie est toujours à l'affût ; raison de plus de s'en méfier et de rester vigilant.

Renvois :

- Pascal JOSEPHE, *La société immédiate* – FW N°28.
- Gérard AYACHE, *Homo Sapiens 2.0 (Hyperinformation)* – FW N°31.
- Etienne DUBUIS, *Sale temps pour le GIEC (Du Nobel aux affaires)* – FW N°39.
- Bertrand LEMARTINEL, *Et l'homme créa la Terre...* - FW N°47.
- Philippe VAL, *Malaise dans l'inculture* – FW N°56.
- Julia CAGE, *Sauver les médias* – FW N°56.
- Fathallah DAGHMI, *Médias et changements* – FW N°58.

RM

Lorsque l'on évoque le terme de cluster (grappe industrielle ou pôle de compétitivité), c'est le fabuleux destin de la Silicon Valley qui vient à l'esprit. Cette dernière est devenue un lieu de pèlerinage pour des délégations d'entrepreneurs et de décideurs publics, les premiers cherchant à y percer les secrets de la créativité, les seconds espérant y découvrir les formes d'incitations publiques pour retrouver le chemin de la croissance.

Mais connaît-on vraiment la mécanique complexe des clusters ? Quels outils possèdent la science économique et d'autres disciplines connexes pour analyser leurs performances ? Le rendement de la dépense publique en faveur des clusters est-il à la hauteur ?

Jérôme VICENTE

Économie des clusters

La Découverte – 2016 – 125 pages

Quelques éléments chronologiques de la théorie des clusters :

> 1890. Alfred Marshall, professeur d'économie au King's College of Cambridge décrivait les avantages de la concentration des entreprises dans un lieu où « *Les gens exerçant la même profession trouvent de grands avantages à être voisins. Les secrets de leur métier ne restent pas mystérieux mais sont là, comme flottant dans l'atmosphère. Si un homme a une idée nouvelle elle est reprise par les autres et combinée avec celles qu'ils ont eux-mêmes, donnant ainsi naissance à d'autres innovations.* »

Pendant près d'un siècle, les idées de Marshall ont été oubliées et l'attention a été portée vers les grandes entreprises, facteur de croissance et de compétitivité.

> Années 1960. La Silicon Valley située au Sud de San Francisco s'impose comme l'eldorado des nouvelles technologies.

> Années 1970. L'attention est attirée par la vitalité économique de certaines régions du Nord de l'Italie, caractérisées par une spécialisation industrielle. Ce sont les fameux Districts Italiens. On y retrouve les « districts » de Marshall.

> Années 1980. Développement des Technopoles à travers le Monde, basées sur le principe de la « fertilisation croisée » entre laboratoires de recherches, les entreprises et les financeurs publics. En Bretagne, 1984, création de Rennes-Atlante ; 1987, création du Pôle d'Innovations Quimper-Atlantique.

> Années 1990. Le concept de *cluster* s'impose dans la littérature suite aux travaux de Michael Porter, professeur de management à Harvard. Pour MP, « *Un cluster se définit comme une concentration géographique de firmes et d'institutions reliées entre elles et opérant dans un domaine particulier.* »

> 2005. Suite à appel à projets, l'Etat français labellise quelques 70 Pôles de Compétitivité dont quatre en Bretagne.

Pour l'essentiel, l'ouvrage de JV rend compte des très nombreux travaux académiques des économistes et des géographes qui ont travaillé sur la théorie et la formation des *clusters* à travers le Monde. On trouve ainsi mêlés des **réflexions théoriques et des preuves empiriques**

sur les raisons de la localisation des entreprises (Matières premières, main d'œuvre qualifiée ou abondante, coût et disponibilité de l'immobilier, fiscalité, réseaux, présence de laboratoires de recherches ou d'Universités...).

Il paraît donc évident que les *clusters* sont des réalités complexes qui peuvent être très différentes d'un cas à un autre et que le concept va bien au-delà de la coopération entre proches voisins. L'auteur avoue lui-même « *Si l'ensemble des approches développées résistent assez bien aux nombreux textes empiriques, il n'en demeure pas moins que la construction théorique s'appuie sur des concepts qui, par certains côtés, apparaissent comme des boîtes noires et suscitent des interrogations.* »

Il est certain que, si pour l'auteur il est difficile de concentrer et de résumer en 100 pages les 130 références bibliographiques de toutes origines, il est bien difficile pour le lecteur de suivre, de comprendre et d'assimiler toutes les considérations, si intéressantes soient-elles, développées dans le livre.

Nous retiendrons que les *clusters* (variés) sont des places mais aussi des structures avec des localisations élargies qui sont incontournables pour l'innovation et la croissance. Mais leur existence n'est pas sans poser des problèmes, par exemple sur leur adaptabilité et performance à long terme ; systèmes complexes, ils peuvent aussi être fragiles : évolution des marchés, évolution des technologies, défaillance des effets de réseau, abondance ou absence de financements publics.

Il est donc nécessaire d'avoir une **évaluation objective de leur fonctionnement**. On peut retenir des critères pour cela : pertinence du réseau d'entreprises / organismes ; développement endogène ; nombre de start-up créées et nombre de brevets déposés, nombre de projets de recherches labellisés ; développement exogène par l'attractivité du cluster et l'implantation de nouvelles entreprises externes.

Le dernier chapitre « Opportunités et faiblesses ». Malgré les effets positifs, il y a aussi des aspects controversés, comme le faible rendement de la dépense publique ; inégalités entre les territoires voire inégalités dans un cluster donné, conférant à la difficulté d'avoir un développement harmonieux. JV consacre aussi un encadré à la face sombre de la Silicon Valley : vallée des inégalités ; augmentation du prix de l'immobilier ; absence de logements populaires ; augmentation des sans-abris ; difficultés de professions intermédiaires... Tout n'est pas rose dans la Vallée de L'Innovation.

Renvois :

- Pierre MUSSO, *L'imaginaire au service de l'innovation* – FW N°19.
- Nicolas MOTTIS, *L'art de l'innovation* – FW N°32.
- Michel BERRY, *Les vrais révolutionnaires du numérique* – FW N°37.
- Olivier BOMSEL, *L'économie immatérielle* – FW N°38.
- Eric DUPIN, *Les défricheurs (La France qui innove)* – FW N°55.
- Sandrine CASSINI, *Bienvenue dans le capitalisme 3.0* – FW N°58.

PQ

La Californie, où sont nés Internet et les technologies qui ont bouleversé notre monde, est au cœur de l'économie mondiale. Elle est aussi le lieu où s'inventent un nouveau modèle de société et un autre imaginaire politique.

Fondée sur la collaboration et le partage, valorisant l'innovation, l'entrepreneuriat et l'association, cette société nouvelle offre au reste de la planète l'image d'un avenir possible.

Monique Dagnaud invite dans ce livre à examiner de plus près ce défi lancé par la Californie, et à mesurer aussi ce que cet esprit collaboratif peut apporter de neuf à notre pays.

Une analyse du phénomène californien, jamais encore menée en France.

Monique Dagnaud

Le Modèle californien / Comment l'esprit collaboratif change le monde

Odile Jacob - 2016 - 204 pages

Remarques préliminaires

Dans cette mise en perspective du modèle californien, l'auteur développe un aspect du phénomène qui ne vient pas d'emblée à l'esprit. Il s'agit du rôle des **facteurs culturels** et en particulier de la **contre-culture** des années 1960 dans la genèse de ce modèle. Il montre comment on est passé des hippies aux geeks, des échanges de Woodstock au partage de l'économie collaborative. Il convient aussi de remarquer que Bob Dylan, l'un des chantres de cette contre-culture, a obtenu cette année 2016 le prix Nobel de littérature.

Pour tenter de cerner l'ampleur de l'e-économie aux Etats-Unis, il faudrait aussi étudier le modèle de Boston et de sa Route 128 qui est passé devant la Silicon Valley dans le classement des meilleurs sites d'innovation technologique du fait notamment de l'augmentation excessive du coût de la vie aux alentours de la Silicon Valley. Au contraire Boston possède des atouts inégalés sur le plan universitaire dont Harvard et le MIT, des hôpitaux de classe mondiale, sans oublier la qualité de son habitat et des liens entre ses habitants.

Le constat :

« La région de San Francisco et plus au sud de la Californie, la Silicon Valley avec Palo Alto, Mountain View et San José constituent le pôle d'innovation de brassage des affaires du monde d'aujourd'hui. Il regroupe environ 11000 entités de haute technologie dans lesquelles travaillent 343000 personnes et se pose comme le phare de la numérisation de l'économie. Il véhicule une conception du monde et un imaginaire qui s'exportent dans tous les centres urbains des pays avancés [...] Ce modèle présente un changement de société et donc de renversement d'époque.»

Le terreau californien

Une concentration d'universités et d'entreprises de pointe

Le rôle de la finance et l'expertise déjà ancienne des « capital - risqueurs » qui se sont mobilisés à partir des années 1960.

En 1971 est créé le Nasdaq (National Association Securities Dealers Automated Quotations), marché d'actions pour les valeurs dans le secteur de l'électronique.

Les facteurs culturels : la contribution des utopies portées par la jeunesse des années 1960

En premier lieu, celle des **premiers hackers**, étudiants ou adolescents qui bidouillent dans

le back office du MIT(Boston) utilisant d'une manière plus ou moins clandestine, le plus souvent la nuit, les mastodontes ordinateurs. leur présence est illégale mais tolérée, leur créativité fait l'objet d'un intérêt. Ces hackers se veulent l'avant-garde d'une symbiose aventureuse entre l'homme et la machine. « Hédonisme dans le travail, autoérotisme défi intellectuel. »

En second lieu, et d'une manière plus surprenante, la contribution de la **contre-culture californienne** (1960 - 1970). Un des courants de cette contre-culture, le mouvement **hippie** se fait le prosélyte de l'errance, de la vie communautaire, des expérimentations du corps (trances, liberté sexuelle) et du retour à la nature. Ils sont pacifistes. Parallèlement ils mettent beaucoup d'espoir dans les nouveaux médias et les contenus artistiques qu'ils véhiculent. C'est de cette branche artistique de la contre-culture qu'émerge une élite « indépendante et créative » recherchant un équilibre du monde grâce aux systèmes d'information.

Ainsi dans le contexte de la naissance du Net se croisent des forces allant dans des directions divergentes : « la rationalité des ingénieurs et la révolution culturelle de la Californie des années 1960; le cartésianisme et un imaginaire psychédélique, tourné vers le cosmos, une conceptualisation logique et l'intelligence intuitive; la foi dans l'essor du savoir scientifique et la priorité accordée au sensible et à l'émotion; les objectifs de recherche du pentagone et les idéaux pacifiques; la mise en valeur de la société postindustrielle et la quête d'une immersion dans une nature réifiée. » Mais ces univers apparemment opposés se retrouvent sur la libre circulation de l'information sur un mode désintéressé, et la volonté de renforcer les liens communautaires.

L'idéologie californienne des années 1990

Une fraction de la jeunesse rentre dans le rang en se faisant embaucher par les entreprises de L'Internet. Ainsi, on constate l'émergence d'une armée d'experts. Ils jouissent de hauts salaires, travaillent sous contrats à durée déterminée, disposent d'une réelle autonomie en matière de temps et de rythme de travail. Mais ce qui est le plus important pour eux, c'est de trouver un accomplissement personnel dans leur activité professionnelle.

Une théorisation contemporaine du libéralisme à l'ère de l'Internet.

« **La richesse des réseaux** » de Yochai Benkler, publié en 2006

Il note un bouleversement de l'économie du fait de l'Internet et une immense dynamique participative de la société civile. Il en résulte un essor de la « nouvelle économie d'information en réseau ». Les contenus non-profit prospèrent. Un vaste espace public en réseau échappe en partie aux logiques commerciales ou étatiques des médias unidirectionnels. Il explore la place des conduites non marchandes galvanisées par l'architecture décentralisée de l'Internet. Ce phénomène de la production collaborative inclut aussi bien les logiciels libres et open source que Wikipédia. Cependant, il n'a pas une vision dégagée de tous liens de propriété ou de toute logique commerciale. Pour lui, « la liberté et la justice, peuvent et doivent s'obtenir grâce aux efforts conjugués d'actions marchandes et non marchandes, privées et bénévoles.»

« La richesse des réseaux » se présente comme le pendant contemporain de « La richesse des nations » (1776) d'Adam Smith. Il nous propose une adaptation de la théorie libérale à l'ère numérique.

Caractéristiques du modèle californien La suprématie américaine

« Dans le secteur numérique, la suprématie des Etats-Unis est éclatante : en 2012, ce pays regroupe 83% des 64 entreprises Internet dont la capitalisation boursière est supérieure à 1,5 milliards de dollars, la Chine en représente 9%, le Japon 4%, et l'Europe seulement 2%.

La Californie attire 40% des 22 milliards de dollars investis chaque année aux Etats-Unis en capital risque, et grâce à ses multinationales et ses start-up, la Silicon Valley est devenue le centre névralgique et la locomotive de l'innovation de l'économie-monde. »

L'érotisation du travail qui concerne en premier lieu ceux qui sont à la tête des start-up les *founders*, les managers de l'industrie, les ingénieurs, les informaticiens, les développeurs, les experts du design et tous les métiers de la communication; ils ont un fort capital culturel et s'investissent avec passion dans les tâches d'expertise pratiquées sous le statut de salarié ou sous celui d'indépendant. Ils disposent en effet d'une grande autonomie dans leur travail, et dans le choix de leur statut. Cette catégorie de travailleurs figure comme une avant-garde en raison de sa vision du monde et de son rapport au travail.

La Constitution d'une e-aristocratie, celle des *founders* (créateurs de start-up dans le high tech) Il s'agit des **fondateurs des Unicorns** (les 39 entreprises du Net dont l'évaluation boursière excède le milliard de dollars) qui constituent un milieu peuplé des recrues des meilleures universités américaines. Ce microcosme, dont la moyenne d'âge est de 34 ans, en appelle aux talents. Ils ont le culte de la prouesse financière.

Une autre élite, celle des **founders de start-up**, dont l'évaluation boursière ne dépasse pas le milliard de dollars. Sur 16000 start-up de software créées aux Etats-Unis entre 2003 et 2013 seules 39 ont rejoint le club des Unicorns.

Il faut ajouter les « **jobs** » très **qualifiés** et notamment les **geeks** et plus précisément les **programmeurs**, hommes et parfois femmes jeunes, forts en thème, passionnés qui passent la plupart de leur temps sur un ordinateur.

Les créatifs culturels

Une autre catégorie de personnes prend une place important dans L'e-économie : les diplômés du supérieur. La pensée sociologique américaine les considère comme une force motrice du changement et les appelle les **créatifs culturels**. Ils occupent des emplois d'expertise (enseignement, urbanisme, médecine, droit, informatique, ingénierie). Ces métiers ne participent directement ni à la production ni au commandement dans les entreprises. Ils ont des « fonctions intermédiaires, de médiation, d'organisation, d'innovation et de conception...Ils ont des valeurs communes : « *hédonisme, anticonformisme, principe de liberté et d'émancipation individuelle, horizon de pensée transnationale.* » L'affinité des créatifs culturels avec l'économie collaborative est évidente;

Le modèle californien aboutit donc à la coexistence - parfois dans la même personne - de l'esprit conquérant des *founders* et de la culture du partage de créatifs culturels.

La Création de l'économie collaborative

C'est un modèle de production de services et de biens, utilisant la puissance de connectivité de L'Internet et la mise en contact directe du producteur et du consommateur. Dans cette économie peer-to-peer, les individus s'auto-organisent pour créer du bien commun. Cette authentique économie du partage est qualifiée de post-capitaliste. Toutefois, Uber ou Airbnb ne relèvent pas de cette forme d'économie, mais plutôt de nouvelles formes capitalistiques, basées sur l'utilisation performante de la technologie. Les actions marchandes et non-marchandes cohabitent.

Ce mouvement collaboratif s'appuie sur l'essor du **travail indépendant** du fait de la souplesse permise par les outils technologiques : « L'ordinateur devient un bureau, et les activités de travail se détachent d'un lieu géographique précis, des horaires...Les indépendants représentent 30% de la main d'œuvre aux Etats-Unis (53 millions de personnes), et bientôt, en 2020, la moitié. En France le nombre de non-salariés a augmenté de 26% entre 2006 et 2011, notamment du fait de l'auto-entrepreneuriat dont le statut a été créé en 2009.

Les zélateurs de l'économie collaborative, sont des diplômés à peine trentenaires, travailleurs indépendants dans l'âme, en quête d'une vie professionnelle axée sur l'innovation sociale.

L'auteur prend l'exemple de OuiShare. C'est une association qui désire développer l'économie collaborative en France.

Un nouveau modèle économique

Pour l'anthropologue David Graeber « *Nous pourrions bien, aujourd'hui être déjà sortis du capitalisme sans nous en rendre compte et déjà entrain de construire un modèle, sans savoir ce dont il s'agit.* »

En France on assiste à un certain « retard à l'allumage ». Laure Bello parle même de « déconnexion des élites ».

Dans la campagne présidentielle, au moment de la rédaction de la présente note, parmi les candidats déclarés, seule une candidate parle d'une évolution de notre société vers l'économie et le travail indépendant avec la nécessité de s'y adapter.

Renvois :

- Gilles BERHAULT, *Développement durable 2.0* – FW N°32.
- Frédéric KAPLAN, *La métamorphose des objets* – FW N°36.
- Frédéric MARTEL, *Mainstream / Industries culturelles mondiales* – FW N°37.
- Michel BERRY, *Les vrais révolutionnaires du numérique* – FW N°37.
- Laurence FONTAINE, *Le Marché : histoire d'une conquête sociale* – FW N°52.
- Frédéric MARTEL, *Smart / Enquête sur les Internets* – FW N°55.
- Laure BELLOT, *La déconnexion des élites* – FW N°56.
- Jaron LANIER, *Internet : qui possède notre futur ?* – FW N°57.

GG

Pas moins de 15 Ministres et Secrétaires d'Etat se positionnent, dans ce livre, sur cette question essentielle pour l'avenir de notre pays.

En 2014, l'Europe est notre nouvelle patrie.

Ce témoignage dénonce l'immobilisme d'un système prisonnier du passé, alors même que l'avenir de la France est profondément lié à l'Europe. Notre « école de la République » n'est ni efficace, ni démocratique, ni exemplaire, ni éternelle : la situation actuelle est lourde de menaces pour notre contrat social.

L'auteur a travaillé, en tant que chef d'établissement, dans des milieux sociaux très variés, des pays étrangers, des associations de dimension internationale, ce qui lui permet de faire des comparaisons concrètes sur le terrain, des mérites et des inconvénients. Le récit n'est pas celui d'un spectateur passif, mais celui d'un acteur luttant pour la réforme de ce système, avec un point de vue engagé, qu'elle défend auprès des ministres ou de leurs conseillers, qu'elle a presque tous rencontrés.

Ce livre relate les multiples occasions de corrections de cap, qui se sont offertes aux politiques, de François Bayrou, en 1993, à Vincent Peillon, en 2014, en passant par Ségolène Royal, Xavier Darcos, Luc Chatel... et ont été sciemment négligées. Les réformes ont donc été systématiquement amputées, vidées de leur sens, suite à des concessions faites par des Ministres et/ou des Présidents peu courageux. Ce livre montre la sclérose de certains pans entiers du système, notamment le rôle des syndicats et leur pouvoir de blocage de toute réforme, l'enfermement des parents d'élèves dans des stéréotypes, le rôle timoré des médias et leur souci « politique » à courte vue.

Mais ce constat négatif n'a de sens que s'il permet d'ouvrir les esprits, avec enthousiasme et optimisme, vers des réformes positives et réalisables, dès maintenant. Le plan de sauvetage est minutieusement décrit dans le troisième chapitre, le plus important du livre. Il décrit les responsabilités qui incombent à chacun d'entre nous, en se référant aux pratiques en cours dans les autres pays européens. Il fait notamment le lien entre le monde de l'éducation et celui de l'entreprise : implication, leadership, évaluation, culture du résultat, formation continue, innovation portée par les nouvelles technologies. Les deux univers ont beaucoup en commun et doivent se rapprocher.

En 2014, nous n'avons plus le choix. Nous ne pouvons rester prisonniers du « mirage républicain ». En choisissant le « virage européen », les Français assureront l'avenir de leurs enfants et de leur pays.

Nelly GUET

Virage européen ou mirage républicain ? Quel avenir voulons-nous ?

BBook - 2015 – 140 pages

Quel gâchis ou quel sursaut pour notre système éducatif ?

Écrit en 2014, l'ouvrage établit un rapport consternant sur l'état de notre environnement scolaire, proclame notre intégration (y compris éducative) incontournable dans l'Europe, propose de s'appuyer sur des expériences européennes positives pour améliorer notre système suranné, défaillant et réformer « notre école de la République ».

Fière de ses origines modestes - forgeant une exigence de survie - et bretonnes - gages d'une ténacité et d'une ouverture au monde utiles dans ses combats futurs - l'auteur aura la « chance » dès son adolescence de bénéficier de correspondants et d'échanges avec l'étranger, notamment l'Allemagne. Son engagement dans l'enseignement s'appuiera sur les expériences

novatrices qu'elle a étudiées notamment en Europe du Nord. Mais ses tentatives d'application de ces méthodes dans notre univers scolaire se heurteront très vite aux rouages institutionnels bloquants et à l'immobilisme congénital de notre système scolaire.

Dans un premier temps, Nelly GUET détaille son expérience étudiante puis de jeune professeur et chef d'établissement. A chaque étape de son cursus, l'Europe est au cœur de ses préoccupations. Instruite par ses expériences étrangères, elle tente d'appliquer en France ce qui est déjà institué dans les autres pays : organiser l'enseignement en donnant la priorité à l'élève, c'est-à-dire donner la priorité au sujet qui apprend et non à l'objet à étudier. Cette optique remet en cause le système français : un professeur = une classe = une discipline, un système corseté, soutenu par les syndicats. D'où son opposition frontale avec les syndicats opposés à toute évolution.

Engagée durant sa carrière dans de multiples organisations nationales et internationales, inlassable défenseur de méthodes nouvelles qui ont montré leur efficacité dans d'autres pays, l'auteur présentera ses propositions à une quinzaine de ministres successifs, avec parfois une reconnaissance de leur pertinence, mais cet accueil a priori favorable ne sera jamais suivi d'effet quant à leur prise en compte dans les réformes que chacun tenait à engager.

Ces propositions consistaient à prôner :

- l'auto-évaluation des établissements scolaires, avec pour objectif d'améliorer la qualité pour tous les élèves
- l'autonomie des établissements : institution du leadership et la culture du résultat
- la formation et l'évaluation des élèves par compétences, avec un cadre de références, avec pour corollaire une formation des maîtres qui seront aussi évalués
- la modification du statut des enseignants et la redéfinition de leur mission, ainsi que l'implication des parents
- la responsabilité sociale des entreprises, l'ouverture de l'école aux entreprises (et réciproquement) impliquant l'introduction de modules de formation à l'éducation financière dès le primaire.

L'Inspection générale et les syndicats (l'un et l'autre directement contraints à évoluer dans ces projets) rejeteront ces propositions, avec la complicité de leurs ministres.

Dans une France où les dirigeants des institutions enseignantes sont convaincus de la supériorité de leur système, il n'est pas étonnant qu'ils soient davantage préoccupés par sa diffusion dans les pays francophones que de s'inspirer des expériences étrangères, en voulant à tout prix sauver le « mirage républicain ».

Comment remédier aux bilans catastrophiques des résultats scolaires et des réformes ratées ?

L'auteur, malgré les déceptions, participe à de nombreux colloques, conférences et projets européens qui l'amènent à proposer un plan de sauvetage : prendre un « virage européen ». Qui se décline en :

- Implication dans l'auto-évaluation. Ce principe énonce que tous les partenaires soient impliqués : parents, élèves, personnels de direction, syndicats. Cette démarche a fait des progrès dans dix pays voisins. Pas en France.
- Imposition d'un leadership partagé, avec une nouvelle gestion des ressources humaines. La première des ressources humaines d'un établissement, c'est l'élève. L'objectif est la réussite de chaque élève et de chaque enseignant. Il s'agit donc de se demander comment chaque talent peut être reconnu, développé, mis en valeur.
- Suppression de la dichotomie enseignement/vie scolaire. Les enseignants ont une mission d'éducation et non uniquement d'enseignement. Les fonctions de

transmission du savoir et d'éducation sont séparées en France. Cette dualité est source d'iniquité et d'inégalité. Il est urgent de modifier les modalités de recrutement.

- Réorganisation de la formation initiale et continue des enseignants. Introduire une formation européenne : être capable d'organiser des partenariats avec le monde extérieur, être mobile, se former tout au long de sa vie, maîtriser les techniques de l'information et de la communication. De nombreux projets européens expérimentent déjà ces propositions.
- Implication des entreprises dans la formation initiale des élèves. Le but étant de vaincre le chômage des jeunes. Il ne s'agit pas seulement d'apprentissage et d'alternance, mais d'une vraie implication de l'entreprise dans le processus scolaire. Instituer une éducation économique et financière.

Dans ce nouveau modèle, les chefs d'établissements mieux formés porteront le leadership, les enseignants choisiront ce métier par passion pour le développement harmonieux des élèves, les syndicats, principal frein à l'évolution dans le système ancien, se professionnaliseront pour être une force de proposition notamment en formation, les parents d'élèves seront profondément intégrés aux processus de décision dans les conseils d'administration, ainsi que les élèves - dans un cadre de coopération européenne. Enfin les ministres auront pour tâche de fixer le cap et d'accompagner la transformation de l'école française en lien avec les pays voisins.

Cet ouvrage terminé en 2014 ne pouvait prendre en compte les développements récents de la politique française. Il pourra trouver un prolongement avec les nouveaux leaderships. Les contacts de Nelly Guet avec le cabinet du Ministre François Fillon en 2004 avaient fait naître des espoirs. Peut-être pourront-ils plus facilement se concrétiser à l'avenir.

Renvois :

- Christian COGNE, *Requiem pour un émeutier (Education)* – FW N°37.
- Michel LEROY, *Universités : le grand chambardement* – FW N°43.
- Gabriel COHN-BENDIT, *Une autre école* – FW N°50.
- Sophie PEDDER, *Le déni français* – FW N°53.
- Michèle GUIGUE, *L'instruction en famille / Une liberté qui dérange* – FW N°56 .
- Philippe VAL, *Malaise dans l'inculture* – FW N°56.
- Nicolas OLIVERI, *Quel avenir pour les MOOC ?* – FW N°59.
- Abdou DIOUF, *La fin de l'école obligatoire* – FW N°59.

PN

Cet ouvrage, fondé sur des recherches et des enquêtes qui se sont étendues sur plus de trois années, présente la multiplicité des alternatives que proposent aujourd'hui les communs et l'économie du partage face aux impasses et apories de l'économie financiarisée dans laquelle nous sommes englués.

C'est ainsi que les communs, qui consistent en des formes nouvelles de partage et de distributions des attributs du droit de propriété (sous la forme de droits d'accès, d'usage, de prélèvement ou d'exploitation) entre différentes parties prenantes, connaissent aujourd'hui un formidable regain. Autour d'eux se noue en effet un espoir fort de transformation sociale à partir d'institutions ou d'entreprises proposant des ressources en accès ouvert et partagé.

Des logiciels libres open source aux licences creative commons ou aux plateformes ouvertes permettant l'auto-partage des biens les plus variés en passant par les nouveaux « communs informationnels », les communs se présentent aujourd'hui comme des formes de résistance et des alternatives à l'idéologie propriétaire et à l'exclusivisme qui lui sert de fondement.

Ouvrage d'auteurs écrit sous la direction de **Benjamin CORIAT**

Le retour des communs – La crise de l'idéologie propriétaire

Les Liens qui Libèrent – 2015 – 300 pages

Quelques mots sur l'ouvrage

Ce livre est en fait un recueil d'articles écrits et d'études de cas relatées par une quinzaine d'enseignants et chercheurs, contributeurs sur le thème des communs. Benjamin CORIAT (professeur de sciences économiques et directeur de l'ouvrage) s'est ainsi entouré de Michel BAUWENS (fondateur de la Fondation Peer-to-Peer, réseau international de chercheurs), Florence BELLIVIER (professeur de droit privé), Françoise BENHAMOU (professeur de sciences économiques), Marie CORNU (directrice de recherches en sciences sociales et politiques au CNRS), Séverine DUSOLLIER (professeur de droit), Charlotte HESSE (fondatrice de la Digital Library of the Commons), Isabelle LIOTARD (maître de conférence en sciences économiques), Pierre-André MANGOLTE (économiste et chercheur), Christine NOIVILLE (directrice de recherches en sciences et droit au CNRS), Fabienne ORSI (économiste, chercheuse à l'Institut de recherche pour le développement), Valérie REVEST (maître de conférence en sciences économiques), Judith ROCHFELD (professeur de droit privé), Sarah VANUXEM (maître de conférence en droit privé), Olivier WEINSTEIN (professeur de sciences économiques), Jean-Benoît ZIMMERMANN (directeur de recherche en sciences économiques au CNRS).

L'ouvrage est construit autour de quatre parties : deux parties plus transversales, la PARTIE 1 dédiée à la définition des communs et la PARTIE 4 aux perspectives ; deux parties relatant des études de cas, la PARTIE 2 autour de l'économie collaborative (le logiciel libre, la musique à l'heure d'internet, la R & D et l'innovation ouverte) et la PARTIE 3 autour du domaine public (les technologies agricoles, les collections muséales et biologiques). Seul un chapitre est plus général et s'intéresse à ce qui peut contribuer à une définition du domaine public plus positive et non par la négative.

Ainsi, il s'agit d'un ouvrage foisonnant, et donc difficile à synthétiser et aussi parfois ardu à lire sur les références juridiques (droit de la propriété). Mais, il ouvre sur des perspectives tout à fait passionnantes et démontre qu'il existe de réelles voies alternatives à l'économie capitaliste

et financière. Il convient cependant de poursuivre le décryptage des mécanismes et leviers pour éviter les difficultés (également réelles) et permettre un ancrage et une concrétisation.

La définition des communs

Un thème central de l'ouvrage est de montrer que les communs ne sont pas construits sur la négation du droit de propriété mais au contraire sur d'autres définitions de la notion de propriété qui rendent possibles la propriété partagée, se démarquant de la conception exclusiviste de la propriété héritée du droit bourgeois. Revenir sur la caractérisation et la définition des communs est donc un préambule nécessaire et important.

La manière dont l'ouvrage approche les communs. Il les aborde à travers trois caractéristiques principales : 1) des ensembles de ressources collectivement gouvernées pour permettre leur accès partagé ; 2) l'existence d'une action collective, qui gère la mise en compatibilité des intérêts différents/divergents portés par les acteurs ; 3) la forte diversité de communs, tant par la variété des acteurs et des intérêts en présence, que par les modes de gouvernance qui les fondent et les animent. Par conséquent, la connaissance des communs passe par la compréhension des principes et règles qui les régissent dans leurs dimensions sociale, économique et écologique et les interactions entre elles.

La définition ou les traits constitutifs des communs. Pour leur donner un statut théorique, Elinor Ostrom, actrice majeure sur les communs, est repartie de la distinction classique en économie publique entre biens collectifs et privatifs (selon Samuelson, 1954) : 1) aux biens collectifs purs, sont attachés des attributs de non-exclusion (on ne peut exclure un individu de l'usage de ce bien) et de non-rivalité (la consommation du bien par un individu ne limite et n'interdit pas sa consommation par tout autre individu) et 2) aux biens privatifs purs, sont attachés des propriétés d'exclusion et de rivalité (toujours dans l'usage). Plus avant, elle a proposé de distinguer plusieurs attributs du droit de propriété (lignes du tableau) qui organisent le commun en distribuant des droits entre partenaires associés (colonnes du tableau) à l'exploitation d'une ressource :

	Propriétaire	Propriétaire (sans droit d'aliénation)	Détenteur de droits d'usage et de gestion	Utilisateurs autorisés
Accès et prélèvement				
Gestion				
Droit d'exclure				
Droit de céder ou vendre				

Dans tous les cas, la distribution des droits de propriété a pour objet de porter le commun à l'existence, et corrélativement l'installation de la structure de gouvernance qui édicte les *rules in use* pour les ressources mises en *pools* et veille à leur respect. Un des apports majeurs d'Elinor Ostrom est précisément de mettre en avant l'importance des formes organisationnelles et intentionnelles de gestion des ressources et d'offrir une grille d'analyse permettant de comprendre la très grande diversité de ces formes. Son analyse des communs est en premier lieu une analyse de la diversité des modes de gestion collective des ressources.

Les « modèles » juridiques pour accueillir les communs en droit français. La raréfaction des ressources naturelles et les capacités de destruction des sociétés modernes ont boosté la montée en puissance de la notion à partir des années 60 et davantage encore dans les années 90 – communs, *commons*, *global commons* ou *commodities*. On conteste alors la propriété exclusive des créateurs (ou producteurs/ financeurs) et on en appelle à une mise en commun plus rapide, quitte à organiser une rémunération adéquate de ces derniers, même si on ne raisonne pas de la même manière selon la nature des ressources (matérielle et épuisable ou immatérielle). Trois modes d'appropriation et types de communautés à instituer autour d'une

ressource se dessinent :

1) Le barrage à l'appropriation (communautés négatives). C'est le refus de la propriété privée d'un élément qui permet à tous d'y avoir accès. Ce type de communauté est plus pertinent pour les ressources immatérielles que matérielles et fonctionne mal pour l'organisation de la conservation et transmission de ressources naturelles épuisables.

2) L'appropriation collective (communautés positives). C'est la légitimité à revendiquer les utilités de la ressource, grâce à une décision politique de privilégier une utilité collective à son égard qui fonde ce type de communauté. Ce mode n'est pas exempt de critique sur son efficacité (capacité de gestion au regard de sa finalité à long terme de conservation et transmission de la ressource aux générations futures) et, le plus souvent, la gouvernance n'est pas assurée.

3) L'accès à une ressource appropriée privativement par autrui (communautés diffuses). Il se base sur le maintien de la propriété privée mâtinée d'accès de tiers à certaines des utilités de la ressource. Ce choix a déjà été effectué et existe dans le droit français et international, autour des biens environnementaux, culturels (ex. monuments historiques) et de santé (ex. les médicaments considérés comme essentiels définis par l'OMS).

En conclusion sur la définition des communs, les auteurs insistent sur le fait qu'il serait plutôt urgent de mettre en avant **un droit d'inclusion**, au sens du droit individuel de ne pas être exclu de l'usage ou de la jouissance des ressources productives accumulées par toute la société.

Les enseignements des études de cas

Les études de cas sur l'économie collaborative

La première analyse porte sur le plus emblématique des communs, **le logiciel libre** dont la licence le pose comme un objet technique ayant une valeur d'usage qu'on doit pouvoir transformer, faire circuler et entrer ainsi dans une forme de commun. Cette licence ne refuse ni la société marchande, ni le capitalisme, elle interdit simplement l'appropriation exclusive du code source du logiciel libre ainsi que tout contrôle exclusif de l'usage et du développement logiciel. Pour permettre la formation et assurer la pérennité du commun, une clause dite *copyleft* a été inventée, imposant la redistribution du logiciel modifié (ou non) dans les mêmes conditions que la licence d'origine. Le logiciel libre participe donc de mode d'appropriation (système propriétaire, système du logiciel libre sans ou avec *copyleft*) et d'univers économiques très variés, de l'économie du gratuit au capitalisme le plus ordinaire, et peut, sous certaines conditions, nourrir un vaste secteur d'économie collaborative, avec ou sans échange marchand.

La seconde analyse porte sur **la musique à l'heure de L'Internet**, et la nouvelle approche des *creative commons*. Cette approche rompt avec le *star system* dominant jusqu'alors liant de manière étroite la valeur sociale et la valeur marchande des œuvres et économiquement basé sur la maximisation des revenus à partir d'un petit nombre d'artistes. L'approche des *creative commons*, plus adaptée aux nouvelles conditions de production et de circulation des œuvres musicales à l'ère des nouvelles technologies de l'information, ouvre la voie à un modèle économique où le patrimoine musical devient un bien commun. La valeur sociale de l'œuvre y retrouve notamment son autonomie à l'égard de la valeur marchande, restaurant son sens premier d'audience et non de marché, et réinstallant la finesse de la diversité des goûts musicaux. Mettre sa musique en ligne sur Jamendo n'est pas la négation du droit d'auteur ou la renonciation à tout droit sur son œuvre, c'est une manière alternative de le gérer. Une enquête réalisée sur les raisons d'utilisation de Jamendo par les musiciens révèle une véritable adhésion aux *creative commons* en tant que faisceaux de droits leur ouvrant la possibilité d'une gestion différenciée de leurs droits d'auteur.

Le troisième cas porte sur **l'innovation et la R&D**. L'exemple d'InnoCentive illustre la tendance croissante à l'émergence de formes hybrides entre d'une part la privatisation et

l'internalisation totale de la R&D et d'autre part l'ouverture totale et le processus de création collaboratif (comme le logiciel libre ou les *creative commons*). Internet a en effet favorisé l'apparition de nouveaux modèles d'organisation de la recherche, en permettant aux entreprises innovantes de capter des connaissances produites en dehors de chez elles et de les associer à leur propre R&D.

Les études de cas sur le domaine public

Le quatrième cas développe l'**exemple du riz doré**, projet de biotechnologie végétale à objectif humanitaire porté par Pipra, organisme de gestion collective de ressources en propriété intellectuelle à des fins humanitaires. Cette initiative qui s'est focalisée sur une culture n'intéressant pas le secteur marchand, fut un échec pour plusieurs raisons. La première est d'avoir fait le pari d'utiliser uniquement des droits de propriété intellectuelle concédés par des instituts publics, sans solliciter les firmes du secteur privé, celles-ci détenant trop de brevets importants. Le second fut de constater que même côté public, les universités et instituts de recherche n'étaient pas prêts à s'engager dans une entreprise tournée vers les cultures vivrières et spéciales, qui ne permettaient pas d'escompter d'importants retours sur investissement. Le troisième est la fragmentation de la propriété intellectuelle restreint le champ des possibles : les agronomes ont besoin d'accéder aux inventions antérieures pour réaliser celles de l'avenir, or la segmentation et donc la multiplicité des droits sur les premières sont des facteurs limitants. Enfin, la non association des agriculteurs, qui ne sont pas considérés eux-mêmes comme des innovateurs, alors qu'une partie du succès du logiciel libre est que les innovateurs en sont simultanément les utilisateurs.

Le dernier cas s'intéresse aux **collections muséales et biologiques**. L'analyse liée de ces deux domaines est justifiée par leurs points communs : une double richesse matérielle et immatérielle (dont la seconde donnerait l'essentiel de sa valeur à la première) ; une richesse qui tant pour des raisons scientifiques qu'économiques et idéologiques, se trouve en tension entre deux logiques, celle de l'accès et celle de l'exclusivité (et des blocages qu'elle est susceptible d'engendrer) ; dans les deux cas le commun repose sur une articulation entre exclusivité et accès et non pas rejet de l'exclusivité. Dans le domaine muséale, les textes et les pratiques sont en telle tension entre logique collective et intérêts propres qu'il est difficile de dégager une ligne de force, juste peut on observer que, même si la loi sur les musées de France promeut largement les principes de conservation et de diffusion, certaines pratiques tendent à privatiser l'accès, sous couvert de coût de conservation. En outre, le phénomène de l'autonomisation des institutions muséales fait que les pratiques d'accès et de tarification sont très disparates. Dans le domaine des biobanques, la mise à disposition des ressources tangibles pour favoriser la recherche, tend à augmenter et la dimension immatérielle est également organisée de façon à rester accessible. La logique du commun progresse donc largement mais se heurte à trois types de limites liées 1) aux sources et champ du commun, 2) aux charges et coûts qu'il entraîne, et 3) à l'environnement dans lequel il se développe.

Le dernier texte s'intéresse **au droit d'auteur et à propriété intellectuelle**, prétextes pour une véritable plaidoirie pour **un régime positif du domaine public**. En effet, la tragédie du domaine public est sa définition et son occupation le plus souvent par la négative. Les deux grandes catégories de choses communes sont les *res communes*, choses qui appartiennent à tout le monde (non appropriable) et les *res nullius*, choses qui n'appartiennent à personne (appropriables). Or, le domaine public consiste largement en ce qui n'est pas appropriable privativement ou ce qui ne l'a pas encore été. Il est donc défini en creux, par défaut de ce qui est occupé par ailleurs. En outre, tout ce qui est dans le domaine public peut être utilisé librement puisqu'il repose sur le principe de l'absence de droits exclusifs. Renverser cette conception

négative suppose d'attribuer **une normativité positive au domaine public**, afin de lui donner la force de résister face aux contenus législatifs. Pour l'auteur, cela passe par la qualification du domaine public en bien commun ou chose commune. La notion de *commons* et celle plus juridique et technique de *res communes* se rejoignent ici sur deux traits essentiels : l'absence de propriété et la communauté de l'usage. Le défaut d'exclusivité n'en est pas un ; en fait il crée des privilèges ou des droits d'utilisation des œuvres ou inventions marqués par une non exclusivité qu'on pourrait aussi dénommer inclusivité pour en dénoter l'aspect positif. L'impact normatif de cette qualification du domaine public réside dans la valeur et la création qu'il permet à une non exclusivité qui se revendique, car cela remplit le défaut de droit exclusif de prérogatives partagées et collectives.

Les conclusions et perspectives

La dernière partie de l'ouvrage conclue sur des perspectives fondamentales permettant de favoriser l'économie éthique, dont la particularité est d'intégrer de façon structurelle la création d'externalités positives pour le commun en tant que part intégrale de son activité productive.

La première perspective concerne la visibilité des communs qui reste faible, alors qu'il s'agit d'entreprendre des changements fondamentaux de nos systèmes économiques. Cela nécessite une mobilisation et une contribution de l'ensemble des *commoners* pour faire connaître les concepts modernes de l'action collective, clés de la compréhension et de la fonctionnalité des communs.

Ensuite, dans une période de rejet du savoir scientifique et du politique en faveur de l'idéologie, de la religion ou des croyances à caractère émotionnel, une piste de recherche pour comprendre le lien entre connaissance et action est celle de la sidération psychique. Mère Térésa écrivait : « *si je regardais la masse je ne ferais rien, je regarde l'individu et j'agis* ». Cela ne constitue pas réellement une perspective de l'ouvrage, mais nous l'érigions ainsi étant donnée la force de son message.

La troisième perspective concerne la place de la société civile. Dans l'économie libérale, elle ne joue pas de rôle précis ou reconnu, c'est une catégorie définie en creux et jouant au mieux un rôle de médiateur dans le processus politique. Dans la perspective de la société des communs, il y a transition simultanée des formes sociales de la société civile, du marché et de l'Etat : multiplication des formes de coopération entre ces parties et véritable reconnaissance de la force productive de la société civile.

Enfin, la dernière perspective que nous retiendrons concerne la proposition d'un nouveau type de licence *copyfair* ou licence de réciprocité renforcée. Dans ce cadre, toute entité à but lucratif souhaitant utiliser le commun sans y contribuer, doit verser de modestes royalties. L'objectif essentiel n'est pas d'apporter un revenu ou capital pour le commun, mais d'introduire dans le marché le principe de réciprocité.

AD

Six cadres dirigeants de multinationales et un syndicaliste évoquent pour la première fois à travers leur parcours professionnel l'évolution du capitalisme depuis 20 ans. De leurs propres mots, surgissent les contours d'une réalité humaine brutale, qui permet au lecteur non initié de mieux comprendre un système de production de richesse dominé par la Bourse. Replaçant la multinationale dans un contexte historique et politique, l'auteur, en seconde partie de livre, nous offre une grille de lecture prospective, et appelle à la renaissance de la politique, seul contre-pouvoir d'un capitalisme en passe de devenir totalitaire

Isabelle PIVERT

Soleil Capitaliste – Entretiens au coeur des multinationales

Éditions du Sextant – 2006 - 320 pages

“Le raisonnement totalitaire (...) est parfaitement logique, à tel point qu'à chaque étape, il pourra se confondre avec la réalité (c'est son but). Noyé dans un ensemble rationnel, et bientôt invisible jusqu'à ce que personne ne s'en souvienne, seul le postulat de base est faux. Ainsi, les nazis postulaient qu'il y avait une race supérieure, la race aryenne, les communistes une classe inférieure, celle des koulaks. De ces postulats nazis ou communistes, tout se justifie, dans une logique implacable, jusqu'à la barbarie des camps de concentration et d'extermination.

Ici caché par ses propagandistes (souvent venus de la publicité, des médias, des enseignants des grandes écoles, et d'intellectuels parfois venus de l'extrême gauche), le postulat de base du capitalisme totalitaire, dont on peut dire qu'il est fondamental, crucial de l'identifier afin de le combattre, sous-tend insidieusement chacune de ses actions: le but de l'être humain est le profit. Tant que la masse de l'opinion publique n'a pas encore intégré ce dogme jusqu'à le percevoir comme quelque chose d'aussi naturel que par *exemple le soleil se lève à l'Est*, ce postulat ne peut-être énoncé (...). Pour l'élite dirigeante des multinationales c'est déjà une réalité incontournable, un fait, avec laquelle il importe d'être pour ou contre.”

Soleil capitaliste s'affiche comme une tentative d'identifier, de définir et de nommer ce que l'auteur envisage comme “le mouvement totalitaire en marche” afin de démasquer, à travers la parole, son masque d'imposteur “libéral”. Le “mouvement” en question, selon un concept emprunté à Hannah Arendt, décrit la période qui précède la domination totale et la mise en place du système totalitaire. C'est précisément le grand intérêt de la démarche d'Isabelle Pivert que d'appuyer son analyse de l'évolution du capitalisme contemporain et de ses effets pervers sur des outils de lecture empruntés à certains des penseurs attirés des phénomènes totalitaires, en particulier Hannah Arendt et Robert Paxton.

Pour se faire, l'auteur s'appuie en premier lieu sur une série d'interviews (5 hommes et 2 femmes) qui constitue l'essentiel de l'ouvrage. La sélection du panel a obéi à plusieurs critères: l'âge, ils ont tous la quarantaine, l'âge où le pouvoir vous end ses bras; le degré de responsabilité – ce sont tous sauf un syndicaliste, des dirigeants ou des experts; le type de société, une multinationale, autrement dit une société mondialement implantée.

Tous sortent d'écoles de commerce et possèdent une formation de gestionnaire de haut niveau. Les secteurs d'activités sont volontairement variés: édition, agroalimentaire, informatique, assurances, conseil, finance. Ils ont accepté de rendre compte de leur parcours professionnel et de leur opinion sur l'évolution du capitalisme au cours de la vingtaine d'année précédent la parution de l'ouvrage (2006).

Entre lucidité et parfois amigüités, ils esquissent à partir de leurs expériences vécues les différents virages mais aussi le détail interne des mécanismes de la "guerre économique" depuis les années 90. L'élément central est ici le monde de la multinationale envisagée comme le paradigme et donc le prescripteur idéologique de la pensée économique moderne. Certains des témoignages permettent d'entrevoir de l'intérieur la "prise de contrôle" de la logique boursière sur l'activité réelle, d'autres rendent compte des phases successives du déploiement à l'échelle mondiale d'une logique effrénée d'hyperentablité dont la finalité semble de chasser sans fin possible – et indépendamment de toutes autres conséquences - les sources de profit. D'autres témoignages encore décrivent l'absurdité bureaucratique et managériale à l'échelle d'une multinationale – sous couvert de "rationalisation"... Au final, ils dressent le portrait d'un monde totalement déshumanisé, à l'image de l'histoire d'Isabelle E. – l'une des personnes interviewées- licenciée en moins de trente secondes après 15 ans de bons et loyaux services et instantanément "confiée" aux bons soins d'un consultant externe "es licenciement" recruté pour empêcher tout contact direct avec ses "anciens" collègues...

La conclusion de l'ouvrage s'attache à donner une perspective historique et politique à la somme des témoignages rapportés. L'auteur y retrace une sorte d'engrenage implacable dans lequel l'ensemble des éléments en place – le développement du chômage de masse dans les années 80, la déréglementation mondiale des marchés financiers renforcée par la diffusion mondiale des nouvelles technologies, l'effondrement de l'URSS en 1991 et la conversion forcée à l'idéologie restante de ses terres vierges de toute consommation de tout profit – mais non de ressources -..., concourent tous à placer au centre du système capitaliste une logique de spéculation d'une ampleur inédite dans l'histoire économique moderne. C'est également dans ce contexte qu'émerge, au cours des années 90, le concept de maximisation du profit ou de création de valeur pour l'actionnaire (shareholdervalue) qui va devenir désormais le nouveau cap à tenir pour les dirigeants d'entreprises cotées. La Bourse informatisée va tenir lieu de boussole tandis que le pouvoir va progressivement glisser la sphère es managers vers celle des investisseurs externes – et bien souvent absents de l'entreprise.

En décuplant les espérances de profit, le développement de la bulle Internet à partir de la seconde moitié des années 90 va emballer le système. D'instrument de pilotage, le cours de bourse devient une finalité à atteindre au mépris très souvent des limites de l'entendement humain, du bon sens et de la conscience morale des individus. Les faillites retentissantes d'Enron, Worldcom, Vivendi, Arthur Andersen, Parmalat s'apparentent moins à des accidents individuels qu'à des scandales systémiques fondés sur l'escroquerie et de mensonge organisés. La grande différence avec les spéculateurs d'antan – les aventuriers et les déclassés de l'aventure impérialiste-, c'est que les personnes qui se regroupent désormais dans ces nouvelles structures entièrement dédiées à ces activités de spéculation – la multinationale et l'ensemble de ses "conseils"- appartiennent à l'élite économique abusivement créditée de valeurs morales, en réalité inexistantes. Forts de leur réseaux, elles orientent les décisions dans le sens de leurs intérêts individuels aux dépens de la vie de millions de travailleurs.

C'est au début des années 90, qu'apparaît, selon l'auteur, le premier virage "totalitaire", quand des dirigeants de multinationales ont accepté de se servir de leurs salariés comme de n'importe quelle autre ressource de l'entreprise, sacrificable à la première perspective de "profit" entrevue. Un second virage s'est peu à peu dessiné: l'individualisation de la règle au départ collective de la recherche du profit qui entraîne que désormais, la totalité des cadres a intégré cette idée de performance individuelle, et de rentabilité nécessaire et floue: "(...) Le collectif et l'individuel sont confondus, autrement dit, c'est l'élimination des liens et des différences entre les individus, puisque un égale tous, et tous égale un". En parallèle, grâce au développement des technologies et des techniques d'organisation, l'extension de la loi du profit maximal gagnait

tous les champs économiques possibles, y compris la sphère privée ainsi que les champs collectifs (politiques, sociaux, culturels). Le mouvement totalitaire était déployé..

La suite – c'est la conclusion de l'ouvrage – annonce un choix logique entre émergence probable d'un monde définitivement totalitaire - marqué par un passage du totalitarisme dans la sphère ouvertement politique - ou nécessaire résistance portée par un regain de conscience morale et un sursaut collectif. Le propos final peut parfois paraître un brin simpliste voire gentiment nostalgique: le retour à un ordre antérieur et figé, dans lequel il conviendrait pourtant d'aller sonder les racines profondes de la dérive totalitaire envisagée... là n'est sans doute pas le plus important. Largement focalisée autour de la montée puis de l'explosion de la bulle de L'Internet au début des années 2000, l'analyse prend évidemment un relief tout particulier avec le recul supplémentaire de la crise de 2008, de ses nouveaux scandales et de ses effets politiques toujours très actuels... En ce sens, l'ouvrage d'Isabelle Pivert garde plus que jamais son inquiétante pertinence.

CDV

BIBLIOGRAPHIE

PETERS André	De la dictature financière à la démocratie monétaire	L'Harmattan
WASYLINA Ellen	Migrations over seas	L'Harmattan
CHERIF Mondher	Finance d'Orient, finance d'Occident	L'Harmattan
SCHWENGLER Bernard	De l'inflation à la dette publique	L'Harmattan
PUDAL Romain	Retour de flammes (Pompiers : héros fatigués ?)	Découverte
CRONON William	Nature et Récits (Histoire environnementale)	Dehors
ERARD Véronique	Suisse-France (Comparaisons fin de vie)	L'Harmattan
LAUNET Edouard	Sorbonne Plage (Physiciens en L'Arcouest)	Stock
AUZANNEAU Matthieu	Or Noir – La grande histoire du pétrole	Découverte
ROSENTAL Paul-André	Destins de l'eugénisme (1923-1980)	Seuil
LIOGIER Raphaël	La guerre des civilisations n'aura pas lieu	CNRS
CORGIAT Dany	Intelligence malveillante et cyberattaques	L'Harmattan
MERLE Jacques	Changement climatique	L'Harmattan
BACHASSON Bernard	Méditations d'un chasseur-écologiste	L'Harmattan
COMOLLI Jean-Louis	Daech, le cinéma et la mort	Verdier
COSSART Pascale	La nouvelle microbiologie (Microbiotes/CRISP)	O. Jacob
REEVES Hubert	Les secrets de l'Univers	R. Laffont
MAFFEI Lamberto	Hâte-toi lentement (Pensée lente)	FYP
BLANCHART Jérôme	Crimes du futur (Techno-criminalité)	P. Parallèle
BOUGET Christophe	Secrets d'insectes	QUAE
KAWENDE Jean	Démocratie, Technologie, Ecologie	L'Harmattan
RODIER Claire	Migrants et réfugiés (Précisions...)	Découverte
L'HEUILLET Hélène	Du voisinage (Coexistence humaine)	A. Michel
M BONIMPA Melchior	L'Afrique, terre de Jihad	L'Harmattan
LIAO Hui Chen	Extrême-Orient et Occident	L'Harmattan
DEKONINCK Willy	Longévité et gériatrie	L'Harmattan
HAENTJENS Jean	Eco-urbanisme	Ecosociété
POCHET Philippe	Pour une transition sociale-écologique	Petits Matins
MASON Paul	PostCapitalisme. A guide to our future	Allen Lane
RANDET Denis	Recherche et innovation en France 2016	O. Jacob
BADIE Bertrand	Qui gouverne le Monde ?	Découverte
CHAUVEL Louis	La spirale du déclassé	Seuil
SCHMIDT Nina	Que faire contre les inégalités ?	Obs. Inégalité
BOISARD Pierre	Les travailleurs de l'innovation	PUR
FISCHER Nicolas	Les politiques migratoires	Découverte
WASMER Etienne	Vers une société de mobilité	Sc. Po.
VIARD Jean	Le moment est venu de penser à l'avenir	L'Aube
ROMANO Hélène	Pour une école bienveillante	Dunod
BACZKO Adam	Syrie : anatomie d'une guerre civile	CNRS
JAKSIC Milena	La traite des êtres humains en France	CNRS
FASSAL Omar	Une histoire de la fraude financière	Liber
LOJKINE Jean	Révolution informationnelle et mouvements sociaux	Bord de L'Eau

BIBLIOGRAPHIE

TERTRAIS Bruno	Les guerres du climat	CNRS
DUBOYS Laurence	Atlas des Français (Passions, préjugés, idées...)	Autrement
DE LUCA Virginie	La population de la France	Découverte
REDEKER Robert	L'école fantôme	DDB
GETZ Isaac	La liberté, ça marche ! (Entreprise libérée)	Flammarion
LAROCHE Josepha	La brutalisation du Monde	L'Harmattan
MINIMONA Justin	Pour une démocratie sans parties politiques	L'Harmattan
PORTIER Philippe	L'État et les religions (Historicité...)	PUR
BOUZOU Nicolas	L'innovation sauvera le monde	Plon
CHEVALET Michel	Comment ça marche ? (Mémoires spatiales)	Paulsen
ALLAN Gérard	Points de vue thermodynamiques sur notre quotidien	L'Harmattan
ANDROUAIIS Anne	Pôles de compétitivité et métropolisation	L'Harmattan
ROCHE Marc	Histoire secrète d'un krach qui dure (2008...)	A. Michel
ZIMMER Carl	Planète de virus	Belin
KNIGHT Robert	Les grands pouvoirs des bactéries	Marabout
THEZE Jacques	La force du système immunitaire	O. Jacob
DEROUBAIX Christophe	L'Amérique qui vient	L'Atelier
CHARTIER Denis	Manifeste pour une géographie environnementale	Sc. Po.
GRANJEAN Alain	Financer la transition énergétique	L'Atelier
BELLONE Flora	La compétitivité des Pays	Découverte
COUSIN Saskia	Sociologie du tourisme	Découverte
MAUDUIT Laurent	Main basse sur l'information (Financiers...)	D. Quichotte
BAUBEROT Jean	Petit manuel pour une laïcité apaisée	Découverte
LE BRETON Eric	Mobilité et société dispersée	L'Harmattan
SUE Roger	La contre-société	Les Liens...
COURTOIS Hélène	Voyage sur les flots de galaxies	Dunod
KINGSLAND James	Bouddha au temps des neurosciences	Dunod
EKELAND Ivar	Le Hasard	Lombard
RACHIDI Walid	Introduction aux biotechnologies en santé	Lavoisier
LA SOUCHERE (de) M-C.	Les Sciences et l'Art	Ellipses
STECKEL Marie-Christine	La recomposition territoriale	L'Harmattan
CHICOT Pierre-Yves	Mutation des Communes	L'Harmattan
HAROCHE Claudine	Les tyrannies de la visibilité	Erès
ENRIQUEZ Eugène	La face obscure des démocraties modernes	Erès
KANE Oumar	La communication environnementale	L'Harmattan
SENGAROFF Thomas	Géopolitique des Etats-Unis	PUF
JOSSE Joseph	The Myth of America's Decline	Liveright
IFRI	Ramsès 2017 – Un monde de ruptures	Dunod
COOSEMANS Thierry	Les libéraux dans l'UE (Deux tomes)	L'Harmattan
SCHMOLL Eric	Le management interculturel	L'Harmattan
BUSON Christian	Réponse à l'écologisme	L'Harmattan
GOMEZ Pierre-Yves	Intelligence du travail	DDB

BIBLIOGRAPHIE

WAGNER Peter	Sauver le progrès	Découverte
LEFEBVRE Jean-Pierre	A la recherche de l'utopie perdue	L'Harmattan
PORRET Jean-Michel	La théorie des pulsions et ses destins	L'Harmattan
GELIN Rodolphe	Le robot est-il l'avenir de l'homme ?	Doc Fse
RAVIOT Jean-Robert	Russie : vers une nouvelle guerre froide ?	Doc Fse
ELBAZ David	A la recherche de l'Univers invisible	O. Jacob
GARRIGOU Alain	Manuel anti-sondages	La Ville brûle
DUMONT Renaud	Le vivre ensemble (Un avenir noir)	L'Harmattan
BEW John	Realpolitik. A history	Oxford
VAISSIE Cécile	Les Réseaux du Kremlin en France	Petits Matins
KISSINGER Henry	L'ordre du Monde	Fayard
LUGAN Bernard	Histoire de l'Afrique du Nord	Rocher
LATSA Alexandre	Un Printemps russe (Renouveau de la Russie)	Syrtes
SPECTOR Céline	Eloges de l'injustice	Seuil
RABINOVITCH Gérard	Somnambules et Terminators (Violence/djihad)	Bord de l'Eau
RIBA Jordi	La fraternité réveillée	L'Harmattan
PIATTI Marie-Christine	L'accès aux biens culturels	L'Harmattan
KHOSROKHAVAR Farhad	Prisons de France	R. Laffont
COUPER Heather	La bible de l'astronomie	Trédaniel
DELALANDE Philippe	La Chine / Ambitions et résistances	L'Harmattan
PUECH Michel	Homo Sapiens Technologicus	Le Pommier
SALMONA Paul	Réflexions sur l'antisémitisme (actuel)	O. Jacob
CHARON Jean-Marie	Le journalisme en questions	L'Harmattan
NATHAN Tobie	Les secrets de vos rêves	O. Jacob
MATINA Cesare	Clientélismes urbains	Sc. Po.
KAUFFMANN Grégoire	Le nouveau FN	Seuil
GOODY Jack	Capitalisme et Modernité	Calisto
CLAVAL Paul	L'aventure occidentale	ESH
BALZEAU Antoine	La grande aventure de la famille humaine	Belin
GUILLAIN Lionel	Le management par le Zen	L'Harmattan
DUMONT Sarah	Super-géniteurs (Don sauvage de sperme en F.)	Michalon
MORAND Serge	La prochaine peste (Histoire globale...)	Fayard
DEGOS Laurent	Quelle politique de santé pour demain ?	Le Pommier
SCHMITT Didier	Antéversion. Entre science et fiction...	Fauves
MOUREAU Nathalie	Le marché de l'art contemporain	Découverte
LENGLET François	Tant pis nos enfants paieront !	A. Michel

www.archinaute.fr
www.gaia.obspm.fr
www.pasteur.fr
www.unctad.org
www.icij.org
www.africaeconomicoutlook.org/fr
www.esa.un.org/unpd/wpp.index
www.eurobserv-er.org
www.revueconflits.com
www.i-rgent.com
www.luxdarkmatter.org
www.tinyurl.com/labo-sesame
www.patricklagadec.net
www.dialogue-democratie.eu
www.trustmyscience.com
www.esd-partners.com

Des catamarans à hélice.....
Images de Gaïa
Le site de l'Institut Pasteur (carrefour international)
La CNUCED en français...
International Consortium of Investigative Journalists
Les perspectives économiques en Afrique
World Populations Prospects
Un bon complément à Eurostat
Comme son nom l'indique...
International Rural Gentrification
La lumière noire... invisible
Le synchrotron du Moyen-Orient (14 Etats !)
La référence sur la société du risque
Pourquoi pas ?
Comme son nom l'indique...
European Space Directory

